

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>I     <i>DIAGNOSTIC</i></b> .....	<b>7</b>
<b>ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>7</b>
<b>LES RESSOURCES</b> _____	<b>7</b>
<b>LA SANTE PUBLIQUE</b> _____	<b>15</b>
<b>LE PATRIMOINE</b> _____	<b>20</b>
<b>LA COMPOSITION URBAINE</b> _____	<b>22</b>
<b>LE PAYSAGE</b>	<b>27</b>
<b>LES COULEURS COMMUNALES</b> _____	<b>35</b>
<b>ENJEUX ET ORIENTATIONS PAYSAGERS</b> _____	<b>36</b>
<b>CARTE DES SENSIBILITES PAYSAGERES</b> _____	<b>37</b>
<b>LES DONNEES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES, LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES</b>	<b>38</b>
<b>LA DEMOGRAPHIE</b> _____	<b>38</b>
<b>LE LOGEMENT</b>	<b>42</b>
<b>L'ECONOMIE LOCALE</b> _____	<b>46</b>
<b>LES EQUIPEMENTS ET SERVICES D'INTERET GENERAL</b> _____	<b>49</b>
<b>LES INFRASTRUCTURES</b> _____	<b>51</b>
<b>LES DEPLACEMENTS</b> _____	<b>52</b>
<b>LES ENJEUX ET LES BESOINS (SYNTHESE)</b>	<b>54</b>
<b>II     - <i>JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU P.LU.</i></b> .....	<b>56</b>
<b>CHAPITRE I - EXPLICATIONS DES CHOIX DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>56</b>
<b>CHAPITRE II - TRADUCTION DES CHOIX DU P.A.D.D. EN ZONAGE ET EN REGLEMENT</b>	<b>58</b>

<b>CHAPITRE III - JUSTIFICATIONS DU REGLEMENT</b>	<b>61</b>
<b>ZONES URBAINES</b>	<b>61</b>
<b>ZONES A URBANISER</b>	<b>69</b>
<b>ZONE AGRICOLE</b>	<b>71</b>
<b>ZONE NATURELLE</b>	<b>72</b>
<b>TABLEAU DES SURFACES</b>	<b>74</b>
<b>CHAPITRE IV - JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT</b>	<b>76</b>
<b>LES ZONES A URBANISER</b>	<b>76</b>
<b>LES CHEMINS A PRESERVER AU SEIN DE L'ESPACE AGRICOLE</b>	<b>77</b>
<b>CHAPITRE V - LES AUTRES DISPOSITIONS DU P.L.U.</b>	<b>78</b>
<b>LES EMPLACEMENTS RESERVES</b>	<b>78</b>
<b>LES ESPACES BOISES CLASSES</b>	<b>78</b>
<b>LES ELEMENTS DU PAYSAGE IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L 123-1.7°</b>	<b>79</b>
<b>LES SERVITUDES</b>	<b>80</b>
<b>LES ANNEXES SANITAIRES</b>	<b>80</b>
<b>L'ANNEXE ZONES A RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB</b>	<b>80</b>
<b>PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE</b>	<b>80</b>
<b><i>III LES INCIDENCES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT</i></b>	<b><i>82</i></b>
<b>PRISE EN COMPTE DES NORMES SUPRA-COMMUNALES</b>	<b>82</b>
<b>INCIDENCES DU P.L.U. ET MESURES D'ATTENUATION</b>	<b>82</b>
<b>LES ACTIONS A ENTREPRENDRE</b>	<b>84</b>

## PREAMBULE

Le présent rapport de présentation tel qu'il est prévu et défini à l'article R.123-2 du Code de l'Urbanisme (décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 et n°2004-531 du 9 juin 2004) poursuit quatre objectifs principaux :

- Il expose le **diagnostic** établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services ;
- Il analyse **l'état initial de l'environnement** ;
- Il **explique les choix** retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, **expose les motifs** de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du "a" de l'article L.123-2.
- Il évalue les **incidences** des orientations du plan **sur l'environnement** et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

**En cas de modification ou de révision**, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Son existence et sa lecture doivent permettre aux administrés de comprendre les principes d'organisation et les principales raisons sur lesquelles repose le plan proposé, évitant ainsi d'ignorer dans l'avenir, lors de modifications du P.L.U., les bases et données sur lesquelles est établi le document actuel.

Ce document comporte trois sections :

SECTION 1- DIAGNOSTIC.

SECTION 2- JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU P.L.U.

SECTION 3- LES INCIDENCES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT.

## OBJECTIFS DE LA REVISION

Le P.O.S. est un document d'urbanisme qui peut être remanié afin de prendre en compte d'une part, l'évolution des situations et d'autre part, les évolutions législatives. En effet, plusieurs lois parues dans les années 1990 doivent être prises en compte dans les Plans d'Occupation des Sols : la loi sur l'eau (1992), la loi Paysage (1993), la loi Barnier relative au renforcement de la protection de l'environnement (1995)...

Surtout, il s'agit par le biais de cette révision d'adapter le document aux dispositions nouvelles introduites par la **loi Solidarité et Renouvellement Urbains** du 13 décembre 2000 et par la loi **Urbanisme et Habitat** du 2 juillet 2003, c'est-à-dire transformer le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en **Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)**.

La Municipalité a donc souhaité revoir certaines des dispositions du P.O.S. qui ne se trouvaient plus adaptées au contexte local. Le P.O.S. de MONTAULIN a été approuvé le 10 février 1983, mis à jour le 25 mars 1996, puis modifié le 29 mars 1999.

Par délibération du 8 juillet 2004, la commune a prescrit la révision n°1 de son P.O.S/P.L.U.

Au travers de la révision engagée, le Conseil Municipal entend :

- **Maîtriser l'urbanisation et l'étalement urbain** tout en répondant aux besoins communaux en matière d'habitat, d'activité économique et d'équipements collectifs,
- **Préserver les espaces naturels et l'environnement.**

## SITUATION ADMINISTRATIVE ET INTERCOMMUNALITE

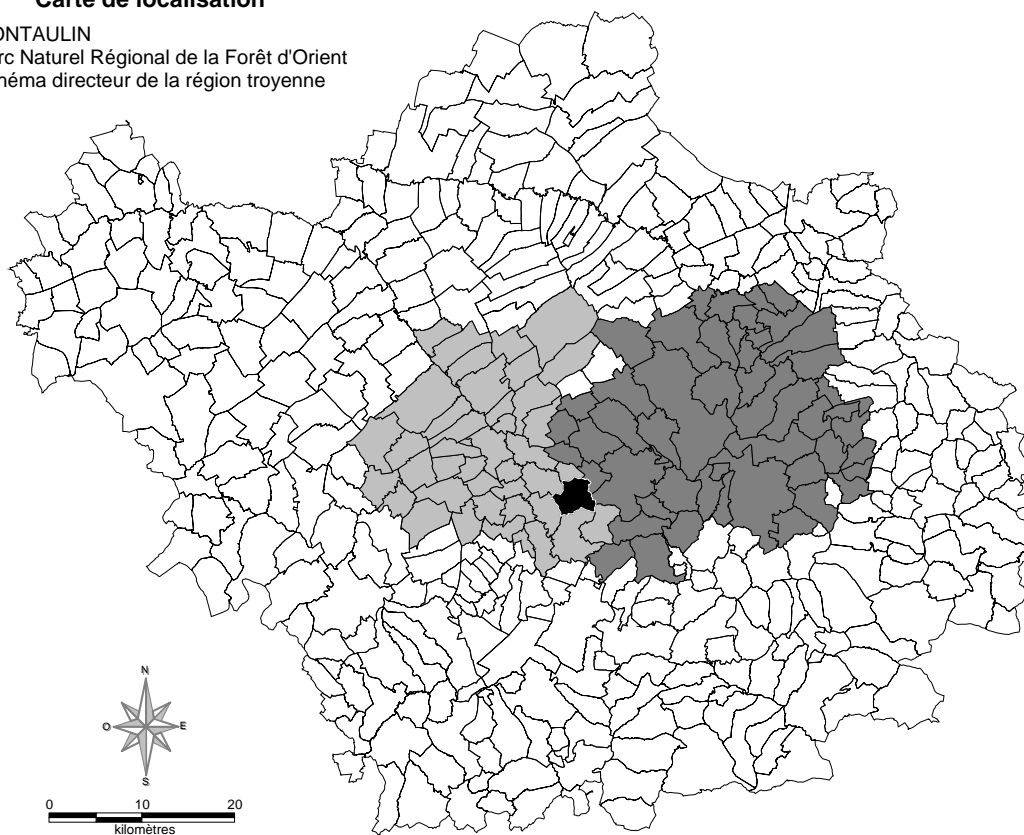
MONTAULIN est une commune de **638 habitants** (recensement de 1999) située à 11 kilomètres au sud-est de la ville de Troyes, dans le département de l'Aube. Elle dépend administrativement du canton de Lusigny-sur-Barse et de l'arrondissement de Troyes.

La commune est située dans l'aire du **Schéma Directeur de la Région Troyenne** qui comprend 43 communes. Ce document a été approuvé le 20 avril 1999, modifié le 13 septembre 2004.

Elle est également limitrophe au Parc Naturel Régional de la Forêt d'Orient.

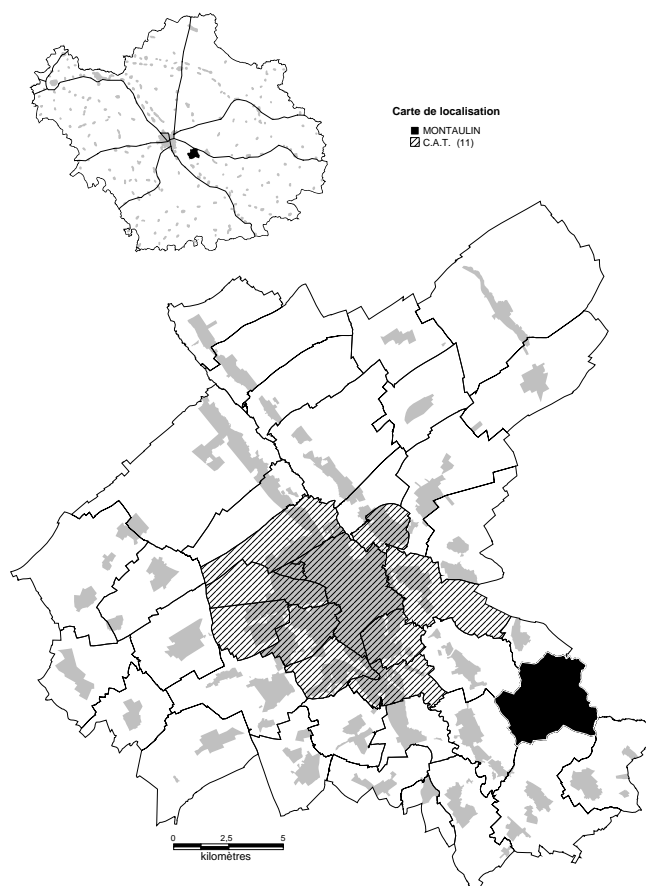
**Carte de localisation**

- MONTAULIN
- Parc Naturel Régional de la Forêt d'Orient
- Schéma directeur de la région troyenne



MONTAULIN est riveraine avec les communes de :

- ✓ Verrières, Rouilly-Saint-Loup à l'ouest
- ✓ Ruvigny au nord
- ✓ Courteranges, Lusigny-sur-Barse à l'est
- ✓ Clérey, Fresnoy-le Château au sud



## I DIAGNOSTIC

### ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

## LES RESSOURCES

### *TOPOGRAPHIE*

MONTAULIN est une commune vaste de **1241 hectares** située dans la région naturelle de la **Champagne Humide**. Elle est en outre située en bordure de la Champagne Crayeuse.

Elle présente, au nord, dans la vallée de la Barse, une topographie plane, de direction est/ouest, avec une altitude moyenne de 110 mètres.

La partie ouest du finage est également plane mais l'altitude y est plus élevée, 120 mètres.

L'altitude augmente progressivement vers le sud, où le relief présente de faibles ondulations. Le point culminant est situé au sud-est du finage, à 130 mètres d'altitude. Dans la partie orientale du finage, un petit coteau est situé à 122 mètres au niveau de la voie ferrée et de la RD 123.

Le bourg de Montaulin est localisé au centre du finage. Le hameau de Daudes et l'écart de Montabert sont situés dans la partie ouest de la commune, à une altitude moyenne de 118 mètres.

Le finage comprend plusieurs vallons, qui marquent peu la topographie, mais qui constituent des limites naturelles :

- *Le vallon de la Rance, en limite ouest,*
- *Le vallon de la Civanne, en limite est,*
- *Le vallon du Ru, entre le bourg et Montabert.*

Ces **vallons**, de direction nord/sud, sont donc perpendiculaires à la Barse, dont la direction est est/ouest.

## **GEOLOGIE, HYDROGEOLOGIE ET PEDOLOGIE**

### **Géologie**

Le sous-sol de l'ensemble du finage est essentiellement composé par les **marnes de Brienne**. Il s'agit de marnes et d'argiles épaisses de 50 à 80 mètres, s'enrichissant en calcaires vers leur sommet.

Ces marnes sont recouvertes par des formations superficielles :

- *des colluvions, qui sont des formations de versants et de vallées, localisées en bas de pente, pouvant atteindre 2 mètres d'épaisseur.*
- *des limons, qui sont des dépôts éoliens argileux, dont l'épaisseur est importante sur le finage.*

Dans le fond de la vallée de la Barse, des vallons de la Rance et de la Civanne, s'étendent des formations alluviales :

- *les alluvions modernes sont composées de sédiments argileux ou vaseux.*
- *les alluvions anciennes, situées dans la partie ouest du finage, sont épaisses de 3 à 5 mètres et sont riches en éléments calcaires. A MONTAULIN, elles sont recouvertes par une épaisse couverture limoneuse.*

### **Hydrogéologie**

Les argiles forment un plancher imperméable qui permet l'installation de nappes temporaires. Pendant les périodes pluvieuses, les limons peuvent être le siège de nappes perchées, ce qui a permis le forage de nombreux puits pour l'installation d'éoliennes ou d'abreuvoirs.

Les alluvions récentes de la Barse contiennent une nappe alluviale peu profonde et peu mobile.

### **Pédologie**

Les sols présentent une disparité liée aux variations géologiques et topographiques. On distingue :

- *les sols sur plateaux et terrasses qui sont des sols bruns, cultivables après drainage, dont le potentiel agronomique est assez élevé sur terrasses.*
- *les sols sur coteaux. Il s'agit de sols bruns de qualité médiocre.*
- *les sols de vallons et de la vallée de la Barse, qui sont des sols hydromorphes, inondables voire marécageux.*



## HYDROGRAPHIE ET HYDROLOGIE

Le réseau hydrographique est composé par :

- **L'ancien lit de la Barse**, dans lequel est situé le canal de Saint-Julien, qui est le canal de restitution du réservoir Seine. Il ne subsiste que des traces d'anciens méandres de la rivière.
- **La Rance**, prend sa source dans les bois au sud du finage, traverse Daudes, longe le parc du château de Montabert, permettant la création d'une pièce d'eau, puis s'écoule en limite ouest vers la vallée de la Barse. Le siphon de franchissement du canal constitue un verrou et limite le débit à évacuer. Il s'agit d'un ru temporaire.
- **La Civanne**, est aussi un ru temporaire, qui est situé en limite est du finage, et qui se déverse dans le canal de restitution,
- **Le Ru**, est situé dans un fond de vallon entre le bourg de Montaulin et Montabert, et s'écoule vers le nord.



La Rance et la Civanne sont très peu poissonneuses, notamment en raison de leur caractère temporaire.

Le territoire comprend également de nombreux fossés de drainage profonds et largement dimensionnés qui constituent des émissaires.

L'assise argileuse permet aussi la création d'étangs. Outre le bassin dans le parc du château, un étang a été réalisé à la sortie nord-ouest de Daudes, et un autre est situé dans la vallée de la Barse. Il semble qu'autrefois existait un étang au lieu-dit « Le Montot », au sud-ouest du finage.

## LE PATRIMOINE NATUREL

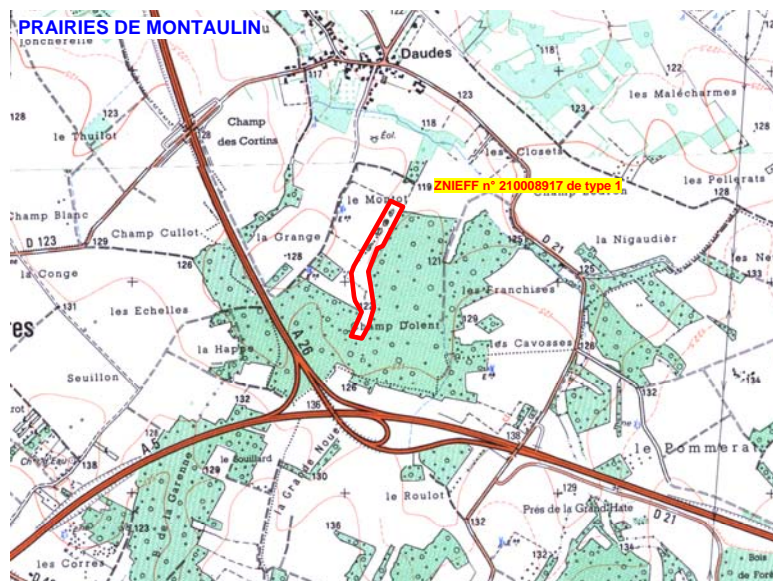
### Protection réglementaire et inventaire

Il n'y a pas de protection réglementaire concernant le patrimoine naturel de MONTAULIN (arrêté de biotope, réserve naturelle...). En revanche, la commune fait partie de la zone **Ramsar** « Les étangs de la Champagne Humide ». Ce site a été reconnu le 5 avril 1991 comme étant une « zone humide d'importance internationale, notamment pour les oiseaux d'eau. » La zone concernée s'étend depuis l'Argonne, au nord, jusqu'à la Seine, au sud, sur un territoire de 235 000 hectares, regroupant 191 communes. Le label Ramsar n'engendre pas de contrainte réglementaire, mais l'Etat français s'est engagé à assurer la conservation et l'utilisation rationnelle de ce site reconnu d'importance internationale.

Sur le finage de Montaulin, un site figure à l'**inventaire national** des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.). Il s'agit de la Z.N.I.E.F.F. de type I "Prairies de Montaulin". Le site a été décrit en 1987 et mis à jour en 2001.

Les Z.N.I.E.F.F. de type I correspondent à des zones **d'intérêt biologique remarquables** au titre des espèces ou des habitats de grande valeur écologique.

La **Z.N.I.E.F.F. des prairies de Montaulin** était constituée à l'origine de deux parties séparées. L'une était située au nord-est du village, près du canal de restitution de la Morge et de la RN 19, l'autre était située au sud-ouest de Daudes. Suite au remembrement et aux travaux connexes, ce dernier secteur a régressé sensiblement devant la culture de maïs et les plantations récentes de peupliers. Actuellement, il ne reste plus dans cette zone qu'un petit site de 14 hectares, situé le long du « Montot ».



Les limites de la Z.N.I.E.F.F. suivent les limites des prairies naturelles encore intéressantes. Différents types de prairies constituent l'intérêt du site en fonction du type de sol et du degré d'hydromorphie. Les graminées dominent la flore prairiale qui comportent des espèces rares et / ou protégées comme la gratiole officinale, protégée en France, l'Oenanthe moyenne, protégée en Champagne-Ardenne, en très forte régression et très menacée, le Trèfle de Paris... Les boisements sont ponctuels, de type frênaie-chênaie.

La faune est moins bien connue, mais présente un intérêt élevé, par la présence d'insectes, (papillons et criquets divers), passereaux (traquets, fauvettes), batraciens et reptiles (couleuvres) spécifiques des prairies bocagères.

Le site, nouvellement délimité, est en assez bon état de conservation, mais est **très menacé** en raison du creusement de profonds fossés de drainage et des nombreux peupliers récemment plantés.

Pour **maintenir l'intérêt écologique du site**, il conviendrait d'éviter certaines pratiques qui remettent en cause cet intérêt, notamment le drainage, le retournement des prairies, l'épandage massif d'engrais, d'herbicides et de pesticides et la plantation de peupliers. Par contre d'autres pratiques, sont à conseiller : essentiellement la **fauche** traditionnelle ou le pâturage extensif, qui maintiendraient en état la flore de la prairie et éviteraient son embroussaillage.

## LES MILIEUX NATURELS

### • Les zones de cultures

Ces zones, composées de vastes parcelles cultivées, sont réparties sur l'ensemble du finage, généralement sur les hauteurs. Les surfaces cultivées ont beaucoup augmenté après le remembrement de 1984 et les travaux de drainage qui ont accéléré le retournement des prairies au profit des cultures. Aujourd'hui, ces surfaces sont stables. L'agriculture intensive a eu des incidences importantes sur les milieux naturels en réduisant la diversité biologique de ces espaces. Ces zones constituent de vastes ensembles homogènes, comme au lieu-dit « La Chialau ». Il s'agit donc d'un **milieu naturel d'intérêt faible** sur le plan de la faune et de la flore.



Néanmoins plusieurs espèces gibier sont présentes comme le lièvre, la Perdrix grise ou l'Alouette des champs. Les zones de cultures sont des terrains de chasse pour des rapaces tels la Buse variable et des petits carnivores (fouine, belette...). La faune s'abrite et se nourrit essentiellement dans les chemins herbeux où la flore est banale. Les **milieux-relais** constitués par les haies, vergers ou arbres isolés sont très peu présents au sein des cultures, voire inexistantes. Néanmoins ils constituent des zones d'abri et de nourriture pour la faune et jouent donc un rôle important.

- ❖ **Afin de préserver et de développer l'intérêt biologique de ces espaces, il est nécessaire de maintenir voire de créer des milieux-relais pour la faune tels que des haies, bosquets...**

### • Les prairies

Autrefois dominantes, les surfaces en prairies naturelles ont beaucoup diminué. De nos jours, elles sont localisées principalement au nord du finage et dans les fonds de vallons. Elles sont de différents types selon la nature des sols. Dans la vallée de la Barse sont situés des prés très humides voire marécageux, inondés l'hiver. La flore, à dominante de graminées, est pauvre. Les prairies abandonnées permettent la profusion des laîches. En zone marécageuse se développent des roselières à base de phragmites et grands carex, qui accueillent une avifaune variée : pics, passereaux, hérons, canards...

Les prés de fauche présentent une richesse biologique plus importante que les pâtures où la végétation est plus banale. En effet, le piétinement du bétail favorise la pousse des touffes de joncs et de carex. Les prés constituent surtout une zone d'alimentation et de reproduction pour les oiseaux.

Les zones de prairies sont ponctuées par une végétation arborée : arbres isolés, (chênes, noyers, frênes), bosquets, boisements de rive des cours d'eau, et par une végétation spécifiques aux milieux





humides : roselières ... qui constituent un **intérêt biologique élevé** tant pour la faune que du point de vue de la diversité biologique. La faune est variée et notamment les oiseaux : pics, fauvettes, bruants... Les arbres creux, tels que les **saules têtards** et les vieux arbres fruitiers, présentent un intérêt élevé car ils permettent la présence de chouettes et de hiboux. Tout comme les fossés encombrés de végétation qui abritent crapauds, grenouilles et tritons.

❖ **Ces espaces, d'intérêt biologique élevé, sont menacés par la réduction des sites et la perte de leur diversité.**

### • Les boisements

Les boisements occupent une vaste surface du finage. Leur surface a diminué, surtout dans la partie sud-est du finage, mais elle est stable de nos jours.

Les boisements sont très présents au nord du finage, dans la vallée de la Barse : « le Vason » et « la Brosse » et en vastes massifs répartis sur le finage :

- à l'est : le « Bois de la Vieille »,
- au sud-est : « les Noues »,
- au sud : « Champ Dolent »,
- au centre : « les Malécharmes ».

Néanmoins, de nombreux bosquets ou vergers subsistent encore sur le finage, aux abords des villages et dans les zones de prairies. A noter le parc du château, qui comprend des chênes remarquables.

Les types de boisement sont très variés, et présentent un **intérêt biologique élevé**. Le massif du Champ Dolent est constitué d'une futaie de **chênes** pédonculés. Dans les fonds humides, le peuplier et le frêne dominant, le tremble est aussi présent. Des peupleraies sont localisées surtout dans la partie nord du finage et le long de la Rance. Leur intérêt biologique est moindre dans la mesure où la diversité floristique est réduite.



Dans les sites marécageux domine l'aune glutineux, accompagnée par une strate herbacée spécifique composée par des iris d'eau, des phragmites, prêles, populages...

La végétation riveraine des cours d'eau, la **ripisylve**, est présente surtout le long de la Rance, en aval de Daudes. Elle est composée principalement de frênes mais comprend aussi d'autres d'essences : tilleul, érable, charme, tremble, saule et notamment un alignement de saules têtards en amont de la traversée de la RD 21. La ripisylve est peu présente le long de la Civanne, elle est cependant plus développée au nord du finage, au-delà de la voie ferrée.

Ces massifs boisés abritent une **faune** variée, notamment des grands mammifères, tels les chevreuils, des grands rapaces comme le Milan royal, l'Autour des Palombes... Le sanglier est présent mais il est surtout de passage entre les massifs forestiers.

Les **lisières** des bois constituent une interface entre les espaces ouverts (champs) et fermés (bois) et présentent un intérêt écologique élevé pour leur diversité floristique et faunistique. Mais le linéaire de lisière a tendance à **diminuer** du fait des défrichements, et des redressements de limite.

- ❖ **Ces milieux boisés tendent vers une homogénéisation et risquent de perdre leur diversité biologique.**



- **Les villages et leurs abords**

La végétation est très présente au sein et en périphérie des villages au travers des jardins d'ornement, vergers (pommiers, cerisiers...), arbres isolés, potagers. Les vergers sont encore bien présents et sont caractéristiques des villages traditionnels. Ces espaces sont intéressants, notamment pour la petite faune. Les arbres creux existants peuvent abriter des espèces comme les chouettes et des chauves-souris.



Montaulin est traversé par le Ru, qui comporte ponctuellement une végétation spécifique, notamment de la roselière aux abords de la Grande Rue. Daudes est traversé par la Rance, qui comporte un boisement de rive assez continu. Ce boisement présente un intérêt biologique notamment pour l'avifaune.

- ❖ **En conclusion, le patrimoine naturel de MONTAULIN est composé par des milieux diversifiés et d'intérêt élevé. Cependant, il est menacé par l'homogénéisation de ces milieux et par la réduction des sites les plus intéressants comme les prairies humides, les lisières. Certains milieux, notamment les prés de fauche, les vergers, nécessitent d'être entretenus pour subsister.**

## **LES ESPACES AGRICOLES**

Après la deuxième guerre mondiale, les évolutions mécaniques et chimiques vont transformer la pratique agricole et le paysage de la Champagne, encore assez boisée. La réorganisation rationnelle du territoire agricole par les remembrements a entraîné des défrichements massifs, a créé un nouveau réseau de chemins ruraux et a transformé les nombreux champs en lanières en parcelles carrées ou rectangulaires de grande voire de très grande dimension. Les évolutions du machinisme agricole et le développement des engrais chimiques, fongicides, insecticides et désherbants, transforment la Champagne en région céréalière très productive. La Champagne humide a connu aussi une certaine transformation.

Montaulin était traditionnellement une commune de prés et d'élevage. Puis les cultures se sont étendues suite aux remembrements et aux travaux de drainage et dominant aujourd'hui le finage en terme de surface. La commune a été remembrée à plusieurs reprises. Un remembrement hydraulique a été réalisé dans la vallée de la Barse en 1976. Un second remembrement a eu lieu en 1982 et enfin, plus, récemment, en 1992, un remembrement a été réalisé préalablement à la réalisation de l'autoroute A26.

Actuellement, il ne reste plus que deux exploitations en activité sur la commune mais la surface agricole s'élève à plus de 830 hectares.

❖ **Actuellement, la tendance est à la stabilisation de ces espaces.**

## LA SANTE PUBLIQUE

### *L'EAU*

#### *Eau potable*

MONTAULIN est adhérente au syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable des vallées de la Mogne, de la Seine et de la Barse, qui regroupe 37 communes. **L'eau potable** est conforme aux normes en vigueur, d'après les dernières analyses réalisées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (aout 2006).

Le nombre de branchements s'élève à 282 en 2005. Les volumes facturés pour la commune sont de 35 869 mètres cubes en 2005. Le volume moyen facturé par branchement est de 127 mètres cubes.

La défense contre les incendies est constituée de 18 poteaux répartis sur la commune.

Les stations de pompage principales sont situées sur les communes de Saint-Thibault et Verrières ; Montaulin étant approvisionné par le puits situés sur Verrières.

#### *Assainissement*

- Eaux usées

La commune est adhérente au syndicat intercommunal d'assainissement de la Haute Seine. Elle est dotée d'un réseau de collecte des eaux usées de type séparatif, et comporte six postes de refoulement. Le nombre de raccordés en 2005 s'élève à 252.

Toutes les zones bâties sont desservies par le réseau. Les effluents sont traités par une station d'épuration située à Verrières dont la capacité est de 10 000 équivalents-habitants. En 2005, le nombre de raccordés est estimé à 5 413 habitants.

La commune a engagé la réalisation de son schéma directeur d'assainissement.

- Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont busées dans la Grande Rue de Montaulin. Dans le reste de la commune, elles sont recueillies dans des fossés. Cependant, des problèmes d'évacuation apparaissent ponctuellement lorsque les fossés sont comblés.

La commune projette de développer le réseau pluvial sur l'ensemble de la Grande Rue jusqu'à Daudes.

## L'AIR

### *Climatologie*

Les données météorologiques disponibles proviennent de la station Météo France de Troyes-Barbère. Le climat de la région est de type **océanique**, avec une grande partie des intempéries apportées par les vents d'Ouest. Une **influence continentale** se traduit par une amplitude importante entre les températures d'hiver et d'été.

**Les précipitations** de 650 mm par an sont les plus faibles du département. Annuellement, elles se répartissent sur environ 150 jours.

La moyenne des **températures** varie entre 9°C et 10,5°C. Les plus basses sont en moyenne de 2,5°C pour le mois de janvier et février. Les plus élevées sont en moyenne de 18,8°C pour le mois de juillet et août.

Les vents dominants sont des vents d'Ouest et de Sud-Ouest.

### *Qualité de l'air*

La **loi sur l'air** du 30 décembre 1996 reconnaît à chacun le droit de respirer un air de qualité et d'être informé sur la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement.

Pour ce faire, en juin 1998 a été créée l'Association Régionale pour la Surveillance de la Qualité de l'Air en Champagne-Ardenne (ARSQA Champagne-Ardenne), qui regroupe les agglomérations de Reims, Troyes, Châlons-en-Champagne, Epernay, Chaumont et Charleville-Mézières. Le nom de l'association est devenu en 2000 ATMO Champagne-Ardenne.

De même, le **Plan Régional de la Qualité de l'Air** (P.R.Q.A.) a été élaboré sous la présidence du Préfet de Région et avec la DRIRE, et approuvé en mai 2002.

**L'indice journalier** de la qualité de l'air est déterminé sur l'agglomération troyenne. La qualité de l'air est bonne dans l'ensemble. Les variations de l'indice sont très limitées entre 2 (très bonne) et 4 (assez bonne). En 2000, une étude régionale pour le dioxyde d'azote fait état d'une qualité très correcte en Champagne-Ardenne.

Des pointes **d'ozone** sont relevées. Les valeurs élevées apparaissant dès les premiers beaux jours sont fortement liées aux activités humaines (transports et industries). Une montée d'ozone en ville se traduit par des teneurs encore plus élevées en périphérie et en zone rurale, générée par ces **polluants urbains en migration**.

En **zone rurale**, l'impact des produits phytosanitaires a fait l'objet de débat dans le cadre de l'élaboration du PRQA. En effet, dans la région, les méthodes d'analyses sont peu nombreuses et les interprétations délicates. Les premières études en France montrent que les impacts sur la faune, la flore ou sur l'homme seraient très sous-estimés. Ces polluants doivent à l'avenir être identifiés et réduits.



## LES NUISANCES SONORES

Les nuisances sonores sur la commune sont liées aux **infrastructures de transports terrestres**. Certaines ont été classées voies bruyantes par l'arrêté du 30 mai 1996 en application de la loi Bruit du 31 décembre 1992 :

- ✓ L'autoroute A 26 est classée en catégorie 3. La largeur de la bande affectée par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre du tronçon.
- ✓ La voie ferrée Paris-Est/Mulhouse est classée en catégorie 1. La largeur de la bande est de 300 mètres.



Ces voies sont localisées sur un plan spécifique aux infrastructures de transports terrestres classées bruyantes.

La définition de largeurs affectées par le bruit de part et d'autre des voies doit permettre aux constructeurs d'appliquer pour leur habitation les **normes d'isolement acoustique** définies par la législation en vigueur.

## LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

### *Les risques naturels d'inondation*

Les risques d'inondation sur le territoire de la commune sont liés aux débordements dans la vallée de la Barse. Ils sont localisés dans la partie nord du finage mais n'affectent pas de constructions.

Par contre, les phénomènes de remontées de nappe sont fréquents et provoquent des inondations dans les caves et les sous-sols. Ils sont localisés sur l'ensemble du finage, à l'exception de Montabert.

### *Les risques technologiques*

#### ➤ *Risque industriels et agricoles*

Les risques industriels sur la commune sont liés à la présence d'activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement. Actuellement, un

établissement est soumis à déclaration, il s'agit d'un dépôt d'engrais localisés entre la voie ferrée et le RD 123, qui génère un périmètre de 20 mètres autour du bâtiment.



En outre, il existe aujourd'hui dans la commune deux **élevages** de bovins, l'un est situé dans la Grande Rue à Montaulin, l'autre à Daudes.

D'autre part, selon le dossier départemental des risques majeurs (D.D.R.M.), dont l'arrêté préfectoral date du 13 décembre 2006, la commune est soumise aux risques technologiques suivants :

➤ **risque de rupture de barrage**

Le territoire est concerné, en cas de rupture des digues du barrage réservoir situé sur le cours de la Seine, par l'onde de submersion dont l'effet se ferait sentir entre 0 et 30 minutes. Ce type de grand barrage doit faire l'objet d'une étude de Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui précise les mesures d'alertes des autorités et de la population, l'organisation des secours et la mise en place de plans d'évacuation.

Le maire a la charge d'assurer la sécurité de la population. Compte tenu de l'élaboration prévue des PPI dans l'Aube, la commune devra se doter d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS). Son établissement devient obligatoire après approbation du PPI.

➤ **risque de transport de matières dangereuses**

La commune est aussi concernée par le risque « Transport de Matières Dangereuses ou risques « TMD », dans la mesure où des zones bâties sont situées à moins de 250 mètres d'un des axes identifiés. Cet axe est la ligne SNCF Paris-Bâle.

➤ **risque lié aux phénomènes de retrait-gonflement des argiles**

Le finage de Montaulin est concerné par le phénomène de retrait-gonflement des argiles, qui constitue le principal risque consécutif à la sécheresse. La commune a fait l'objet à deux reprises, en 1989 et 2003, d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Les constructions particulièrement menacées sont les bâtiments à fondations superficielles tels que les maisons individuelles. Une étude est en cours de réalisation sur ce phénomène au niveau départemental, laquelle conduira dans un premier temps à disposer d'une cartographie localisant les secteurs sensibles et ensuite à proposer des mesures préventives et constructives.

## ***LE TRAITEMENT DES DECHETS***

La commune est adhérente au Syndicat Intercommunal d'Elimination des Déchets Ménagers du Territoire d'Orient (S.I.E.D.M.T.O.), qui compte 59 communes. Il assure, en régie, la collecte des déchets une fois par semaine, et celle des emballages issus du tri sélectif, une fois tous les quinze jours. Les tonnages collectés s'élèvent à 8000 tonnes en 2005.

Ce syndicat est lui-même adhérent au Syndicat Départemental d'Elimination des Déchets de l'Aube, qui gère le traitement des déchets.

Il n'y a pas de ramassage des encombrants, qui doivent être emmenés dans les déchetteries du Parc Naturel Régional de la Forêt d'Orient ; la plus proche de la commune est située à Lusigny-sur-Barse, ou dans celles de la Communauté de l'Agglomération Troyenne, la plus proche étant celle de Saint-Julien-les-Villas.

Plusieurs points d'apports volontaires sont mis à la disposition des habitants pour la récupération de divers matériaux (verre, papiers et cartons).

Le mode de traitement des ordures ménagères est l'enfouissement en Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU), situé à Montreuil-sur-Barse. Ce centre peut encore fonctionner pendant une période de 10 à 15 ans.

## LE PATRIMOINE

### ***HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE***

Une station gallo-romaine a été découverte sur le finage, qui recèle de nombreux vestiges archéologiques.

Le village est très ancien ; le nom de Monte abolino est cité en 753. Daudes existait avant 753, Montabert est cité en 1097 et formaient des communautés séparées. Elles ont été réunies à la commune en l'an III.

La commune comptait autrefois plusieurs écarts : la ferme de la Basse-Fontaine, de la Naurois et de la Brosse, qui ont aujourd'hui disparu.

En 1790, Montaulin comptait 292 habitants, Daudes : 136 habitants et Montabert : 107 habitants.

### ***LES EDIFICES ET LE PETIT PATRIMOINE***

#### ***L'église***

L'église sous le vocable de Saint-Martin, a une fenêtre du 12<sup>ème</sup> siècle au pignon occidental, le reste date du 15<sup>ème</sup>. Le plan est en forme de croix latine.



L'église Saint-Jean-Baptiste de Daudes, est de petite dimension. Une des baies de la nef peut dater du 12<sup>ème</sup> siècle et trois autres baies sont du 16<sup>ème</sup>.

Ces églises ne sont pas classées Monument Historique.

### ***Le château***

Dès 1398, il est fait mention d'une maison seigneuriale devant l'église de Montaulin. Un château a été édifié au 18<sup>ème</sup> siècle puis démoli. Vers 1850, une demeure bourgeoise a été construite à la place, par M. Jules Savoye.



### ***Le petit patrimoine***

La commune compte de belles croix, situées dans le cimetière, et un monument aux morts, situé vers la mairie.

# LA COMPOSITION URBAINE

## LA MORPHOLOGIE URBAINE

### *La trame viaire et les espaces publics*

La commune est composée par **trois sites** d'habitat : Montaulin, Montabert et le hameau de Daudes.

L'urbanisation ancienne est de **type linéaire** dans la partie centrale du village de Montaulin, (Grande Rue). Il s'agit d'un village-rue traditionnel. Elle est ponctuelle dans les rues adjacentes : rue de la Gare, chemin du Ru.

A Montabert, l'urbanisation ancienne est diffuse le long de la rue du Château. A Daudes, elle suit un axe parallèle à la Rance : rue de la Libération, rue de Daudes et Saint-Jean. Aux abords du château, l'habitat ancien est plutôt isolé et diffus le long de la rue de Montabert.

L'urbanisation récente est :

- ✓ **soit diffuse** sous forme de **constructions individuelles ponctuelles**, principalement le long des voies et des chemins, sur l'ensemble des trois sites.

A **Montaulin** : l'urbanisation s'est développée rue de la Gare, rue de la Haie de la Pelle, et dans la Grande Rue, surtout dans la partie nord-est du village. Néanmoins l'entrée en venant de la RN 19 présente un tissu bâti discontinu, en raison de constructions un peu isolées. La partie sud du village s'est aussi beaucoup étendue, le long de la RD 123 (Grande Rue), au lieu-dit « Champ Clochette » et « les Ouches », et le long de la rue de Montabert.

A **Daudes**, des constructions individuelles sont réparties sur l'ensemble du hameau, mais c'est l'entrée ouest qui s'est le plus développée. A Montabert, l'habitat ponctuel s'est implanté de part et d'autre de l'axe existant.

Ce type d'urbanisation contribue à **étendre** et à densifier le tissu urbain.

L'urbanisation actuelle a tendance à s'implanter en retrait des voies, à l'arrière des constructions situées en façade sur rue, par conséquent en deuxième ligne. Ce type d'implantation génère des contraintes par rapport aux accès, au voisinage...

- ✓ **soit groupée** sous forme d'opérations d'aménagement. Deux lotissements pavillonnaires, datant des années 70, sont desservis par une voie en impasse (lotissement de la Gironde, de la Cumine) et sont déconnectés de la trame viaire.

D'autres opérations ont été réalisées le long des voies existantes, avec une implantation des constructions en deuxième ligne, comme par exemple, dans la Grande Rue, au lieu-dit "Les Ouches", ou plus récemment, l'opération réalisée face au château.

- ❖ **L'urbanisation récente s'est étendue de façon dispersée le long des voies existantes.**





## ***L'espace public***

Les espaces publics sont composés par :

- ✓ un espace situé au cœur du village, regroupant l'église, la mairie, une salle des fêtes et une place aménagée (bancs, abri...),
- ✓ un petit espace vert aménagé au bord du chemin du Ru.



## ***L'ARCHITECTURE***

### ***Le tissu urbain***

Les **constructions traditionnelles** champenoises sont implantées sur un parcellaire de grande taille, présentant un **tissu assez aéré**. Il s'agit souvent de corps de fermes organisés autour d'une cour formée par l'habitation, une grange dans le fond et des bâtiments annexes implantés sur ou à proximité des limites séparatives. Le parcellaire présente une forme en lanière et des surfaces relativement élevées, variant entre 1000 et 3000 mètres carrés.

La **rue** est définie par le bâti implanté en façade ou en pignon **à l'alignement** et par les murs de clôture ou les piliers encadrant l'ouverture.



Les **constructions récentes** sont situées en milieu de parcelle. Les lotissements présentent généralement un parcellaire de forme régulière, presque carré, de taille moyenne, variant entre 800 et 1300 m<sup>2</sup>, composant un tissu un peu plus dense.

Les constructions ponctuelles s'implantent sur des parcelles plus grandes, souvent en lanières, variant entre 1000 et 1500 m<sup>2</sup>. Les constructions sont implantées **en retrait** par rapport à la voirie et aux limites séparatives à l'inverse du bâti ancien.



### ***Les bâtiments anciens***

Le bâti traditionnel champenois est relativement bien présent dans la partie ancienne du village, c'est-à-dire dans la Grande Rue et dans le centre de Daudes. Les constructions présentent une architecture typique de la Champagne rurale.

Les constructions les plus anciennes sont des **longères**, édifiées jusqu'à la première guerre mondiale ; les plus anciennes datant du 16 ou 17<sup>ème</sup> siècle. Ce sont de longues maisons qui servaient de logis, de grange et d'étable avec un long toit qui descend presque jusqu'au sol du côté de la pluie dominante, appelé **toiture à basse goutte**. Les longères, implantées généralement perpendiculairement à la voie, ont été modifiées au fil des siècles. Le torchis ayant été remplacé par des matériaux plus résistants comme la brique.



Le village comporte des éléments bâtis **remarquables**.

Le bâti traditionnel a utilisé les **matériaux** disponibles localement, d'autant que le secteur de Lusigny comptait de nombreuses briqueteries-tuileries. Une certaine diversité architecturale existe car les maisons sont en **pans de bois** et **torchis**, en pans de bois et brique, ou uniquement en **brique**. Les soubassements sont en pierre ou en brique. Des pignons ont été parfois renforcés avec de la **craie**. La brique est également utilisée en encadrement autour des ouvertures, en chaînage ou dans les angles de mur. Les modifications récentes ont ensuite intégré des matériaux tels que la brique creuse ou le parpaing. Les façades et les pignons sont donc fréquemment composés par des **matériaux différents**.

Les constructions traditionnelles présentent des **volumes** imposants et allongés. Les bâtiments sont souvent constitués d'un rez de chaussée et d'un grenier. Les **toitures** présentent généralement **deux pans** et deux croupes, et sont recouvertes de **tuiles de terre**.



**cuite plates.** La pente des couvertures est, en moyenne, voisine de 45°. Des **lucarnes** dites meunières ou à foin sont présentes sur les toitures.

La **tuile plate** en terre cuite constitue le matériau de couverture traditionnellement utilisé. A Montaulin, elle est très présente sur les constructions anciennes et contribue à harmoniser l'aspect architectural du village. Plusieurs toitures comportent également de la **tuile violon**, plus récente, car fabriquée vers le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle est aussi plus rare.

Les **granges** sont encore **nombreuses**. Elles peuvent présenter un très grand volume et se caractérisent par la présence d'un grand auvent.



Elles présentent généralement une **structure à pan de bois** et torchis ou brique sur un soubassement de brique ou de pierre. Elles sont cependant souvent confortées avec des matériaux divers comme des tôles, des briques creuses ou des parpaings. Une **dégradation** des granges est constatée par abandon et par manque d'entretien.

Des constructions ont toutefois fait l'objet **d'opérations de réhabilitation** réussies, contribuant à maintenir l'identité architecturale du patrimoine bâti communal. Néanmoins, certaines réhabilitations ne respectent pas les caractéristiques architecturales du bâti ancien. Ainsi les ouvertures sont élargies, modifiant les proportions, d'autres sont percées dans les toitures, des matériaux et des éléments récents sont introduits, comme le PVC, les volets roulants, la tuile mécanique....

Le patrimoine du 19<sup>ème</sup> siècle est composé par des granges et des constructions en **brique** s'intercalant entre les longères. Les maisons bourgeoises en **brique ou pierre** sont plus hautes, à 1 ou 2 niveaux. Elles sont parfois édifiées sur des caves et dotées d'un escalier. **L'alignement** peut être matérialisé soit par la construction soit par une **clôture** minérale avec des piliers de brique.



- ❖ **Les constructions anciennes traditionnelles participent donc à la qualité du paysage rural du village. Il est par conséquent nécessaire de les sauvegarder et de les mettre en valeur car elles constituent le patrimoine de la commune.**

Mais il est menacé par le manque d'entretien et l'abandon. Il est également nécessaire que les rénovations respectent les caractéristiques architecturales du bâti traditionnel.

### ***Les constructions récentes***

Les constructions récentes présentent le plus souvent un rez-de-chaussée ou un rez-de-chaussée avec combles aménagés, sur sous-sol. Quant à leur forme, elle est souvent rectangulaire ou en "L". Ces constructions ont parfois été implantées sur des exhaussements importants, ce qui ne correspond pas à l'implantation traditionnelle du bâti.

Néanmoins, les constructions plus récentes présentent parfois des éléments d'architecture traditionnelle qui s'intègrent davantage dans le tissu existant : le respect des volumes, des proportions, la forme et la couleur des tuiles, le respect de la largeur/hauteur des ouvertures, la présence de matériaux traditionnels (bois, brique...)... Au contraire, certains aspects contribuent à renforcer le **contraste** entre les constructions anciennes et modernes : la couleur des tuiles gris foncé voire noir, les crépis clairs....



La maison contemporaine est agrémentée d'un jardin d'ornement et la clôture est souvent composée par une haie de thuyas.

Le bâti est composé aussi par de nombreux **bâtiments agricoles** plus ou moins récents, souvent constitués de tôles et de briques creuses, qui contrastent tant par la nature des matériaux que par les couleurs, et qui ne sont plus entretenus.

## LE PAYSAGE

### GENERALITES

#### *Situation géographique de la commune et paysage*

La commune de Montaulin se situe en limite des unités naturelles que sont la Champagne Crayeuse, caractérisée par les paysages de grandes cultures et la Champagne Humide marquée, elle, par la présence des forêts de feuillus précieux, de prairies permanentes et sur laquelle le finage s'adosse.



La commune, dont le finage s'insère entre la vallée de la Barse et la Vallée de Seine, ne possède pas de cours d'eau structurant. Le caractère humide et alluvial y est de fait marqué. Si la commune ne possède pas une eau courante, l'histoire fait apparaître qu'elle a été dotée d'un moulin à vent<sup>1</sup> entre 1750 et 1850 et atteste, malgré cette carence naturelle d'eau dynamique de l'importance rurale - les cultures céréalières - et économique - la moulure du grain (et/ou du lin) - de la commune avant les grands bouleversements liés à l'industrialisation. Notons qu'un chemin rural témoigne de la présence ancienne de cet équipement (chemin rural dit de la haie du moulin à vent).

La remarque relative à l'absence de cours d'eau renvoie directement à la situation topographique du secteur qui est une zone alluvionnaire à faibles mouvements. Les côtes d'altitude déployées entre les niveaux 109 et 130 du nord au sud donnent à certains lieux un léger caractère de promontoire. Ce relief de faible importance sert les ambiances paysagères en permettant l'émergence d'unités distinctes.

En termes de desserte deux routes départementales coupent le finage communal. Il s'agit de la RD 21 en sud/est - nord/ouest et de la RD 123 de sud/ouest en nord/est. Ces voies ne sont pas bordées de plantation d'alignement et ne constituent pas en cela des guides visuels organisant les trouées ou masques paysagers. Les voies ouvertes serpentent dans le relief et permettent une libre découverte des lieux en fonction des mouvements topographiques. Un maillage assez conséquent de chemins ruraux innerve le finage, surtout au sud de la voie ferrée.

<sup>1</sup> J.L PEUDON, 2003, « *Aux origines d'un département : L'aube en Champagne* », Carte n° 24 page 95



### ***Appartenance et unités paysagères régionales***

La situation géographique de la commune place celle-ci à l'articulation des grands ensembles paysagers régionaux que sont la Champagne Crayeuse, autrefois pouilleuse et la Champagne Humide sous unité de l'Arc Humide régional – Arc Humide également composé de l'Argonne, du Perthois, du Haut Porcien et du Vallage.

Ces deux unités marquent les fondements géologiques des deux Champagnes et conditionnent les unités paysagères. Les caractéristiques de ces unités sont assez fortes et le caractère alluvial transparaît. Il annonce les paysages types de la Champagne Humide. A l'échelle des grands paysages régionaux, l'alternance entre les espaces de cultures et les boisements plus ou moins denses, plus ou moins linéaires, dynamise fortement les vues et trouées paysagères, permet de saisir des images paysagères au caractère pittoresque.





Sur le plan forestier, les boisements actuels sont un peu atomisés sur le territoire communal. Ils correspondent à des peuplements issus de taillis sous futaies, de futaies régulières, de boisements sur cordon humide.

Des peupleraies sont présentes sur le territoire communal. Les masses boisées sont peu importantes même si le **caractère boisé s'impose**. Les lignes boisées, haies et bois de campagne sont très présents au cœur du tissu construit, comme en crête des mouvements de sols et/ou en ligne humide.



Sur le plan de la **végétation**, il existe une grande diversité biologique, ce qui a pour effet d'enrichir grandement les potentialités paysagères de la commune, ses **diversités** en termes de lieu et d'ambiance. Il est ainsi possible de trouver des stations humides ou de sol frais avec présence de saules, de carex et de typha (massette).



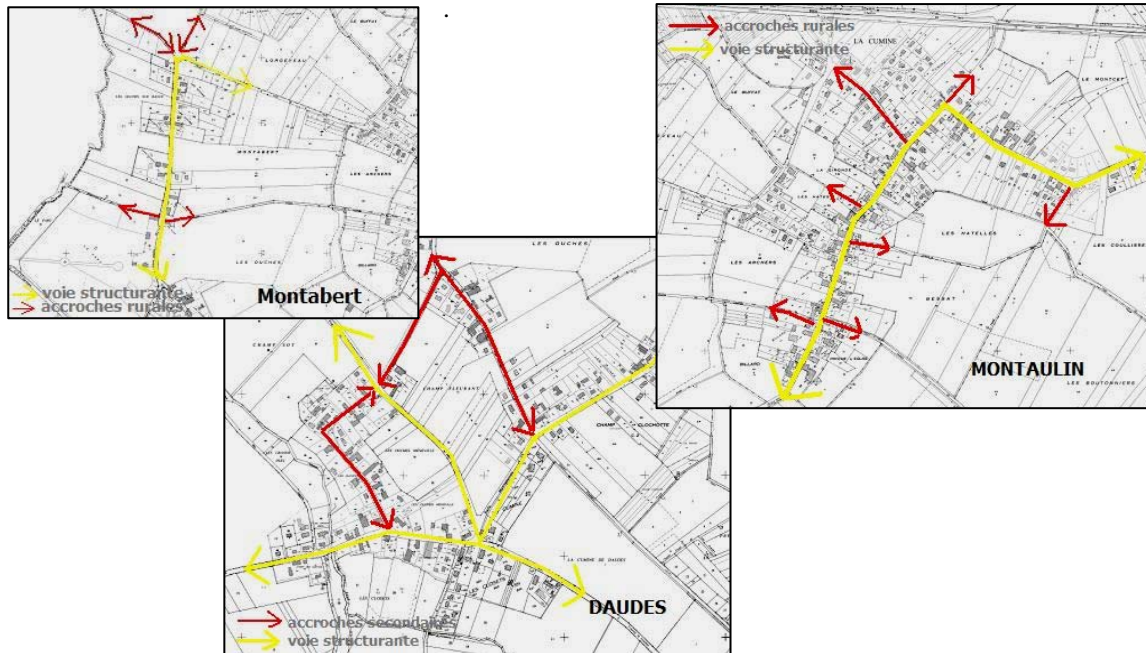
La grande diversité végétale, qui nourrit les variétés paysagères locales, est expliquée par des sols gras facilement gorgés d'eau. A proximité des bâtis et en bordure de village, les **vergers** font leur apparition et spécifient grandement les espaces.



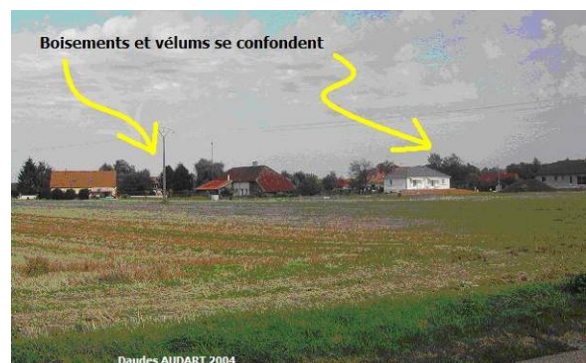


## Analyses des caractéristiques urbaines et paysagères

La forme villageoise, l'habitat et l'organisation au sol, les unités constituées se distribuent le long des axes départementaux 123 et 21. Il s'agit de masses bâties continues distribuées le long d'un axe.



Ces ensembles sont parfois doublés d'une couronne de vergers. Il s'agit de fruitiers à pépins de plein vent élevés sur tige moyenne (forme godet). Les boisements sont très présents et viennent en bordure de hameaux. Visuellement, ils se mêlent aux lignes des vélums et participent grandement à l'ambiance plutôt boisée des lieux habités (photo). Les cultures, en particulier de céréales viennent border les bourgs en alternance des prairies permanentes. Il s'agit d'un paysage frais et riche, ayant de forte capacité de renouvellement grâce aux cycles et modes culturels.



En règle générale, les trois masses bâties, tout en gardant leurs spécificités en termes de distribution au sol, ont tendance à former un ensemble continu fait d'espaces plus ou moins dense, d'un tissu plus ou moins lâche. Les espaces vides entre les unités construites semblent se résorber avec le développement d'un pavillonnaire contemporain, de taille assez conséquente.

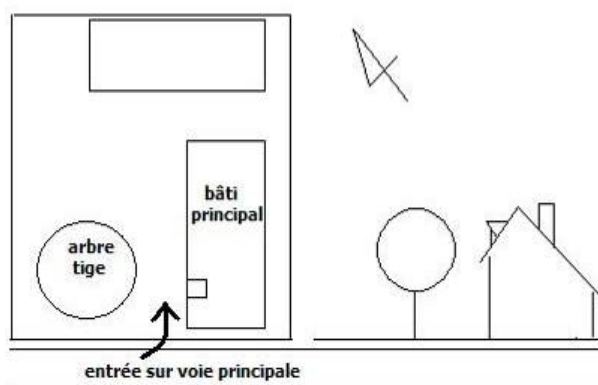


*Avancée du tissu pavillonnaire en front de village ancien – AUDART 2004*

En cœur de centre bourg le tissu offre des espaces ouverts remarquables, capables de créer ou de favoriser des vrais espaces de centralité, rencontres, animations, détente...

Un regard sur l'implantation des constructions, les formes architecturales comme sur la nature des matériaux de constructions, permet d'identifier des unités remarquables. Conformément à certaines approches concernant les typologies régionales d'organisation spatiale, l'habitat se distribue le long d'un axe principal, répond à une organisation communautaire (vaine pâture<sup>2</sup>). Le bâti est perpendiculaire à la voie, avec une toiture dite de

basse goutte ou « bascul » afin de protéger les façades des intempéries. Les constructions rurales sont faites de pan de bois et de torchis.



<sup>2</sup> Roger DION « *Essai sur la formation du paysage rural français* »



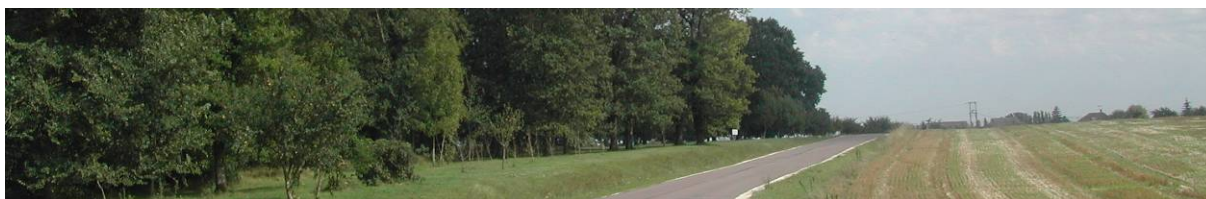
Quelques unités sont de **briques** et marquent outre la richesse des propriétaires de l'époque, la confluence des deux régions naturelles. Les couvertures en tuiles plates et angulaires sont la référence en matière de toiture.

Les mouvements topographiques même faibles, permettent de réelles **ouvertures visuelles** sur le paysage avoisinant, sur la campagne, ses rythmes et ses cycles. Les chemins souvent sinueux et bordés d'arbres et/ou des vergers, invitent à la promenade et offre, de fait, un **cadre de vie** reposant.

Sur le plan des découvertes et des réalités paysagères, la commune présente différentes caractéristiques qu'il semble bon de ne pas occulter. Les fronts sont découverts de façon dynamique grâce aux légers mouvements topographiques et aux caractères sinueux des voies.



*Voies et découvertes paysagères AUDART 2004 Montaulin*



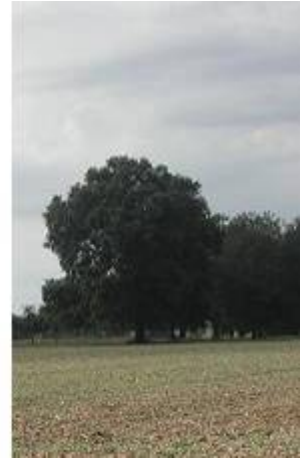
*Voies et découvertes paysagères AUDART 2004 Montabert / Daudes*

Les boisements présents à l'intérieur du tissu construit et/ou en arrière plan créent de véritables lignes de découvertes visuelles, de réels fronts à l'intérieur desquels l'on distingue un vélum, un arbre remarquable, l'élancé d'une flèche d'église.



*Vues et découvertes paysagères AUDART 2004 Daudes*

Ces particularités donnent un caractère d'intimité et de sécurité aux lieux aperçus, invitent à la découverte des espaces et dimensionnent les lieux à l'échelle humaine. Il s'agit d'une campagne verdoyante, au caractère « riche » et rural. Au cours de l'approche, les vergers, que l'on découvre assez rapidement, soutiennent ce caractère domanial fait de savoir-faire, de ruralité et de tradition, marquent les lieux de leur histoire.



*Vues et découvertes paysagères : Le château de Montabert - AUDART 2004*

Pour le hameau de **Montabert**, cette réalité est encore plus saisissante avec le front végétal du parc du château, la présence du verger sur prairie le long de la voie conduisant à Rouilly-Saint-loup, le mur fermé du château.

En ce qui concerne le village de **Daudes**, les mouvements topographiques suivis par la voie principale, permettent une découverte plus dynamique des lieux mais à la fois rendent moins lisible l'espace communal. Ceci est particulièrement vrai d'*ouest* en *est*. L'église légèrement décentrée par rapport à l'axe principal ne ponctue pas la traversée villageoise et le sentiment d'être « passé à côté du centre » est réel. En revanche de *nord* en *sud* les espaces sont plus facilement repérables et de fait plus compréhensibles.



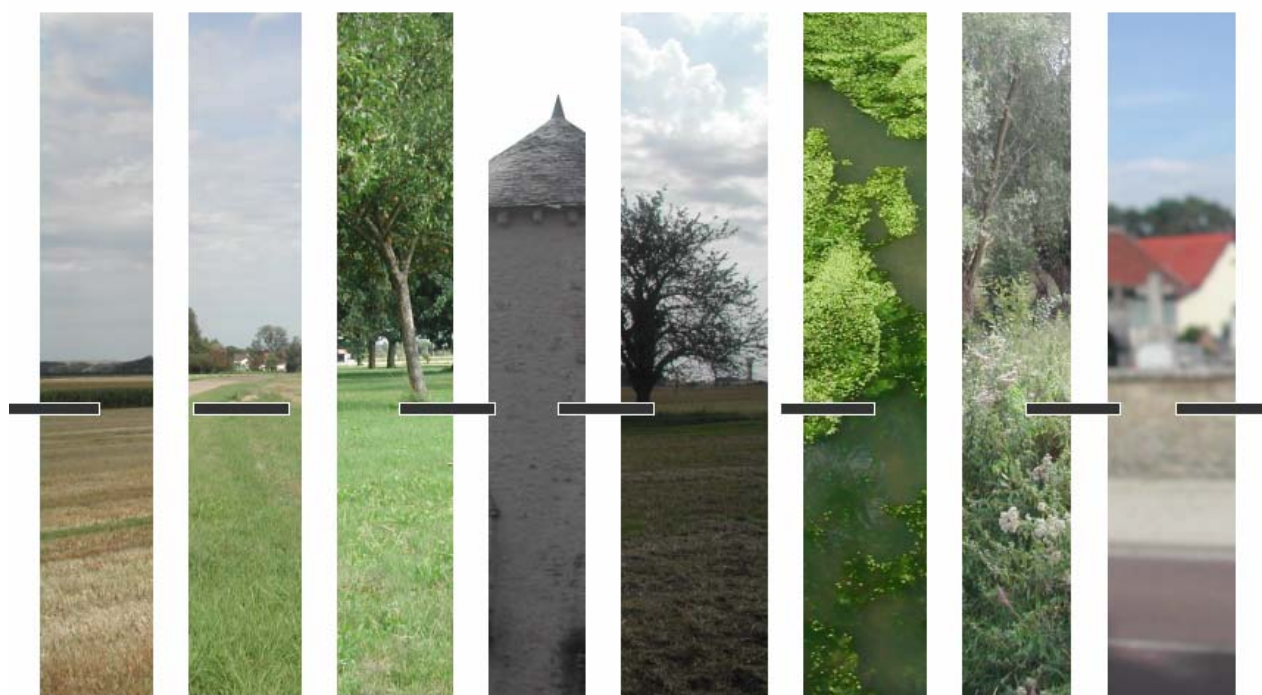


Pour le bourg de **Montaulin**, l'espace se déroule le long d'une voie centrale structurante, de dimensionnement assez conséquent. Son emprise régulière ne participe pas à la structuration des espaces et il faut remarquer latéralement l'église, la place publique pour saisir l'organisation villageoise. La seconde particularité de la dynamique paysagère du bourg centre communal, est celle de la présence d'un nombre assez conséquent de trouées visuelles donnant à voir la campagne environnante. Cette particularité s'explique par une organisation perpendiculaire des accroches de la voirie secondaire, un tracé principal de voie en appui d'une modeste ligne de crête et qui, conjugué à la faible profondeur du tissu bâti (généralement une seule ligne construite), crée une véritable succession de fenêtres ouvertes sur la campagne et ses ambiances. Notons que suivant l'orientation, les découvertes porteront sur un cordon de vallée, un espace de culture, un front boisé.

## LES COULEURS COMMUNALES

### Les couleurs communales

MONTAULIN-AUBE



Volet paysager Plan Local d'Urbanisme

SEPTEMBRE 2004

## ENJEUX ET ORIENTATIONS PAYSAGERS

A l'échelle régionale, c'est-à-dire à l'échelle du grand paysage, les enjeux paysagers identifiés sont ceux du renforcement des réseaux de haies et de boisements, du maintien des caractères ouverts des villages et des hameaux, de l'encouragement à la rénovation des bâtis. Sur le plan urbain le respect des logiques d'implantation des chemins anciens s'impose afin de garantir les continuités et la cohérence des tissus ruraux<sup>3</sup>, la non banalisation des espaces.

**A l'échelle communale il s'agit de préserver l'identité des trois unités construites, de prendre appui sur les chemins existants afin de densifier les espaces sans dénaturer les trames héritées de l'histoire locale.**

A l'échelle locale, les recommandations issues des travaux conduits par le Parc Naturel Régional de la Forêt d'Orient soulignent la nécessité de **protéger et de restaurer les vergers**, partie intégrante de la typologie des habitats locaux.

A l'échelle communale cette orientation s'impose de fait et mérite une attention particulière, un travail d'inventaire et de sensibilisation semble à conduire.

A partir des données d'observation, de la réalité des évolutions constatées, différents **points de sensibilité paysagère** apparaissent. Il s'agit des **toitures** et de la nature des matériaux de couverture. S'il est établi que les couvertures en tuiles plates et angulaires sont la référence, il semble important de noter que le développement de l'habitat contemporain induit la présence de plus en plus marquée de l'ardoise industrielle. Cette évolution est un point de banalisation paysagère sur lequel le regard doit être porté.



*Développement de couverture en ardoises industrielles et couleur des couvertures du centre bourg - AUDART 2004*

Il s'agit de maintenir l'identité villageoise, de servir une ambiance globale sans bloquer les volontés légitimes d'urbanisation.

Dans le même état d'esprit, un regard critique permet de souligner différents dysfonctionnements paysagers qu'il semble bon de prendre en compte et de réguler. Les bâtis agricoles offrent des fronts bardés en tôles profilées peu esthétiques. Il en est de même pour les toitures. Un travail de masques est à conduire afin de (re)mettre en valeur un bâti de qualité, témoin du passé, de l'histoire rurale, des savoir-faire locaux. Ceci est particulièrement vrai en cœur de village et à proximité des lieux de cultes.

<sup>3</sup> source « *Atlas des paysages de la région Champagne Ardenne* » Ministère de l'environnement, page 69

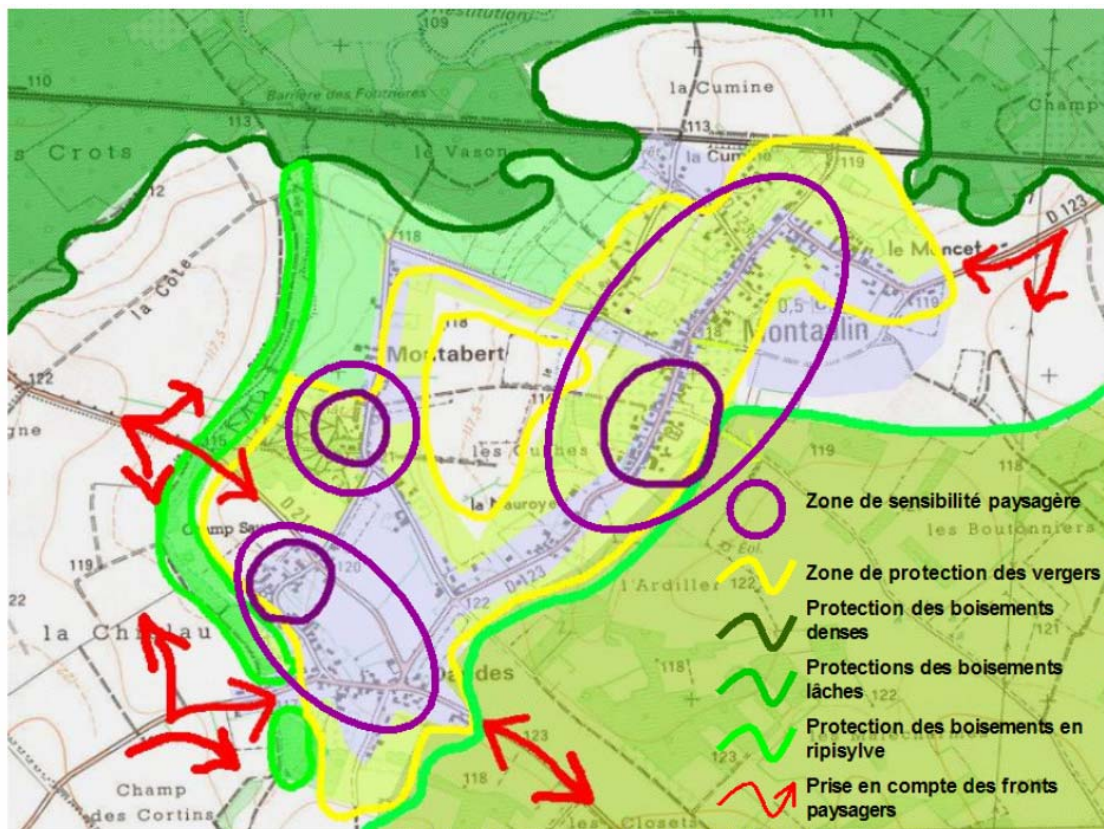
Sur le plan des boisements, haies et unités végétales, la diversité des ambiances est une des composantes principales du paysage communal.

Il s'agit de préserver les boisements actuels – particulièrement en ligne des faibles mouvements topographiques et à l'intérieur du tissu, de maintenir des coupures franches, de protéger les végétaux à caractères patrimoniaux comme les saules têtards en bordure de fossés, les vergers en front de village. Sur le plan de l'accompagnement des voies, la présence des végétaux ne s'impose pas. Toutefois il semble important de maintenir un taux satisfaisant de végétalisation au sein du tissu.

Sur le plan de l'urbanisme l'implantation des bâtis sur parcelle comme leur orientation est une donnée majeure surtout en bordure de voie principale et structurante. La **nature des clôtures** apparaît aussi comme un point sensible en termes d'ambiance paysagère. Il est à noter le faible taux de haies persistantes. Ce point positif doit être reconnu. En ce qui concerne l'organisation des voies de desserte interne, le maillage actuel de chemins ruraux semble être adapté et doit permettre une densification des espaces construits sans nécessité la création de voie *ad hoc*.

*En revanche la mise en place de voie nouvelle ou l'équipement de voie existante doivent intégrer la création d'un fossé latéral de récupération des eaux de ruissellement et/ou de remontée.*

## CARTE DES SENSIBILITES PAYSAGERES



Volet paysager Plan Local d'Urbanisme

SEPTEMBRE 2004

# LES DONNES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES, LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES

## LA DEMOGRAPHIE

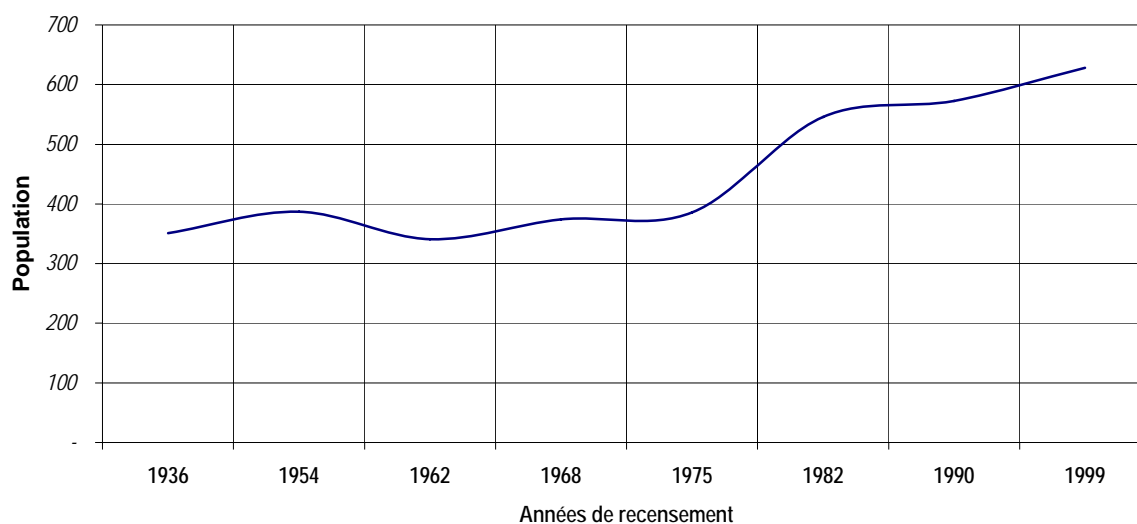
### L'EVOLUTION DE LA POPULATION

#### MONTAULIN

Evolution de la population

Années	1936	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Population	351	387	341	374	386	546	573	628
Variation		10,26%	-11,89%	9,68%	3,21%	41,45%	4,95%	9,60%

**MONTAULIN - Evolution de la population**



La population est relativement stable entre la deuxième guerre mondiale et 1975. Elle augmente ensuite fortement de 1975 à 1982, avec un taux très élevé : + 42%. La période suivante, jusqu'en 1990, voit une croissance ralentie, qui augmente à nouveau, + 10 %, en 1999.

En 2004, la population atteignait environ 700 habitants.



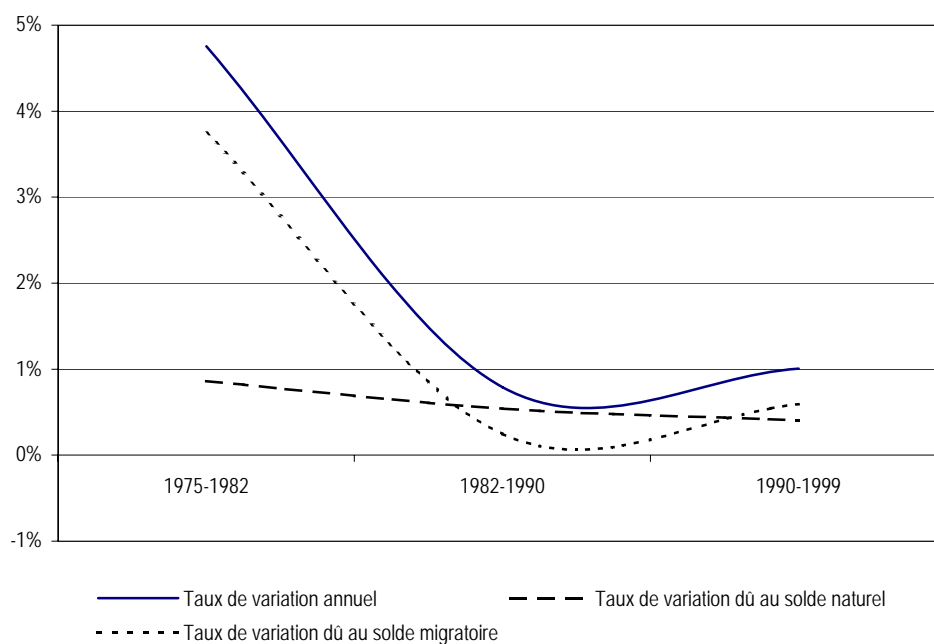
## LES FACTEURS D'EVOLUTION DE LA POPULATION

### MONTAULIN

Taux de variation

Périodes	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Décès	15	27	34
Naissances	43	51	56
Solde naturel	28	24	22
Solde migratoire	122	11	32
Taux de variation annuel	4,76%	0,79%	1,00%
Taux de variation dû au solde naturel	0,86%	0,54%	0,41%
Taux de variation dû au solde migratoire	3,75%	0,25%	0,59%

MONTAULIN - Taux de variation



Le **taux de variation annuel** de la commune est **positif** mais **faible**.

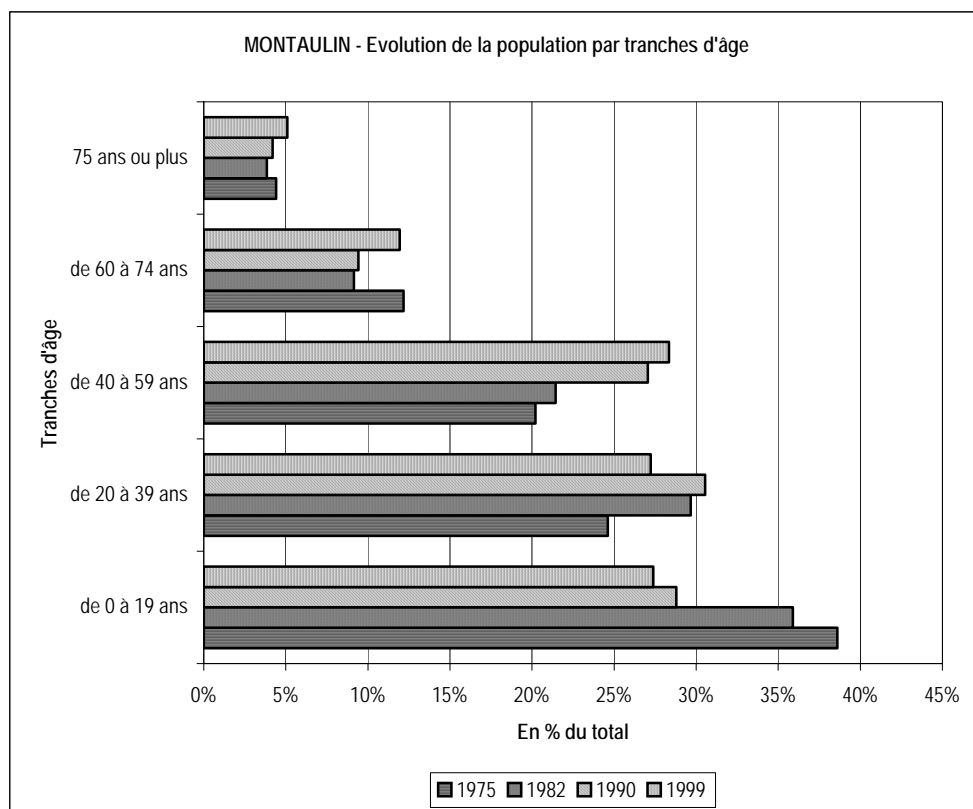
De 1975 à 1982, le **solde migratoire** positif est à l'origine de la croissance forte de la population (+ 122 personnes). Le phénomène s'est ensuite inversé et c'est le solde naturel qui est plus élevé. Depuis 1990, le solde migratoire est à nouveau plus élevé. Cette croissance est confortée par un solde naturel positif mais qui diminue régulièrement.

## LA STRUCTURE PAR AGE

### MONTAULIN

Evolution de la population par tranches d'âge

Tranches d'âge	1975	En %	1982	En %	1990	En %	1999	En %
de 0 à 19 ans	149	38,60%	196	35,90%	165	28,80%	172	27,39%
de 20 à 39 ans	95	24,61%	162	29,67%	175	30,54%	171	27,23%
de 40 à 59 ans	78	20,21%	117	21,43%	155	27,05%	178	28,34%
de 60 à 74 ans	47	12,18%	50	9,16%	54	9,42%	75	11,94%
75 ans ou plus	17	4,40%	21	3,85%	24	4,19%	32	5,10%
Total	386	100,00%	546	100,00%	573	100,00%	628	100,00%



La population est relativement jeune avec 54 % des habitants ayant moins de 40 ans. Cependant la tendance est au **vieillissement** car la part des 0-19 ans a diminué, alors que la part des 40-59 ans et celle des 60-74 ans sont en augmentation.



## LA COMPOSITION DES MENAGES

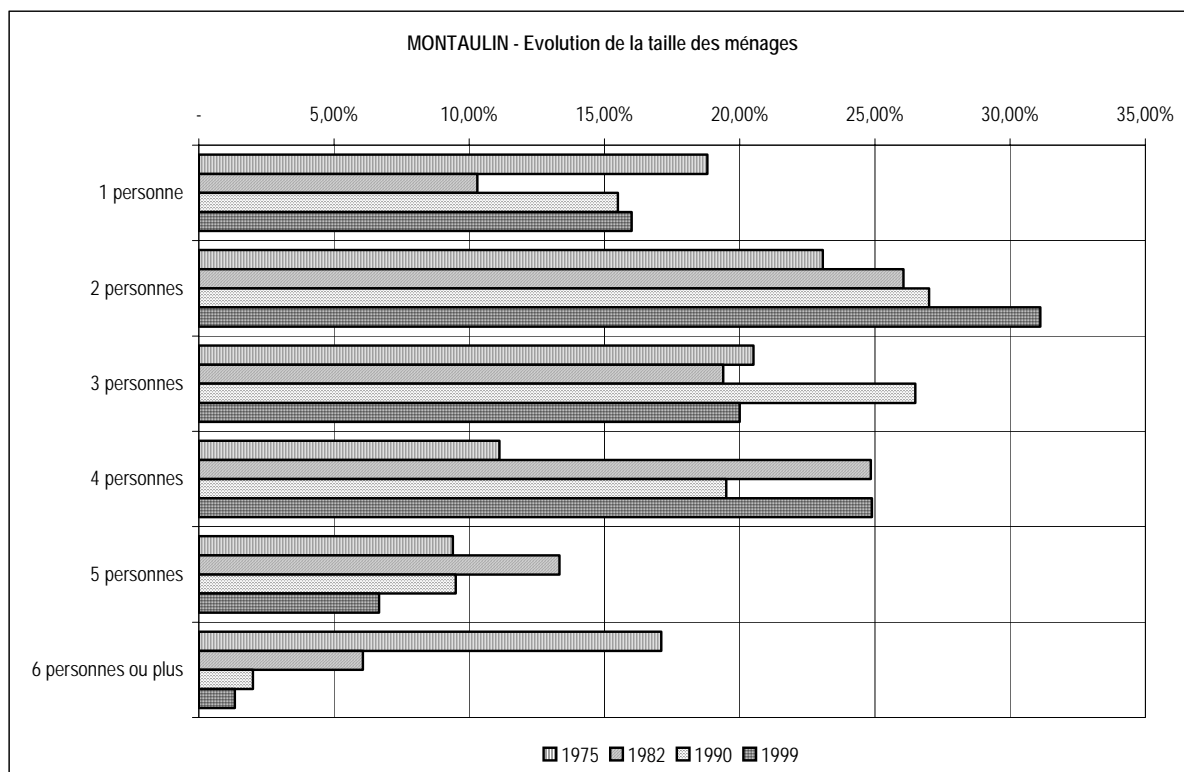
### MONTAULIN

Evolution de la taille des ménages

Taille des ménages	Années							
	1975	En %	1982	En %	1990	En %	1999	En %
1 personne	22	18,80%	17	10,30%	31	15,50%	36	16,00%
2 personnes	27	23,08%	43	26,06%	54	27,00%	70	31,11%
3 personnes	24	20,51%	32	19,39%	53	26,50%	45	20,00%
4 personnes	13	11,11%	41	24,85%	39	19,50%	56	24,89%
5 personnes	11	9,40%	22	13,33%	19	9,50%	15	6,67%
6 personnes ou plus	20	17,09%	10	6,06%	4	2,00%	3	1,33%
Total	117	100,00%	165	100,00%	200	100,00%	225	100,00%

Population des ménages	386	540	573	628
Taille moyenne des ménages	3,30	3,27	2,87	2,79



Le nombre de ménage est en **augmentation** constante et forte depuis 1975, passant de 117 à 255. Par contre, leur **taille moyenne a diminué** passant de 3,30 personnes en moyenne par ménage en 1975 à 2,79 personnes par ménage en 1999.

Ce mouvement correspond à la tendance générale de desserrement des ménages (départ des enfants, familles monoparentales,...).

- ❖ **La commune de Montaulin connaît un mouvement de périurbanisation en provenance de l'agglomération troyenne et la population continue actuellement à augmenter.**

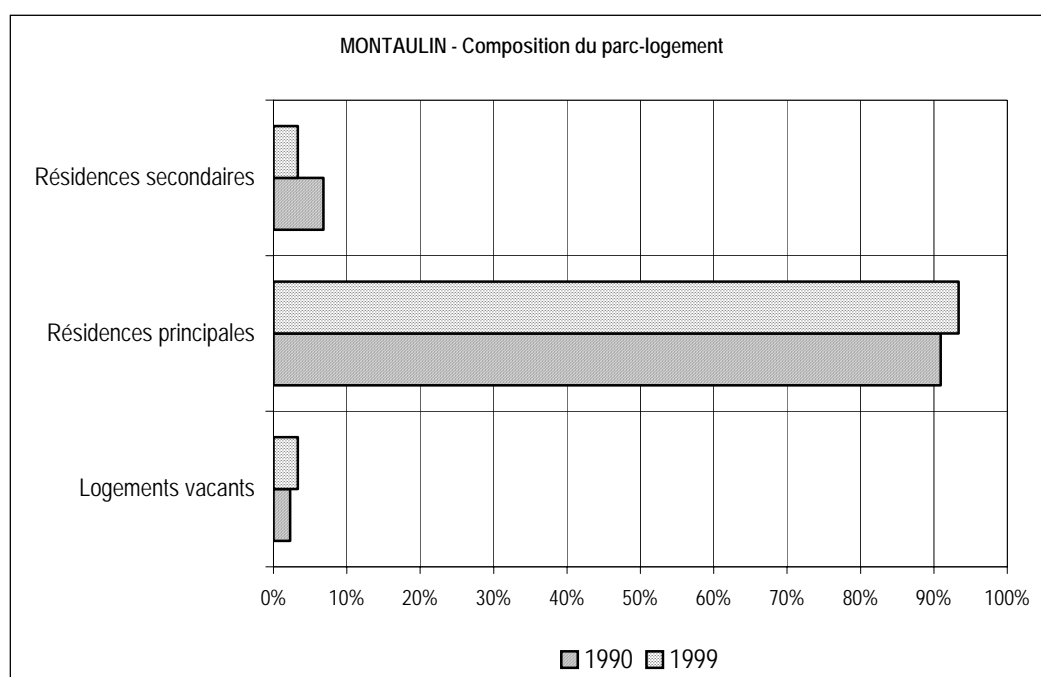
## LE LOGEMENT

### COMPOSITION DU PARC LOGEMENT

#### MONTAULIN

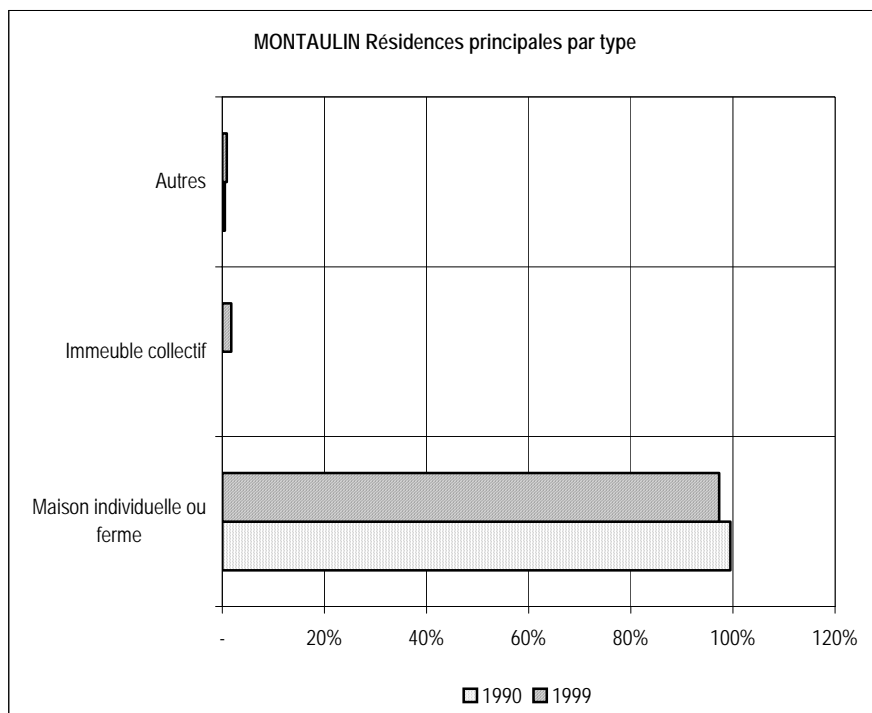
Composition du parc-logement

Années	1990	En %	1999	En %
Logements vacants	5	2,27%	8	3,32%
Résidences principales	200	90,91%	225	93,36%
Résidences secondaires	15	6,82%	8	3,32%
Total	220	100%	241	100%



Le parc de logements s'élève à 241 en 1999 et est composé principalement de **résidences principales**. Le nombre de résidences secondaires a diminué, car des logements ont été vendus et sont occupés ensuite de façon permanente. Le taux de vacance est très faible : 3,32 %.

## **TPOLOGIE DES RESIDENCES PRINCIPALES ET STATUT D'OCCUPATION**



Montaulin présente un caractère très **résidentiel**, à dominante **d'habitat**.

La majorité des résidences principales est composée par des maisons individuelles ou des fermes. Il s'agit de grands logements : la moitié comporte plus de cinq pièces. L'offre en matière d'habitat est peu diversifiée car 80 % des constructions sont en propriété.

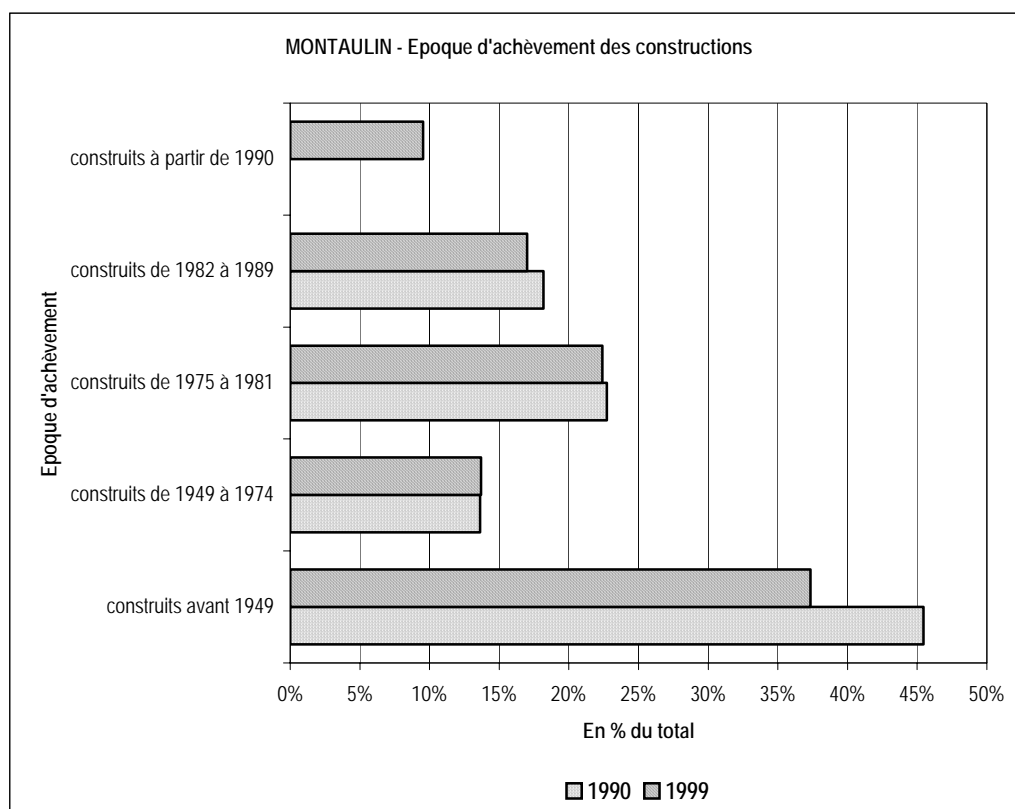
En outre, une vingtaine de logements sont en **location**, ce qui n'est pas négligeable au regard de l'offre très faible qui existe généralement en milieu rural, d'autant plus que ces logements sont des propriétés de particuliers. Cependant, il n'existe pas de logements sociaux sur la commune.

## AGE DU PARC-LOGEMENT

### MONTAULIN

Epoque d'achèvement des constructions

Epoques	1990		1999	
	Nombre	En %	Nombre	En %
construits avant 1949	100	45,45%	90	37,34%
construits de 1949 à 1974	30	13,64%	33	13,69%
construits de 1975 à 1981	50	22,73%	54	22,41%
construits de 1982 à 1989	40	18,18%	41	17,01%
construits à partir de 1990	-	-	23	9,54%
Total	220	100%	241	100%



Le parc de logement ancien s'élève à 37 %, ce qui est une part encore importante.

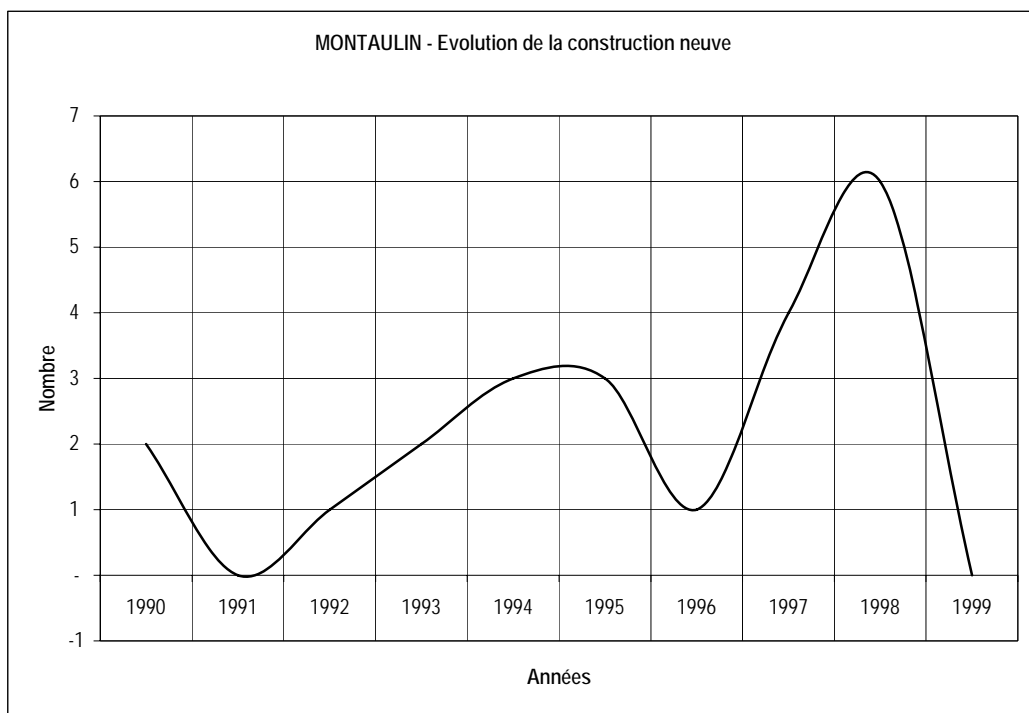
Globalement, le parc est plutôt récent. Celui édifié depuis 1990 est important puisqu'il s'élève à près de 10 %.

## EVOLUTION DE LA CONSTRUCTION

MONTAULIN

Evolution de la construction neuve

Période	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre	2	-	1	2	3	3	1	4	6	-



L'évolution de la construction neuve est très **variable**. L'évolution est plus forte depuis 1997, et s'élève jusqu'à 2004, entre 6 et 8 logements en moyenne par an.

# L'ECONOMIE LOCALE

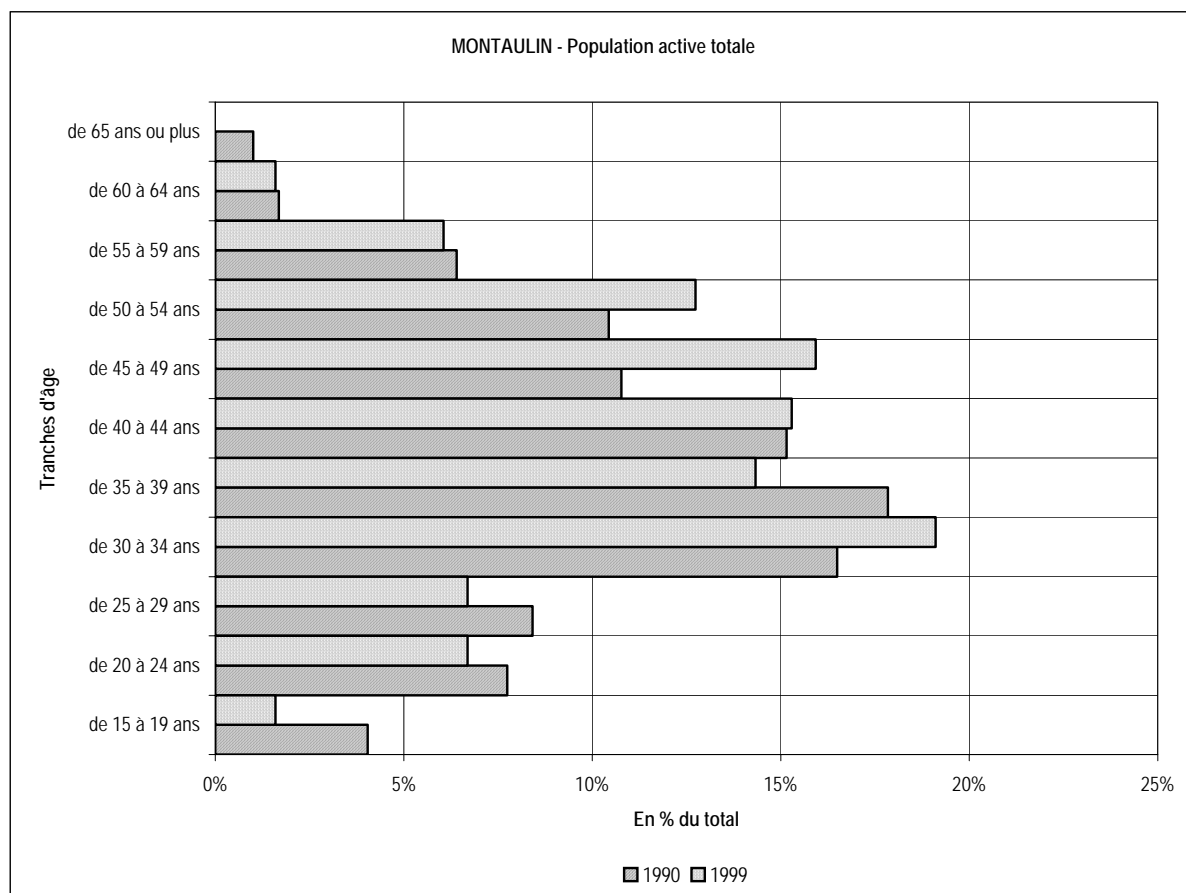
## L'EMPLOI

### La population active

#### MONTAULIN

Population active totale

AGE	1990						1999					
	Femmes	Femmes en %	Hommes	Hommes en %	Total	Total en %	Femmes	Femmes en %	Hommes	Hommes en %	Total	Total en %
de 15 à 19 ans	4	3,15%	8	4,71%	12	4,04%	2	1,40%	3	1,75%	5	1,59%
de 20 à 24 ans	8	6,30%	15	8,82%	23	7,74%	6	4,20%	15	8,77%	21	6,69%
de 25 à 29 ans	10	7,87%	15	8,82%	25	8,42%	10	6,99%	11	6,43%	21	6,69%
de 30 à 34 ans	27	21,26%	22	12,94%	49	16,50%	30	20,98%	30	17,54%	60	19,11%
de 35 à 39 ans	23	18,11%	30	17,65%	53	17,85%	19	13,29%	26	15,20%	45	14,33%
de 40 à 44 ans	17	13,39%	28	16,47%	45	15,15%	23	16,08%	25	14,62%	48	15,29%
de 45 à 49 ans	15	11,81%	17	10,00%	32	10,77%	26	18,18%	24	14,04%	50	15,92%
de 50 à 54 ans	12	9,45%	19	11,18%	31	10,44%	16	11,19%	24	14,04%	40	12,74%
de 55 à 59 ans	8	6,30%	11	6,47%	19	6,40%	7	4,90%	12	7,02%	19	6,05%
de 60 à 64 ans	3	2,36%	2	1,18%	5	1,68%	4	2,80%	1	0,58%	5	1,59%
de 65 ans ou plus	-	-	3	1,76%	3	1,01%	-	-	-	-	-	-
Total	127	100,00%	170	100,00%	297	100,00%	143	100,00%	171	100,00%	314	100,00%



La population active est de 50 %. Elle a **tendance à vieillir** car la part des 20-39 ans a diminué. Cette évolution s'explique d'une part par le fait que les jeunes entrent de plus en plus tard dans la vie active, et d'autre part en raison de l'augmentation élevée de la part des 40-59 ans.

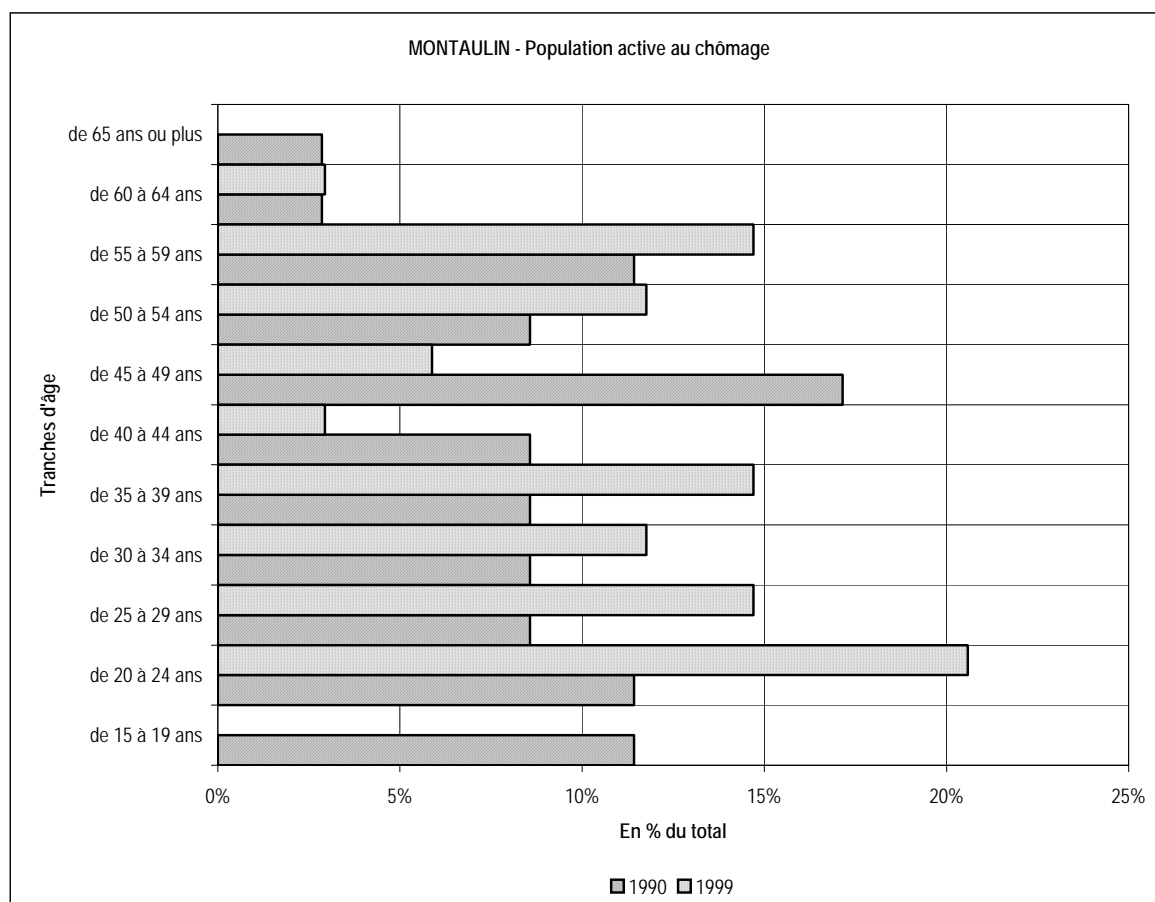
Elle est composée par une majorité de salariés : 79 %.

## Le chômage

### MONTAULIN

Population active au chômage

AGE	1990						1999					
	Femmes	Femmes en %	Hommes	Hommes en %	Total	Total en %	Femmes	Femmes en %	Hommes	Hommes en %	Total	Total en %
de 15 à 19 ans	1	7,69%	3	13,64%	4	11,43%	-	-	-	-	-	-
de 20 à 24 ans	-	-	4	18,18%	4	11,43%	2	9,52%	5	38,46%	7	20,59%
de 25 à 29 ans	-	-	3	13,64%	3	8,57%	3	14,29%	2	15,38%	5	14,71%
de 30 à 34 ans	2	15,38%	1	4,55%	3	8,57%	3	14,29%	1	7,69%	4	11,76%
de 35 à 39 ans	3	23,08%	-	-	3	8,57%	4	19,05%	1	7,69%	5	14,71%
de 40 à 44 ans	1	7,69%	2	9,09%	3	8,57%	1	4,76%	-	-	1	2,94%
de 45 à 49 ans	3	23,08%	3	13,64%	6	17,14%	2	9,52%	-	-	2	5,88%
de 50 à 54 ans	1	7,69%	2	9,09%	3	8,57%	2	9,52%	2	15,38%	4	11,76%
de 55 à 59 ans	2	15,38%	2	9,09%	4	11,43%	3	14,29%	2	15,38%	5	14,71%
de 60 à 64 ans	-	-	1	4,55%	1	2,86%	1	4,76%	-	-	1	2,94%
de 65 ans ou plus	-	-	1	4,55%	1	2,86%	-	-	-	-	-	-
Total	13	100%	22	100%	35	100%	21	100%	13	100%	34	100%





## LE TISSU ECONOMIQUE

### ***L'activité agricole***

D'après les données du Recensement Général Agricole (R.G.A.) de 2000, la superficie agricole utilisée communale est de 830 hectares, soit 67 % du finage. Actuellement il n'y a plus que 2 exploitations en activité sur la commune, alors qu'il y en avait 9 en 1988.

Ces 2 exploitations cultivent une surface agricole utilisée (S.A.U.) de 250 hectares, réparties également sur d'autres communes. Cette surface a diminué fortement.

La culture céréalière domine.

Deux **élevages** de bovins sont présents sur la commune. Un est situé dans la Grande Rue à Montaulin. Le second est situé à Daudes.

Deux pépiniéristes sont présents sur la commune. L'un est situé au nord-est du territoire, au bord de la RD 123, face au silo. Le second est situé rue de Montabert.

### ***L'activité industrielle, artisanale, commerciale et de services***

De nombreuses entreprises artisanales travaillant dans le bâtiment sont installées sur la commune (maçons, électriciens, plâtrier...) et un garagiste est situé à Daudes. Au niveau des commerces, les activités sont variées, avec une auberge, une société de gardiennage, d'agencement de pharmacie. Au total, commerces et services confondus, la commune compte une quinzaine d'activités.

La commune est desservie par des commerces ambulants : boulanger, épicier et boucher. Les habitants de Montaulin fréquentent les commerces des communes limitrophes de Lusigny-sur-Barse et Verrières ainsi que le centre commercial de Saint-Parres-aux-Tertres qui est accessible en 10 minutes seulement.

A l'angle de la RD 123 et de la voie ferrée est situé un silo d'une société de commerce d'agro-fouritures. Comportant un dépôt d'engrais solides, il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement.



## **LES EQUIPEMENTS ET SERVICES D'INTERET GENERAL**

### ***LES EQUIPEMENTS GENERAUX***

La commune dispose des services de la mairie et d'une agence postale, situés dans la cour de l'école. Le cimetière est localisé autour de l'église. Un projet d'extension est envisagé.

Une équipe d'intervention de secours et d'incendie, le Corps de Première Intervention (C.P.I) de Daudes-Montaulin, effectue une douzaine d'interventions par an.

### ***EQUIPEMENTS SCOLAIRES***

Montaulin appartient à un Regroupement Pédagogique Intercommunal (R.P.I.) avec les communes de Ruvigny et Rouilly-Saint-Loup depuis 1999. Les classes sont réparties dans les villages et une nouvelle classe de maternelle a été créée à Daudes en 2004. Pour Montaulin, les effectifs sont en augmentation et atteignent plus de 60 élèves.

Une association locale propose, à Ruvigny, les services d'une garderie et d'une cantine. Plusieurs assistantes maternelles demeurent dans la commune.

Le collège public est à Lusigny-sur-Barse et le lycée à Troyes.

### ***EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS ET SPORTIFS***

Les équipements culturels sont constitués par une salle des fêtes et un point lecture, qui est situé dans le même bâtiment que l'agence postale. Ils sont situés au centre du bourg.

La commune est dotée d'un centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) ;

Un terrain de sport est situé entre Montaulin et Montabert.

### ***EQUIPEMENTS ET SITES DE TOURISME ET DE LOISIRS***

La commune dispose d'équipements orientés vers la randonnée :

- ✓ Des chemins inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.),
- ✓ La Vélovoie, qui relie l'agglomération troyenne à Dienville en passant par les lacs.

La **fréquentation touristique** est assez élevée dans la commune en raison de la présence de ces nombreux chemins et de la vélovoie.

## ***EQUIPEMENTS DE SANTE***

Il n'existe pas d'équipement de santé à Montaulin. Les services et équipements les plus proches sont localisés à Verrières, Clérey et Lusigny-sur-Barse.

## ***LA SECURITE***

La commune ne recense pas de problème particulier lié à la sécurité.

La brigade de gendarmerie de Lusigny-sur-Barse est associée à celle de Piney, ces deux unités formant la communauté des lacs.

Concernant la sécurité routière, une difficulté existe au niveau du stationnement des cars de transport scolaire sur le bord de la Route Départementale 123, à Daudes. Il n'existe pas d'aménagement prévu à cet effet, et les cars s'arrêtent sur le bord de la chaussée. La commune a engagé la réalisation d'une étude en vue d'aménager les abords de la RD 123 et d'améliorer la sécurité.

## LES INFRASTRUCTURES

### *LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT*

#### *Le réseau routier*

Les infrastructures du réseau national :

- ✓ L'**autoroute 26 Calais-Marseille** passe à l'ouest de la commune.
- ✓ La **nationale 19** n'est pas située sur le finage mais elle passe à l'extrême nord-est de celui-ci, et relie la commune à l'agglomération troyenne et aux lacs de la Forêt d'Orient.

Les infrastructures du réseau départemental :

- ✓ la RD 123 relie Verrières à la RN 19 en passant par Montaulin,
- ✓ la RD 21 rejoint Rouilly-Saint-Loup à Clérey en passant par Daudes.

Les voies communales :

- ✓ Il s'agit des rues desservant l'intérieur des villages et Montabert, et les chemins ruraux irriguant les secteurs non urbanisés.

Au total, le linéaire de voirie est très étendu.

#### *Le réseau ferroviaire*

La ligne Paris-Bâle traverse le nord du finage et constitue une véritable barrière physique.

#### *Transports d'énergie*

Deux lignes de transport électrique traversent l'extrémité nord-est de la commune. Elles sont répertoriées au titre des servitudes d'utilité publique.

## LES DEPLACEMENTS

### ***LES DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL***

La part de la population active avec un emploi travaillant dans la commune est très faible : 6% en 1999, et ce chiffre diminue. En revanche, le nombre de personnes résidant dans la commune et travaillant à l'extérieur (zone d'emploi) est élevé : 86% des actifs ayant un emploi.

La majorité (65 %) travaille dans l'agglomération troyenne. Ce chiffre est significatif du fonctionnement périurbain de Montaulin, où lieux de travail et de résidence sont distincts. Cependant, entre 1990 et 1999, on assiste à un phénomène marqué de dispersion des lieux d'emploi.

Les trajets effectués sont considérés comme modérés voire longs mais la desserte vers l'agglomération troyenne sera à l'avenir facilitée par la réalisation de la rocade sud-est.

#### ***Modes de transport***

L'analyse des modes de transport liés aux déplacements domicile-travail révèle une **utilisation prédominante de la voiture particulière**, même pour effectuer de petits trajets :

- ✓ La moitié des actifs ayant un emploi à Montaulin utilisent leur voiture particulière. 10 % seulement des actifs se rendent sur leur lieu de travail à pied ou en deux roues ("circulations douces"). A noter cependant la distance relativement élevée entre les sites d'habitat de la commune.
- ✓ Les actifs travaillant dans la zone d'emploi de Troyes utilisent **majoritairement** leur voiture particulière (pour 86 %). Le recours aux transports en commun est très faible (1%).

### ***LES TRANSPORTS EN COMMUN***

Montaulin est desservi par les autocars du Transport Express Régional, T.E.R. Champagne-Ardenne, quatre fois par jour. Il s'agit de la ligne Troyes-Vendeuvre-Bar-Chaumont. Ce sont les lycéens et les personnes sans permis qui utilisent le plus souvent les bus en direction de Troyes.

### ***LES CIRCULATIONS DOUCES***

Les circulations douces sont peu présentes dans le village (pistes cyclables, chemins piétonniers). Pourtant, des chemins présentent un tracé intéressant, soit parce qu'ils relient les villages entre eux (ruelle de Châtres), ou les massifs boisés, et pourraient être aménagés. Les circulations douces sont des modes de transport adaptées à une commune rurale. Elles peuvent être renforcées afin de mieux organiser les circulations dans le village.

## **LE STATIONNEMENT**

Il n'existe pas de problèmes majeurs de stationnement dans la commune. Toutefois, une difficulté existe au niveau du stationnement des cars de transport scolaires sur le bord de la Route Départementale 123, à Daudes. Il n'existe pas d'aménagement prévu à cet effet, et les cars s'arrêtent sur le bord de la chaussée. La commune a engagé la réalisation d'une étude en vue d'aménager les abords de la RD 123 et d'améliorer la sécurité des piétons.

## LES ENJEUX ET LES BESOINS (SYNTHESE)

Montaulin est une commune située à proximité de l'agglomération troyenne et des lacs de la Forêt d'Orient. Elle s'est beaucoup développée au cours des trente dernières années et sa population continue d'augmenter.

L'enjeu pour la municipalité est de maîtriser ce développement et de préserver l'identité de la commune.

### • Environnement et paysage

Le territoire de Montaulin est situé en Champagne Humide et présente un paysage spécifique composé par des espaces cultivés, des zones de prairies, un front boisé omniprésent et des vergers situés aux abords des villages.

Les ruisseaux, et en particulier la Rance et son boisement de rive, animent le paysage et enrichissent le territoire communal.

#### ❖ Enjeux et besoins :

- ✓ Préserver la biodiversité des différents milieux naturels (prairies, bois...) et les éléments paysagers intéressants à l'origine de l'identité de la commune, notamment les vergers, les arbres isolés...
- ✓ Maintenir des corridors écologiques entre les espaces naturels.
- ✓ Protéger et mettre en valeur les ruisseaux.
- ✓ Prendre en compte les risques d'inondations locaux.

### • Population et logement

La commune de Montaulin connaît une croissance de sa population élevée en raison de sa localisation attractive, proche de l'agglomération troyenne et en marge du Parc Naturel Régional de la Forêt d'Orient.

Les villages comportent encore un bâti ancien traditionnel. L'urbanisation s'est développée de façon dispersée sur l'ensemble des voies existantes.

#### ❖ Enjeux et besoins :

- ✓ Renforcer la centralité du bourg de Montaulin, en aménageant des équipements et les espaces publics.
- ✓ Protéger le patrimoine rural traditionnel.
- ✓ Favoriser le développement mesuré de l'urbanisation en intégrant les futures constructions au sein du tissu existant.



- **Economie**

La majorité des habitants travaille à l'extérieur de la commune, surtout dans l'agglomération troyenne. Cependant, plusieurs activités, principalement artisanales, sont présentes. L'activité agricole par contre, décline.

- ❖ **Enjeux et besoins :**

- ✓ Maintenir et développer l'activité économique adaptée au contexte rural de la commune afin de diversifier les fonctions sur la commune.
    - ✓ Pérenniser l'activité agricole.

- **Déplacement**

Montaulin est composé par un tissu bâti linéaire réparti sur trois sites. La voiture est le mode de transport privilégié quelque soit le motif de déplacement. Toutefois, la commune dispose de chemins permettant une circulation douce.

- ❖ **Enjeux et besoins :**

- ✓ Favoriser les modes de circulations douces au cœur et entre les villages en aménageant le réseau de chemins existants.
    - ✓ Assurer la continuité du maillage de voies pour privilégier la connexion des zones d'urbanisation futures au tissu existant.

- **Cohésion d'ensemble**

L'urbanisation récente a étendu les sites d'habitat le long des voies. Le développement de constructions récentes dont l'implantation et les caractéristiques architecturales sont différentes du bâti traditionnel tendent à diluer l'identité villageoise de Montaulin.

- ✓ Maintenir une continuité dans la croissance de l'habitat au sein du tissu villageois.

## II - JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU P.L.U.

### CHAPITRE I - EXPLICATIONS DES CHOIX DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

#### 1 – Renforcer la centralité du village

Choix du P.A.D.D.	Justification au regard des objectifs communaux
Aménager le centre du village	Renforcer la centralité du bourg. Développer les équipements publics afin de répondre aux besoins des habitants et d'améliorer le cadre de vie.
Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti traditionnel	Protéger les caractéristiques architecturales du bâti ancien. Préserver le château dans son environnement.

#### 2 – Préserver l'identité villageoise

Choix du P.A.D.D.	Justification au regard des objectifs communaux
Favoriser l'urbanisation au sein du tissu existant	Utiliser l'espace de façon économe. Privilégier l'urbanisation au sein du village et des hameaux.
Affirmer les entrées de village	Renforcer l'identité de la commune en préservant les caractéristiques paysagères des entrées de village.
Intégrer les futures constructions	Préserver le caractère rural du village.
Préserver le hameau de Montabert	Maintenir l'identité du hameau de Montabert et limiter l'urbanisation.

Prévoir une zone d'activités artisanales	Favoriser l'accueil d'activités économiques sur un site adapté. Diversifier les fonctions sur la commune.
Maintenir une trame végétale dans les villages et à leurs abords	Préserver le cadre de vie paysager et naturel de la commune.
Organiser les coupures agricoles et naturelles	Préserver et mettre en valeur les séquences naturelles et agricoles. Favoriser les continuités écologiques.
Favoriser les liaisons internes	Améliorer les circulations et notamment les liaisons douces. Assurer la continuité avec les itinéraires de randonnée existants sur la commune.

### 3 - Protéger l'environnement et les paysages

Choix du P.A.D.D.	Justification au regard des objectifs communaux
Protéger les milieux naturels	Préserver la richesse et la diversité des milieux naturels, et notamment les boisements. Protéger le site recensé à l'inventaire des Z.N.I.E.F.F.
Maintenir l'activité agricole	Protéger les espaces cultivés. Permettre le développement de l'activité agricole.
Prendre en compte les risques locaux	Améliorer l'information et protéger les habitants contre les zones à risque naturels et technologiques.
Réaliser le schéma directeur d'assainissement	Renforcer la protection de l'environnement, et notamment la gestion des eaux.

## CHAPITRE II - TRADUCTION DES CHOIX DU P.A.D.D. EN ZONAGE ET EN REGLEMENT

### 1 – Renforcer la centralité du village

Choix du P.A.D.D.	Traduction au règlement graphique	Traduction au règlement écrit
Aménager le centre du village	Création de deux zones 1AUL, à vocation de loisirs et d'équipements d'intérêt collectif.	Règlement spécifique de la zone 1AUL permettant la réalisation d'équipements d'intérêt collectif.
	Délimitation d'emplacements réservés destinés à la réalisation d'équipements publics.	
Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti traditionnel	Identification du patrimoine bâti par l'article L 123-1-7° du Code de l'Urbanisme.	Prescription de mesures de protection spécifiques.

### 2 – Préserver l'identité villageoise

Choix du P.A.D.D.	Traduction au règlement graphique	Traduction au règlement
Favoriser l'urbanisation au sein du tissu existant	Délimitation de la zone urbaine UC sur le tissu bâti existant du bourg et de Daudes.	Règlement respectant les caractéristiques urbaines et architecturales du village.
	Création d'une zone UCK, à l'arrière de la zone UC, destinée aux annexes.	Règlement spécifique visant à limiter l'urbanisation aux annexes.
	Création d'une zone à urbaniser 1AUA dans la continuité du tissu bâti à Daudes. Report des principes d'aménagement (accroches de la voirie)	Règlement renvoyant à une organisation cohérente de la zone sous forme d'un aménagement d'ensemble.
	Délimitation de zones 2AUA, réserves foncières à vocation d'habitat, dans la continuité des espaces bâtis.	Règlement préservant ces zones de toute urbanisation.

Affirmer les entrées de village	Classement en zone naturelle N de l'entrée nord-est de Daudes.	Règlement visant à protéger les espaces naturels.
	Inscription en espaces boisés classés du parc du château.	Protection stricte des espaces boisés.
	Maintien des limites de la zone urbaine sur les entrées de village existantes.	Règlement favorisant l'urbanisation.

Choix du P.A.D.D.	Traduction au règlement graphique	Traduction au règlement
Intégrer les futures constructions	Maintien des limites de la zone urbaine UC.	Règlement édictant des prescriptions urbaines et architecturales.
Préserver le hameau de Montabert	Classement en zone urbaine UD, zone d'habitat peu dense, de hameau.	Règlement spécifique visant à préserver un tissu aéré.
Prévoir une zone d'activités artisanales	Création d'une zone UY, destinée aux activités économiques, à Daudes.	Règlement autorisant l'implantation d'activités non nuisantes compatibles avec le caractère villageois.
Maintenir une trame végétale dans les villages et à leurs abords	Identification par l'article L 123-1 7° des éléments végétaux à protéger.	Règlement interdisant la destruction des éléments identifiés.
	Inscription des boisements principaux en espaces boisés classés à conserver.	Protection stricte des espaces boisés.
Organiser les coupures agricoles et naturelles	Classement en zone naturelle N du fossé du Ru.	Règlement visant à protéger les espaces naturels.
	Maintien en zone agricole A des espaces cultivés entre le bourg et les hameaux.	Règlement n'autorisant que les constructions agricoles.
Favoriser les liaisons internes	Création d'emplacements réservés pour des aménagements de voirie.	



### 3 - Protéger l'environnement et les paysages

Choix du P.A.D.D.	Traduction au règlement graphique	Traduction au règlement
Protéger les milieux naturels	Classement en zone naturelle N des vallées et des massifs boisés	Règlement visant la protection des espaces.
	Création d'une zone naturelle NP, protection du patrimoine inscrit en Z.N.I.E.F.F.	Règlement spécifique visant la protection stricte du site.
	Inscription en espaces boisés classés.	Protection stricte des espaces boisés.
Maintenir l'activité agricole	Classement en zone agricole A des espaces cultivés sur la commune et ceux situés aux abords des exploitations existantes.	Règlement visant à préserver l'agriculture et à intégrer les constructions liées à l'activité agricole.
Prendre en compte les risques locaux	Cartographie des zones à risques d'inondation.	Règlement interdisant les sous-sols.
	Délimitation des zones de risques technologiques.	

## CHAPITRE III - JUSTIFICATIONS DU REGLEMENT

### ZONES URBAINES

Les **zones urbaines** sont des zones dans lesquelles la capacité des équipements existants ou en cours de réalisation permet d'admettre immédiatement des constructions. Ces zones ont donc été **délimitées en fonction du degré d'équipement** des terrains (voirie, eau, assainissement, électricité...).

### LA ZONE UC

La zone UC est destinée principalement à l'habitat individuel, groupé ou non. Les activités économiques, non nuisantes et compatibles avec le caractère résidentiel de la zone, sont toutefois admises en vue d'assurer une certaine mixité, tout en préservant le cadre de vie.

- **Règlement graphique**

La zone UC englobe les espaces bâtis existants dans le **bourg de Montaulin**. Dans le cadre de la révision, le règlement graphique est adapté afin de prendre en compte l'évolution des espaces urbanisés.

Le secteur UCb, qui englobait la Grande Rue, et qui différait de la zone UC seulement par la possibilité de construire à l'alignement des voies, n'est pas maintenu. Le tissu urbain s'est étiré le long de toutes les voies et est assez hétérogène, composé par des constructions traditionnelles implantées à l'alignement et des constructions plus contemporaines en retrait. Ainsi, afin d'obtenir une plus grande cohérence sur l'ensemble du tissu bâti, une seule zone urbaine est instituée. Le secteur UCa, qui désignait des secteurs situés en zone humide, n'est pas maintenu non plus car les zones à risques d'inondation sont désormais cartographiées à l'aide d'une trame.

Les **fermes**, réparties le long de la Grande Rue, de part et d'autre du fossé du Ru, et rue de Montabert, figuraient en zone agricole NC au P.O.S. Ces ensembles bâtis situés dans le tissu urbain et donc desservis par la voirie et les réseaux, sont intégrés dans la zone UC. Aujourd'hui, une seule exploitation agricole est toujours en activité, au centre de la Grande Rue.

Les zones NA et NAa situées chemin du Ru sont desservies par la voirie et les réseaux et sont également intégrées dans la zone UC sur une profondeur de 50 mètres.

La délimitation de la zone UC telle qu'elle figurait au P.O.S. précédent a été maintenue d'une façon générale. Les limites de la zone ont seulement été repositionnées sur les limites de parcelles. Ainsi à **l'entrée nord-est** du bourg, la limite est recalée sur les limites de parcelles au sud de la Grande Rue. La profondeur des parcelles est homogénéisée au nord de la Grande Rue et à l'est du chemin des Hâtelles.

A **Daudes**, une seule zone urbaine UC englobe le tissu bâti du hameau. Les exploitations agricoles sont également intégrées dans la zone UC. Une seule ferme est encore en activité dans le centre du hameau. Le secteur UCb du P.O.S. qui n'englobait qu'une petite partie du centre n'est pas maintenu car le hameau se caractérise dans son ensemble par un bâti ancien implanté à l'alignement des voies.

A l'ouest du hameau, les constructions édifiées dans une zone NB au P.O.S. sont desservies par la voirie et les réseaux et sont donc classées dans la zone UC. Une parcelle attenante à l'église, Rue Saint-Jean, est classée en zone UC pour les mêmes raisons. A l'ouest de la rue du Montot, la limite est repositionnée sur la limite de parcelle.

Au nord du hameau, rue de la Tour, la zone UD est étendue à l'ouest de la route, sur une profondeur de cinquante mètres, car le terrain est desservi par la voirie et par les réseaux, à l'exception de l'assainissement. La parcelle située à l'est de la rue est déjà classée en zone UC au P.O.S.

Les **bâtiments d'élevage** qui génèrent un périmètre d'éloignement sont identifiés sur le règlement graphique par un symbole. Deux élevages sont situés dans la zone UC; un dans le centre bourg, et un autre à Daudes.

La zone UC offre encore de vastes terrains disponibles, situés à l'intérieur du bourg et de Daudes, le long des voies existantes. Ils sont donc déjà desservis par la voirie et les réseaux et constituent une capacité d'accueil importante qui s'élève à 13 hectares. De ce fait, les limites de la zone urbaine, qui avait été positionnées le long de toutes les voies dans le précédent P.O.S., ont été généralement maintenues afin de ne pas étendre davantage le tissu bâti, qui est déjà très étiré.

- **Règlement écrit**

Afin de protéger le patrimoine bâti traditionnel, le **permis de démolir** est institué pour les éléments bâtis repérés sur le règlement graphique au titre de l'article L 123-1 7° du Code de l'Urbanisme, pour des motifs d'ordre esthétique et historique. Il s'agit de bâtiments édifiés en matériaux traditionnels : bois, torchis, brique, pierre. De plus, afin de préserver ces bâtiments repérés, tous les travaux qui seront exécutés devront éviter toute dénaturation des caractéristiques constituant leur intérêt architectural et historique.

Des éléments végétaux remarquables contribuant à l'ambiance paysagère du village et du hameau sont également repérés sur le règlement graphique et protégés au titre de l'article L 123-1.7°. Il s'agit d'arbres remarquables et d'un bosquet situés dans une propriété rue de Montabert. Le règlement interdit la destruction de ces éléments végétaux identifiés.

Les types d'occupation et d'utilisation du sol autorisés en zone UC correspondent aux constructions et activités **compatibles avec la vocation d'habitat de la zone**. Les activités non nuisantes et non polluantes pourront donc être admises. Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont interdites. Il en est de même pour les entrepôts et les surfaces commerciales d'une surface supérieure à 300 mètres carrés.

Les constructions à usage agricole sont interdites mais pour permettre aux exploitations existantes de se développer, les aménagements, transformations ou extensions des constructions existantes, ainsi que de leurs annexes sont autorisées, ainsi que les silos liés à une exploitation.

Conformément au règlement sanitaire départemental, les abris pour animaux doivent être implantés à une distance minimale de 50 mètres des constructions d'habitation.

Pour des raisons de sécurité, dans la zone soumise à des risques d'inondation par remontées de nappe, les **sous-sols** sont **interdits** en vue de protéger les personnes et les biens.

Afin de **permettre un accès suffisant aux constructions**, il est demandé que le passage conduisant à une construction à usage d'habitation ou d'activité soit en tout point au moins égal à 4,00 mètres.

En vue d'assurer une **bonne desserte des constructions**, toute voie nouvelle devra avoir une emprise minimum de 8,00 mètres. De plus, afin de **favoriser la continuité de la trame viaire**, les impasses ne sont autorisées que lorsqu'il n'y a aucune possibilité de raccordement. Lorsqu'elles sont autorisées, elles doivent respecter les mêmes caractéristiques que les voies nouvelles.

Dans le but de favoriser la construction à l'intérieur du tissu villageois, tout en préservant l'habitat traditionnel peu dense et son intérêt paysager, un terrain, pour être constructible, doit avoir une surface minimum de 800 mètres carrés, ainsi qu'en cas de division. Cette surface correspond à la superficie des terrains bâtis ces dernières années, dont la surface varie, en moyenne, entre 800 et 1300 mètres carrés. Montaulin étant une commune rurale, il s'agit de préserver le caractère aéré du tissu villageois, dont l'urbanisation traditionnelle est implantée sur de grandes parcelles. L'objectif est d'assurer une harmonie entre l'urbanisation existante et les nouvelles constructions. Dans le cadre de groupes d'habitation, le terrain à usage privatif doit avoir une surface minimum de 500 mètres carrés (hors emprise des constructions) afin de diversifier l'offre en logements.

Afin d'être en cohérence avec **l'implantation traditionnelle** du bâti, les constructions peuvent s'implanter soit à l'alignement des voies, soit en retrait de 5 mètres minimum. Mais pour des raisons de sécurité, les **piscines** doivent être implantées en retrait d'au moins 5 mètres de l'alignement des voies.

En outre, pour des raisons de sécurité et de nuisances, les constructions doivent être implantées à au moins 10 mètres de la limite du domaine ferroviaire.

Afin de **maintenir le caractère aéré** du tissu, les constructions doivent respecter une certaine distance par rapport aux limites séparatives, avec un minimum de 4 mètres. En revanche, les constructions de faible hauteur (de moins de 4 mètres à l'égout du toit et de moins de 6 mètres au point le plus haut de la construction) peuvent être implantées en limite séparative.

Pour des raisons de sécurité, les **piscines** doivent être implantées en retrait d'au moins 4 mètres par rapport aux limites séparatives.

Afin de renforcer la **protection** de l'environnement et du **réseau hydrographique**, les constructions doivent être implantées à au moins 10 mètres des berges des cours d'eau, fossés et plans d'eau.

En vue d'**assurer un minimum d'éclaircissement et d'ensoleillement** ainsi que pour **préserver un accès suffisant aux constructions**, un espace minimum de 4 mètres est requis entre les constructions non contigües situées sur un même terrain.

Dans le but de **favoriser l'infiltration des eaux pluviales** tout en permettant une certaine densité du tissu en zone UC, l'emprise au sol des constructions est fixée à 30% et est portée à 60% pour les constructions à usage d'activités, qui peuvent avoir besoin de davantage de surfaces bâties.

Afin d'obtenir une cohérence sur l'ensemble du tissu villageois, il est précisé que les règles relatives à la superficie minimale des terrains, à l'implantation des constructions par rapport aux voies, par rapport aux limites séparatives et à l'emprise au sol s'appliquent à chaque lot issu d'un lotissement ou d'un permis groupé.

En vue de respecter les **hauteurs existantes** dans le village, la hauteur maximale des constructions d'habitation est fixée à 10 mètres au sommet de la construction. Celle des constructions d'activités est limitée à 12 mètres.

Afin d'**assurer une bonne intégration des constructions** dans le tissu villageois et dans l'environnement, le règlement vise à respecter les spécificités architecturales, notamment en matière de forme et de toiture des constructions. Ainsi les toitures doivent être à deux ou plusieurs pans, et la pente doit être comprise entre 40 et 50 degrés.

Les **annexes** d'habitation seront de préférence comprises dans le volume de la construction ou lui seront accolées ; dans ce cas, la toiture pourra être à un seul pan dont la pente pourra être différente de celle des toitures existantes. Toute **extension** doit s'intégrer à la composition existante en adoptant les proportions concernant le bâti et la toiture.

Afin de prendre en compte les problèmes de remontées de nappe, la hauteur des planchers bas du rez-de-chaussée ne doit pas dépasser 0,60 mètres au-dessus du sol naturel. Toutefois, lorsque le terrain est situé en contrebas de la voie, les planchers bas du rez-de-chaussée peuvent être à 0,30 mètre au-dessus du niveau de la dite voie.

Afin de favoriser **l'intégration** des constructions, les tons des murs, de toute menuiserie et boiserie, devront être proches de ceux des constructions traditionnelles de la zone.

En vue de préserver l'harmonie du paysage urbain, les tuiles de tons gris, gris-bleu et ocre sont interdites, car elles contrastent avec les tons traditionnels des toitures, qui sont composées de tuile plate en terre cuite, et qui présentent des tons rouges et marrons.

Dans la même optique, les bardages métalliques en façade sur rue sont également interdits.

L'impact visuel des **clôtures** dans la zone urbaine est important. En conséquence, des règles sont édictées quant à leur nature, leur hauteur et leur aspect extérieur. En bordure des emprises publiques, elles devront être constituées de grilles, d'éléments en bois, en plastique ou de grillage reposant ou non sur un mur-bahut, d'une hauteur maximale de 1,80 mètre. Les clôtures pleines sont autorisées mais, elles doivent comporter des éléments architecturaux permettant de rompre la monotonie de l'ouvrage (ex : niches, ouvertures, décrochements...), et des éléments de verticalité tous les 6 mètres minimum. Ces murs doivent être couverts d'un couronnement (en tuiles ou autres matériaux). La hauteur des clôtures ne peut

excéder 1,60 mètre et 1,80 mètre pour les piliers. La hauteur des clôtures est également réglementée en limites séparatives, où elle ne peut excéder 2 mètres.

Le **stationnement** des véhicules répondant aux besoins de la construction devra être assuré en dehors de la voie publique, afin d'assurer la fluidité de la circulation.

Dans le but de préserver la **qualité du paysage urbain et du cadre de vie**, des prescriptions sont imposées en matière d'espaces libres et de plantations. Un minimum de 10% de la superficie des terrains doit être aménagé en espaces verts.

Un écran végétal doit être constitué autour de tout dépôt afin d'assurer sa dissimulation visuelle. Les constructions d'activités doivent être accompagnées d'un aménagement végétal à base d'essences champêtres contribuant à leur bonne insertion dans le tissu urbain. Il en est de même pour les aires de stationnement, qui doivent comporter un arbre de haute tige pour 4 places.

Le Coefficient d'Occupation des Sols est supprimé car son maintien ne se justifie pas en raison de l'urbanisation de la zone.

## LA ZONE UCK

La zone UCK est une zone destinée principalement aux constructions **annexes**. Elle est délimitée à l'arrière de la zone UC lorsque la profondeur de la zone n'excède pas 50 mètres ou à l'arrière de constructions édifiées très en retrait de la voie. L'objectif est de permettre la réalisation de constructions annexes tout en évitant les constructions d'habitations en deuxième, voire, en troisième ligne.

- **Règlement graphique**

La zone UCK a été délimitée à l'arrière de la zone UC lorsque la profondeur n'excède pas 50 mètres ou à l'arrière de constructions édifiées très en retrait de la voie. Les unités foncières ont été respectées en vue de ne pas créer de parcelles enclavées. A Montaulin, la zone UCK est localisée en partie dans la Grande Rue, rue de Montabert, rue de la Gare. A Daudes, la zone UCK est située dans la Grande Rue.

- **Règlement écrit**

Le règlement autorise les annexes jusqu'à 30 mètres carrés d'emprise au sol, et les installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Afin de préserver un recul suffisant lorsque les terrains sont en bordure de voies publiques, un recul de 5 mètres minimum est exigé, de même pour les piscines, qui doivent être implantées en retrait d'au moins 4 mètres des limites séparatives.

L'emprise au sol est limitée à 30 % de la surface du terrain afin de préserver un tissu aéré en fonds de parcelles. La hauteur maximale des annexes est fixée à 5 mètres.

Des prescriptions sont édictées en vue d'intégrer les constructions annexes dans l'environnement. Ainsi, les tons des murs, de toute menuiserie et boiserie, doivent s'intégrer dans l'environnement. Les couvertures des toitures en matériaux apparents brillants ou inadaptées au contexte local sont interdites et les tons des



couvertures doivent s'harmoniser avec ceux des constructions traditionnelles locales.

Pour être en cohérence avec la zone urbaine, les règles relatives aux clôtures sont similaires, à l'exception des murs pleins qui ne sont pas autorisés en bordure des emprises publiques.

Afin d'assurer leur dissimulation visuelle, un écran végétal, à base d'essences champêtres locales, doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre.

## LA ZONE UD

C'est une zone urbaine, principalement destinée à l'habitat peu dense.

- **Règlement graphique**

A l'ouest du bourg, le château de Montabert et des constructions situées de façon dispersée, de part et d'autre de la rue du Château, composent la partie nord du hameau de Montabert. Au P.O.S., le site est classé en zone NB, zone d'habitat dispersé, supprimée par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.) du 13 décembre 2000. Dans le cadre de la révision, la zone est classée en zone urbaine en raison de sa desserte par la voirie et des réseaux. Afin de préserver le caractère du site, qui présente un tissu assez aéré, un classement en zone UD, secteur de hameau, est défini. En outre, le caractère isolé du hameau est maintenu par la présence de coupures agricoles entre le bourg et le site.

La délimitation de la zone UD est maintenue telle qu'elle existe au P.O.S. à l'ouest de la rue. A l'est, la limite de la zone est alignée par rapport au bâti existant, portant la profondeur à 60 mètres au lieu de 100 mètres, ce qui est plus cohérent au regard de l'orientation du P.A.D.D., qui vise à limiter l'urbanisation.

Au sud du château, la zone UD est délimitée sur les terrains qui sont situés de part et d'autre de la rue de la Tour. Il s'agit de terrains actuellement non bâtis, desservis par la voirie et une partie des réseaux, situés en frange du parc du château. Cet espace, localisé entre la rue de Montabert et la rue de Méneville, à Daudes, est située dans le prolongement du hameau de Montabert. Les terrains sont classés sur une profondeur de 50 mètres, afin d'être en cohérence avec la zone urbaine UC.

- **Règlement écrit**

Le règlement vise à **respecter le caractère de hameau** de la zone. Ainsi, seules sont autorisées, les activités économiques compatibles avec le caractère résidentiel de la zone.

Afin de protéger le patrimoine bâti traditionnel, le **permis de démolir** est institué pour les éléments bâtis repérés sur le règlement graphique au titre de l'article L 123-1.7° du Code de l'Urbanisme, pour des motifs d'ordre esthétique et historique. Il s'agit de bâtiments édifiés en matériaux traditionnels : bois, torchis, brique, pierre. De plus, afin de préserver ces bâtiments repérés, tous les travaux qui seront exécutés devront éviter toute dénaturation des caractéristiques constituant leur intérêt architectural et historique.

Pour des raisons de sécurité, les sous-sols sont interdits dans les zones soumises à des risques de remontées de nappe.

Les règles sont similaires à celles édictées pour la zone UC. Les prescriptions spécifiques à la zone UD sont décrites ci-dessous.

Afin de préserver le caractère du hameau, qui présente un tissu peu dense, composé de grandes parcelles, un terrain doit avoir une surface minimum de 1200 mètres carrés pour être constructible, ainsi qu'en cas de division, et de groupe d'habitations.

Les autres règles (implantation, aspect extérieur...) sont similaires à celles énoncées pour la zone UC, afin d'obtenir une cohérence pour l'ensemble du tissu villageois sur la commune. Dans cet objectif, il est précisé que les règles relatives à la superficie minimale des terrains, à l'implantation des constructions par rapport aux voies, par rapport aux limites séparatives et à l'emprise au sol s'appliquent à chaque lot issu d'un lotissement ou d'un permis groupé.

## LA ZONE UL

C'est une zone principalement destinée aux **activités de sport, loisirs et aux équipements d'intérêt collectif**.

- **Règlement graphique**

La zone UL est située rue de la Haie de la Pelle, entre le bourg et Montabert. Elle correspond au terrain de sport de la commune. Les terrains étaient précédemment classés en zone ND au P.O.S., et figuraient en totalité en emplacements réservés.

- **Règlement écrit**

Le règlement comprend des prescriptions adaptées à la vocation de la zone. Sont donc autorisées, les constructions liées aux activités de loisirs, sport et d'équipements collectifs et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Les constructions d'habitation et leurs annexes sont permises si elles sont nécessaires à la direction ou au gardiennage des activités autorisées.

Pour assurer une **desserte** suffisante des constructions, l'accès doit avoir une largeur minimum de 6 mètres.

La règle d'implantation est similaire à celle de la zone urbaine, ainsi les constructions doivent être implantées soit à l'alignement des voies, soit en retrait d'au moins 5 mètres, et à au moins 4 mètres des limites séparatives.

Afin de préserver une homogénéité dans le paysage, la hauteur maximale des constructions est limitée à 12 mètres.

Des règles relatives à l'aspect extérieur sont édictées afin de maintenir une certaine cohérence architecturale tout en permettant une certaine souplesse. Les règles sont donc assez similaires à celles de la zone UC, en matière d'aspect, de matériaux et de clôtures.

Enfin, les aires de stationnement devront être accompagnées d'un aménagement végétal afin d'assurer leur intégration paysagère.

## LA ZONE UY

C'est une zone destinée principalement aux **activités économiques**. Elle permettra d'accueillir de nouvelles entreprises, ou permettra à des entreprises déjà en place de s'installer sur un site adapté.

- **Règlement graphique**

La zone UY est localisée à la sortie Est de Daudes, au bord de la RD 21, au lieu-dit Les Closets, sur un espace classé en zone NC au précédent P.O.S. Elle est séparée de la zone urbaine par un passage de 10 mètres qui permet d'accéder aux terres agricoles situées à l'arrière de la zone, et qui constitue un espace de transition entre les deux zones.

Cette localisation en sortie/entrée du hameau de Daudes présente une desserte aisée par la route départementale 21. La zone présente une surface légèrement supérieure à 1 hectare.

- **Règlement écrit**

Le règlement autorise les **activités économiques** répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, quel que soit le régime auquel elles sont soumises, à condition de n'entraîner pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens.

Les constructions d'habitation et leurs annexes sont admises, à condition qu'elles soient nécessaires à la direction ou au gardiennage des activités autorisées.

Pour des raisons de sécurité, le **passage** conduisant à une construction à usage d'activité doit être en tout point au moins égal à 6 mètres. Cependant, pour permettre une circulation aisée, une voie nouvelle doit avoir une emprise minimum de 10 mètres. En outre, les voies nouvelles en impasse, lorsqu'elles sont autorisées, devront avoir une emprise de 8 mètres minimum.

Pour éviter les problèmes de stationnement, sachant que la zone d'activités est située le long d'une route départementale, et pour dégager un espace suffisant devant les bâtiments, les constructions doivent être implantées à au moins 20 mètres de l'alignement de la voie.

Les constructions peuvent être implantées, soit à au moins 4 mètres des limites séparatives, soit en limite séparative si des mesures indispensables pour lutter contre les incendies sont prises (murs coupe-feu, accès périphériques des services incendie, etc.). Pour faciliter l'accès et le passage entre les bâtiments, la règle d'implantation entre deux constructions non contiguës est fixée à 4 mètres.

Afin de permettre la réalisation de bâtiments nécessaires à l'activité, l'emprise au sol des constructions est permise jusqu'à 70 % de la surface du terrain.

De même, la hauteur maximale des constructions est fixée à 12 mètres, afin d'être en cohérence avec la hauteur maximale de la zone urbaine.

Les dispositions de l'article 11, relatif à l'**aspect extérieur**, comportent des prescriptions qui visent à intégrer les constructions futures dans l'environnement, d'autant plus sensible que la zone est située en entrée de village. Il est ainsi précisé que les constructions d'habitation doivent être intégrées dans le volume des constructions d'activités.

Les **toitures** doivent présenter une volumétrie générale à deux pans afin de s'harmoniser avec les toitures des constructions situées à proximité.

Les prescriptions relatives aux **clôtures** sont adaptées à la vocation de la zone. Elles doivent être constituées de grilles ou de grillage en mailles soudées de couleur verte, d'une hauteur maximum de 2,50 mètres.

En vue d'assurer la **qualité paysagère** de la zone, des prescriptions en matière d'espaces libres et plantations sont édictées. Ainsi, 5 % au minimum de la superficie des terrains doivent être aménagés en espaces verts et il est exigé que les aires résiduelles (non utilisées par l'activité) soient au moins engazonnées.

Un écran végétal à base d'essences champêtres locales doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre afin d'assurer sa dissimulation visuelle et les constructions d'activités doivent être accompagnées d'un aménagement végétal à base d'essences champêtres locales.

## ZONES A URBANISER

Elles sont délimitées sur les terrains les plus aptes à supporter l'extension de la commune.

Ce sont des zones qui seront ouvertes à l'urbanisation future sous certaines conditions, et notamment sous réserve d'une **organisation cohérente**. Elles sont délimitées en vue de permettre le développement de la commune.

### **LES ZONES 1AU (URBANISATION A COURT TERME)**

#### **LA ZONE 1AUA**

- **Règlement graphique**

Une zone 1AUA est délimitée à Daudes, au lieu-dit Les Ouches Méneville, sur des terrains qui figuraient en réserve foncière (NA) au P.O.S. Elle est localisée le long de la route départementale 123, et est située dans la continuité du tissu bâti du hameau.

Sur le plan, la traduction graphique des principes d'aménagement retenus pour le site matérialise deux flèches d'accroche, nécessaires au fonctionnement de la zone et à son urbanisation sans voie en impasse.

- **Règlement écrit**

La zone est destinée à accueillir principalement de l'habitat, sous forme organisée. Les constructions y sont subordonnées à la réalisation d'une **opération d'aménagement** d'ensemble et des équipements de desserte. Si le projet ne concerne pas l'ensemble de la zone, il ne devra pas en compromettre l'urbanisation ultérieure. Plusieurs phases de réalisation sont toutefois possibles.

Afin d'utiliser l'espace de façon économe et efficace, ces espaces nécessitent d'être aménagés avec **une organisation cohérente**. Les règles sont similaires à celles énoncées pour la zone UC dans la mesure où elle est appelée, à terme, à intégrer ce type de zone urbaine.

De même, pour des raisons de sécurité, des limitations du sol sont instaurées dans les zones soumises à des risques de remontées de nappe. Les sous-sols y sont interdits.

La zone 1AUA est située dans la continuité du tissu villageois de Daudes. Afin d'être en cohérence avec le tissu urbain existant, les parcelles, pour être constructibles, doivent avoir une surface minimum de 800 mètres carrés. Dans le cas de groupes d'habitations, la surface minimum est de 500 mètres carrés (hors emprise des constructions). L'objectif est d'assurer une harmonie entre l'urbanisation existante et les nouvelles constructions.

Afin d'obtenir une cohérence dans l'ensemble du tissu villageois, il est précisé que les règles relatives à la superficie minimale des terrains, à l'implantation des constructions par rapport aux voies, par rapport aux limites séparatives et à l'emprise au sol s'appliquent à chaque lot issu d'un lotissement ou d'un permis groupé.

La réalisation d'un schéma d'organisation fonctionnelle permet de concevoir des principes d'aménagement favorisant une bonne desserte de ces ensembles fonciers et privilégiant un cadre de vie de qualité. Le schéma, traduit dans le document « Orientations d'aménagement », présentent ces principes : maillage des voiries, accroche au réseau existant, espaces verts,....

## LA ZONE 1AUL

C'est une zone destinée principalement aux **activités de loisirs et de sports** et aux **équipements d'intérêt collectif**.

- **Règlement graphique**

Deux zones 1AUL sont délimitées dans le cadre de la révision du P.L.U. Elles sont situées dans le centre du bourg, de part et d'autre de la Grande Rue, dans la continuité des équipements existants (mairie, école, salle polyvalente), sur des terrains précédemment classés en zone agricole.

- **Règlement écrit**

Les règles de la zone sont similaires à celles de la zone UL, dont la destination principale est la même.

Les seules constructions autorisées sont celles liées à la pratique des activités de loisirs et de sports ainsi qu'aux constructions et installations techniques nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif. Toutefois, les constructions d'habitation et leurs annexes sont autorisées si elles sont nécessaires à la direction ou au gardiennage des activités autorisées.

## LES ZONES 2AUA

Ce sont des zones naturelles d'urbanisation future à vocation principale d'habitat. La constructibilité immédiate de ces terrains est interdite de manière à préserver les possibilités d'aménagement ultérieur. Leur ouverture à l'urbanisation ne pourra s'effectuer qu'après une modification ou révision du P.L.U.

Les zones AU constituent des **réserves** pour le développement de la commune. Elles sont délimitées en continuité des zones urbaines du village.

- **Règlement graphique**

Plusieurs zones 2AUA sont délimitées dans le cadre de la révision. Deux sont localisées à Montaulin :

- ✓ dans le centre bourg, entre la Grande Rue et le chemin du Ru. Cet espace est situé en cœur d'îlot. Il était déjà en partie classé en réserve foncière au P.O.S., et en zone de jardins (NCj).
- ✓ à l'est, au lieu-dit Les Hatelles, entre le chemin des Hatelles et la Grande Rue.

A Daudes, une zone 2AUA est située au lieu-dit Champ Fleurant, entre la route départementale 21 et la rue de Montabert, dans un espace classé précédemment en zone agricole NC au P.O.S.

- **Règlement écrit**

A l'exception des installations techniques nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif, les constructions de toute nature sont interdites.

## ZONE AGRICOLE

### LA ZONE A

La zone A est une **zone économiquement productive**, à protéger en raison de la richesse de son sol favorable à l'agriculture.

- **Règlement graphique**

La zone agricole A s'étend sur l'ensemble du finage, à l'exception des massifs boisés et des fonds de vallons. Sont aussi classés en zone agricole, la pépinière et le silo situés au nord-est du finage.

Les deux exploitations en activité sont localisées dans le tissu villageois ; une est localisée Grande rue à Montaulin, et la seconde est située dans le centre de Daudes. Elles sont classées en zone urbaine. En outre, les terrains situés à l'arrière des exploitations sont classés en zone agricole, afin de permettre le développement des exploitations.

- **Règlement écrit**

Afin de **protéger les espaces agricoles** tout en permettant le maintien et le développement de l'activité agricole, les constructions de toute nature sont interdites à l'exception des constructions nécessaires à l'exploitation agricole et des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Les gîtes ruraux sont admis à la condition qu'ils soient attenants à une exploitation agricole. L'aménagement de terrains pour l'accueil de campeurs ou de caravanes ou d'habitations légères de loisirs est autorisé, à condition qu'il soit destiné à l'accueil du camping à la ferme et que les terrains soient situés à proximité d'une exploitation agricole.

Les **activités économiques** sont interdites à l'exception de celles liées aux activités agricoles.

Pour permettre un **accès** suffisant aux bâtiments, le passage conduisant à une construction à usage d'habitation ou d'activité doit être en tout point au moins égal à 4 mètres.

Les **règles d'implantation** sont modifiées par rapport au règlement du P.O.S. En effet, la zone agricole est desservie par un réseau de chemins sur l'ensemble du finage. Un recul de 10 mètres est imposé dans le P.O.S. Dans le cadre de la révision, ce recul est adapté en fonction des voies. Pour des raisons de sécurité, il est maintenu à 10 mètres par rapport aux voies communales et départementales, et par rapport à la limite du domaine ferroviaire. Il est réduit à 5 mètres par rapport aux chemins ruraux et d'association foncière.

La zone agricole est traversée par l'autoroute A 26 et est soumise à l'application de l'article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme. De ce fait, en dehors des espaces urbanisés, les constructions sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute, à l'exception des constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, des services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, des bâtiments d'exploitation agricole autres que les habitations et des réseaux d'intérêt publics.

Afin d'adopter un recul suffisant, les constructions doivent s'implanter à au moins 4 mètres des limites séparatives. Pour des raisons de sécurité et d'accès, la distance séparant des constructions non contiguës est fixée à 4 mètres.

Comme dans les autres zones, et afin de maintenir une cohérence sur la commune, la **hauteur** maximale des constructions à usage d'habitation, mesurée à partir du sol existant jusqu'au sommet de la construction (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus), est limitée à 10 mètres. La hauteur des constructions d'exploitation est fixée à 12 mètres.

Concernant l'**aspect extérieur**, les règles sont assez similaires à celles de la zone UC afin de présenter une unité d'aspect. Par contre, les clôtures édifiées sur les limites séparatives doivent être grillagées pour une meilleure intégration dans l'environnement. Elles peuvent être doublées d'une haie vive.

Des prescriptions sont également édictées en matière d'espaces libres et plantations en vue d'intégrer les constructions dans le paysage. Un écran végétal à base d'essences champêtres doit être constitué autour de tout dépôt à l'air libre afin d'assurer sa dissimulation visuelle, et les constructions doivent être accompagnées d'un aménagement végétal à base d'essences champêtres.

## ZONE NATURELLE

### LA ZONE N

Il s'agit d'une **zone naturelle à protéger** en raison de la qualité des milieux naturels et des paysages ainsi que des ressources en eau.

- **Règlement graphique**

Dans le cadre de la révision, la zone naturelle N englobe en grande partie la vallée de la Barse, les vallons de la Rance, de la Civanne et du Ru, ainsi que la majeure partie des massifs boisés du territoire. Ce classement est en cohérence avec la **zone Ramsar** des étangs de Champagne Humide, dans laquelle la commune est située. La zone N est plus étendue que la zone ND du P.O.S. qui englobait seulement les massifs boisés.

- **Règlement écrit**

Afin de protéger ces espaces naturels, ne sont autorisées que les constructions liées à l'activité forestière, les abris pour animaux, les refuges de chasse ou de randonnée d'une emprise au sol inférieure à 30 mètres carrés et les installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Des saules têtards localisés le long de la Rance sont identifiés et protégés au titre de l'article L 123-1.7° du Code de l'Urbanisme.

Les articles 6 et 7 sont réglementés pour l'implantation des installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Des règles de recul sont exigées pour les autres constructions, 5 mètres par rapport à l'alignement des voies et 4 mètres des limites séparatives.



Afin de protéger le réseau hydrographique, les constructions doivent être implantées à 5 mètres minimum des berges de cours d'eau, fossé et plans d'eau. La hauteur des constructions autorisées est limitée à 5 mètres.

De nombreux **boisements** situés dans la zone sont **protégés** au titre des espaces boisés classés. En conséquence, tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements est interdit.

## **LA ZONE NP**

La zone NP correspond à une zone de protection des sites naturels répertoriés à l'inventaire national des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.).

- **Règlement graphique**

Sur le finage, un site est recensé : il s'agit des prairies de Montaulin, situées au lieu-dit Le Montot, au sud du territoire communal.

- **Règlement écrit**

Le règlement vise une **protection stricte** du site. Toutes les constructions sont interdites à l'exception des installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

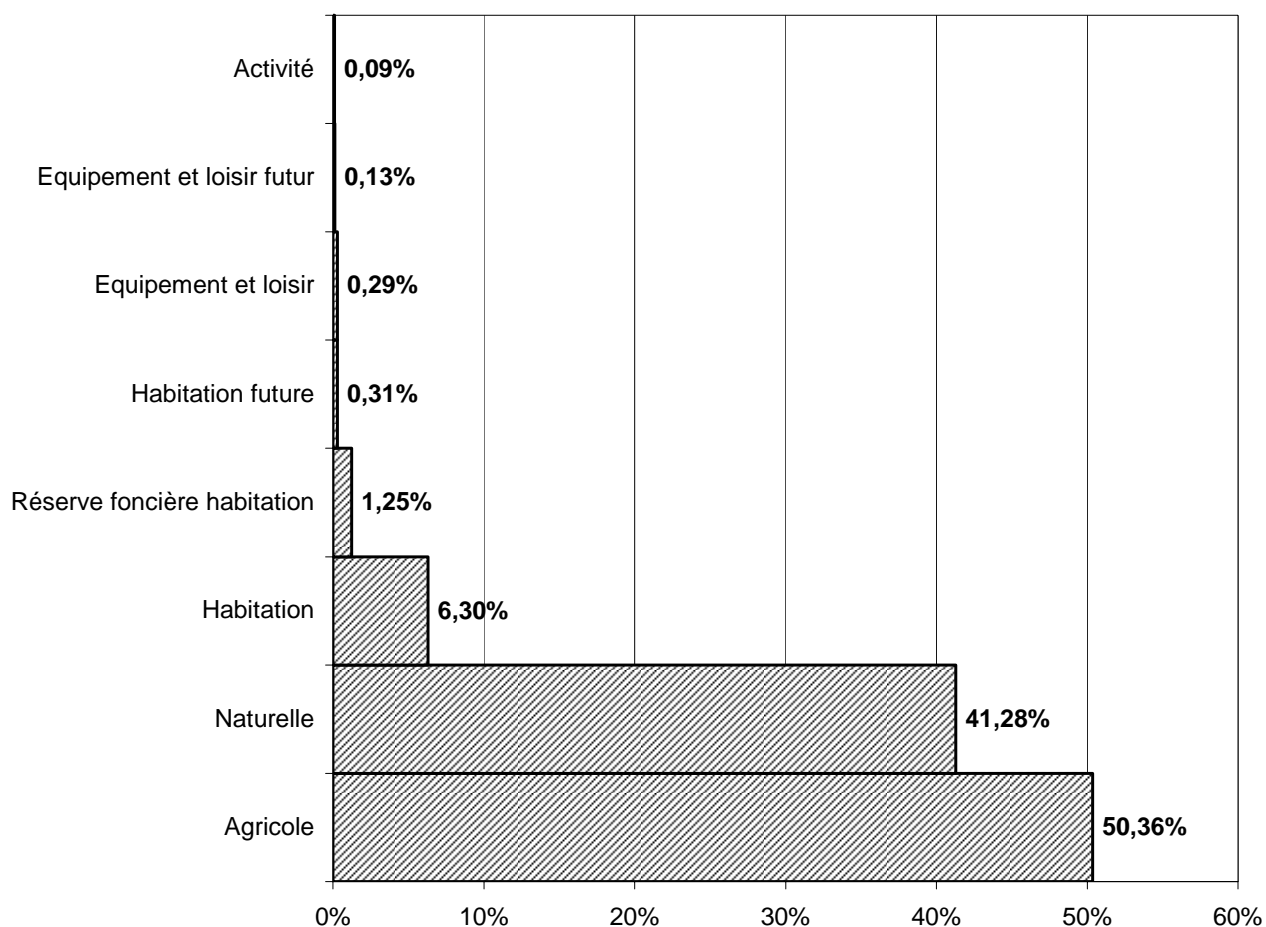
Un alignement d'arbres situé dans la zone est identifié et protégé au titre de l'article L 123-1.7° du Code de l'Urbanisme.

## TABLEAU DES SURFACES

Révision n° 1			
TYPE	PLU	Zonage	Bois classé
Habitation	UC	67,32	0,06
	UCK	2,00	
	UD	8,86	
<b>Somme Habitation</b>		<b>78,17</b>	<b>0,06</b>
Activité	UY	1,17	
Agricole	A	625,01	21,00
Equipement et loisir	UL	3,54	
Equipement et loisir futur	1AUL	1,60	
Habitation future	1AUA	3,79	
Naturelle	N	506,70	190,15
	NP	5,54	
<b>Somme Naturelle</b>		<b>512,24</b>	<b>190,15</b>
Réserve foncière habitation	2AUA	15,47	
<b>Total</b>		<b>1 241,00</b>	<b>211,20</b>

Type de zone	SUPERFICIE (Ha)	En %
Agricole	625,01	50,36%
Naturelle	512,24	41,28%
Habitation	78,17	6,30%
Réserve foncière habitation	15,47	1,25%
Habitation future	3,79	0,31%
Equipement et loisir	3,54	0,29%
Equipement et loisir futur	1,60	0,13%
Activité	1,17	0,09%
<b>Total</b>	<b>1 241,00</b>	<b>100,00%</b>

### MONTAULIN - Révision n° 1 - Zonage



## CHAPITRE IV - JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

### LES ZONES A URBANISER

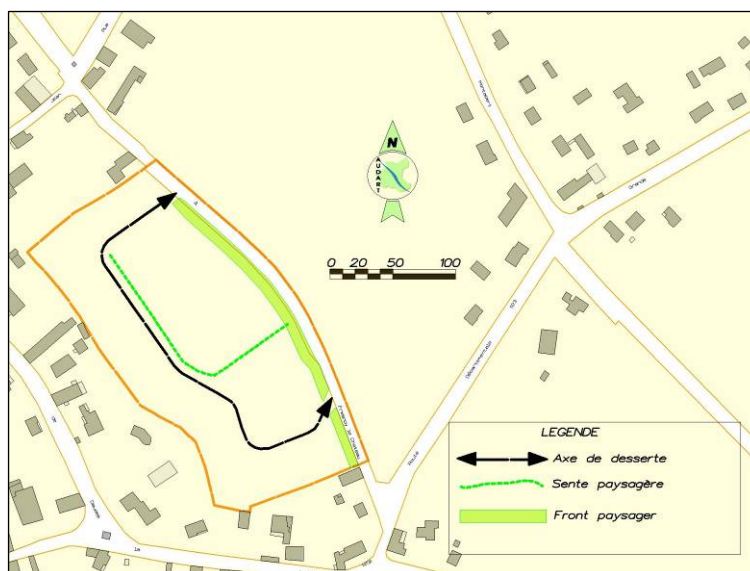
Le P.L.U. de Montaulin comprend une orientation d'aménagement correspondant à une zone à urbaniser destinée à l'habitat. Sur cette zone, située dans la continuité du tissu existant, la commune a pour objectif de réaliser un aménagement de qualité s'inscrivant dans une organisation cohérente de l'espace.

Les **principes d'aménagement** définis visent à favoriser une bonne desserte de cet ensemble foncier en privilégiant un cadre de vie de qualité en termes de maillage des voiries, d'accroche au réseau existant, de liaisons douces, d'espaces verts et paysagers. A l'échelle communale, ils visent à **renforcer les identités de quartier** et à **donner de la continuité** au tissu, conformément au Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Une orientation d'aménagement est définie sur un secteur de la commune, situé au lieu-dit Les Ouches Méneville, à Daudes.

Ce secteur villageois constitue un **espace d'enjeux** car il forme une poche ouverte sur le front nord du hameau de Daudes. Les enjeux paysagers, liés à la décision d'urbanisation, sont ceux de la constitution d'un front urbain permettant de masquer les arrières de parcelles existant ; de maintenir une réelle présence végétale au cœur du tissu et d'envisager toutes les possibilités d'extension future.

Dans le même temps, il s'agit de travailler à la protection de l'identité rurale et villageoise; d'agir pour la formation d'une unité cohérente en terme architectural et paysager. Sur le plan des liaisons, il est à noter la présence d'un point de ramassage scolaire au sud/ouest du secteur. Les contraintes pesant sur les orientations d'aménagement sont donc celles de **l'intégration** du nouveau secteur d'habitation, de la prise en compte des problématiques de dessertes et de liaisons, de la continuité villageoise à plus long terme.



Le schéma d'organisation fonctionnelle retenu propose le principe d'une **voie interne** partiellement doublée d'une **sente verte**, intégrant une noue dont l'objet principal est la collecte des eaux de ruissellement. Cette orientation est soutenue par la volonté communale de ne pas densifier à outrance le cœur villageois et de savoir préserver des espaces pour l'infiltration des eaux.

Sur le plan du **stationnement**, celui-ci est prévu sur parcelle mais pour répondre aux besoins temporaires (dépose, soins, services divers...), un principe de stationnement en bordure de voie est instauré. Leur intégration paysagère se fera par emplacements dédiés dans les lignes de plantations. L'objectif est de faciliter la vie communale tout en évitant de créer des couloirs vides sur des emprises conséquentes pour ce qui est des plantations. Le calibrage sur la RD 21 tend aussi à préparer les extensions futures du front villageois.

En termes de **liaison**, le bouclage interne vise à satisfaire les exigences de continuité de la trame viaire sur le plan des services (ramassage des ordures, courrier...). Pour les **liaisons douces**, les objectifs poursuivis sont de permettre un accès des plus sécurisé en direction des écoles, du point de ramassage scolaire le long de la RD 21. Au cœur du nouveau secteur, la mise en place d'une sente et d'une noue a pour objet de créer un **espace naturel** en harmonie avec le paysage et l'environnement local.

Sur le plan **architectural et urbain**, la configuration du site et la facture villageoise recherchée permettent d'énoncer un ensemble de recommandations relatives à l'implantation du bâti, la nature des couvertures ou encore la mise en place des clôtures sur parcellaire. Les règles retenues sont similaires à la zone urbaine afin d'obtenir une homogénéité sur l'ensemble du hameau.

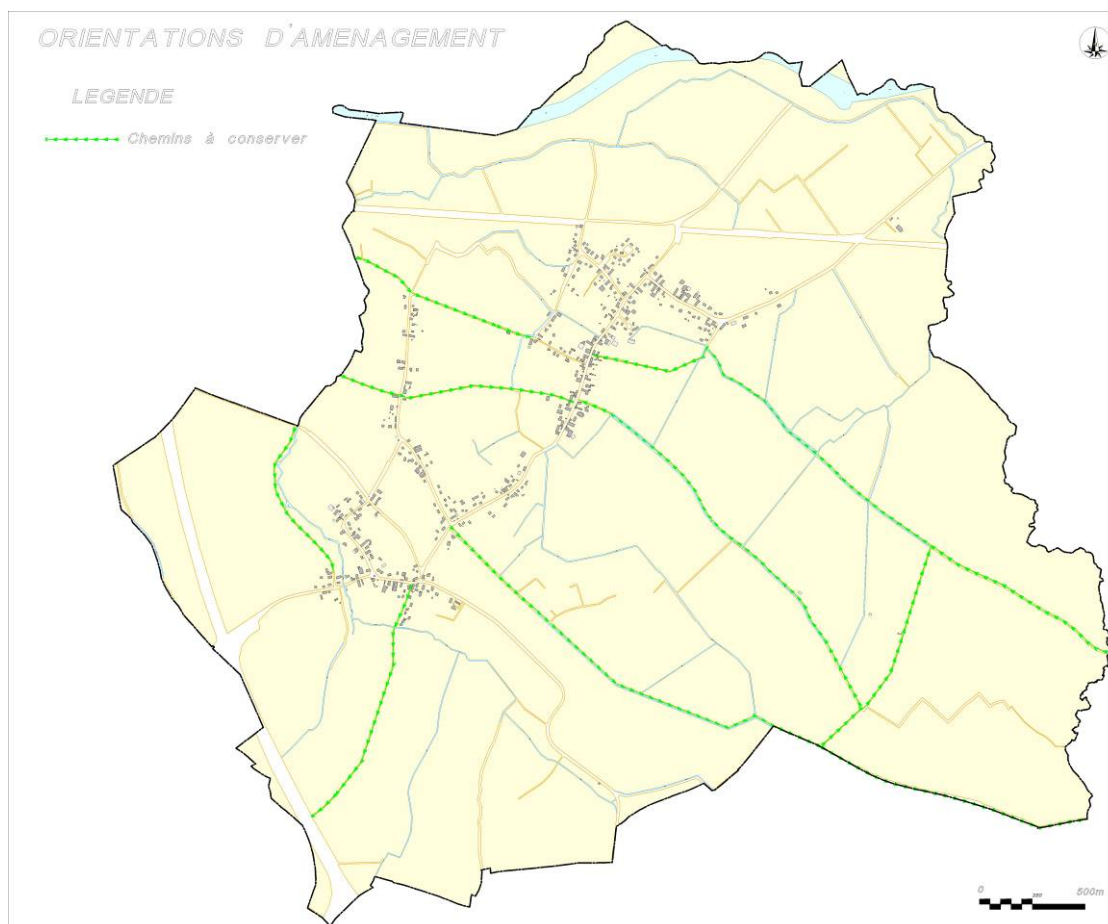
Le choix d'un **parcellaire** à 800 mètres carrés repose sur le fait que la commune est une commune rurale à l'intérieure de laquelle il est souhaitable de garder un cadre de vie de qualité.

## LES CHEMINS A PRESERVER AU SEIN DE L'ESPACE AGRICOLE

Cette orientation d'aménagement identifie un certain nombre de chemins que la commune souhaite conserver.

Ces chemins communaux sont inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.), qui prévoit de conserver leur tracé et leur continuité d'origine. Afin de renforcer leur protection, ces chemins font donc l'objet d'une orientation d'aménagement.

Ces itinéraires permettent de relier le bourg à Montabert (ruelle de Châtres) et assurent la liaison avec les communes limitrophes au travers du territoire communal.



## CHAPITRE V - LES AUTRES DISPOSITIONS DU P.L.U.

### LES EMPLACEMENTS RESERVES

Ce sont des emplacements destinés à recevoir des équipements d'intérêt public. Ces emplacements réservés sont délimités sur le règlement graphique (plan n°1a) et un numéro est affecté à chacun d'eux. La liste de ces emplacements réservés figure sur ce même plan.

Les emplacements réservés retenus ont notamment pour objectif :

- Des **aménagements de voiries** en vue de desservir des zones urbaines et à urbaniser, ou d'élargir des voies : emplacements n°1, 2, 3, 7, 10, 11.
- L'aménagement des abords de la RD 123 pour sécuriser le stationnement des cars scolaires : emplacement n°8.
- La création **d'équipements d'intérêt collectif scolaires** : emplacement n°4. Au regard des effectifs scolaires qui sont en augmentation et en vue de regrouper les classes sur un seul site adapté, un emplacement réservé est délimité au centre du bourg.
- La création **d'équipements d'intérêt collectif** à vocation culturelle et de loisirs et techniques : emplacement n° 5. Afin de répondre aux besoins de la population qui augmente, la commune envisage de renforcer ses équipements, en se dotant d'une salle polyvalente adaptée. Il s'agit également de réaliser un bâtiment destiné à accueillir les services administratifs et techniques de la mairie. Un emplacement est donc réservé à cet effet, dans le centre du bourg, à proximité des bâtiments déjà existants, dans le prolongement de la place du village.
- L'extension du terrain de sport : emplacement 9. Il s'agit d'étendre le terrain de sport actuel afin de disposer d'un espace disponible pour des aménagements sportifs et de plein air.
- L'extension du cimetière : emplacement 6.

### LES ESPACES BOISES CLASSES

MONTAULIN est une commune où les éléments boisés jouent un rôle primordial en termes d'environnement et de paysage. La municipalité souhaite protéger ce patrimoine naturel au travers de la procédure des espaces boisés classés.

La délimitation d'espaces boisés classés constitue une protection puisque, conformément à l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme, "le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements".

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation, les défrichements sont interdits.

Les bois peuvent être exploités mais doivent retrouver, après exploitation, leur vocation de bois.

Font l'objet de la protection en espaces boisés classés :

- Tous les boisements existants de la vallée de la Barse, situés au nord du finage, ceux situés le long des vallons de la Rance, de la Civanne, et du fossé du Ru,
- Les massifs boisés : La Vieille, à l'est ; Les Noues et Champ Doulant, au sud ;
- Des bosquets dispersés au sein de la zone de culture : au lieu-dit Presle,
- Le Parc du château de Montabert, pour son aspect patrimonial.

## LES ELEMENTS DU PAYSAGE IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L 123-1.7°

Parallèlement aux espaces boisés classés, la commune de MONTAULIN a souhaité identifier des éléments naturels à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique et paysager.

Ces éléments peuvent être identifiés au titre de l'article L 123-1.7° du Code de l'Urbanisme, qui permet de leur assurer une **préservation** souple plus adaptée qu'un classement en espaces boisés à protéger.

La protection consiste à rappeler dans les dispositions générales du règlement que *"tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage tels qu'ils sont repérés sur le plan de zonage et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers"*. Le règlement interdit leur destruction.

Les éléments du paysage retenus sont :

- Des arbres remarquables et un bosquet situés dans une propriété rue de Montabert,
- Un jardin boisé au lieu-dit Champ Clochette,
- Des saules têtard au bord de la Rance, au passage de la RD 21,
- Un alignement d'arbres localisé dans les prairies humides du Montot, qui figure à l'inventaire des Z.N.I.E.F.F.

Ces éléments sont localisés sur le règlement graphique.

Il s'agit, au travers de ce recensement, d'attirer l'attention sur l'intérêt paysager que représentent ces éléments et de les protéger.



## LES SERVITUDES

Le document écrit n°4 et le document graphique n°2 sont consacrés aux servitudes d'utilité publique. Il convient donc, pour plus de renseignements, de consulter ces documents.

## LES ANNEXES SANITAIRES

Les éléments relatifs à la desserte en eau, assainissement, ainsi qu'au traitement des déchets sont décrits dans le document écrit n°5. En outre, les réseaux d'eau et d'assainissement sont reportés sur les plans n°3 et 4.

## L'ANNEXE ZONES A RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Conformément à l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme, l'arrêté préfectoral du 7 mars 2002 classant l'ensemble du département de l'Aube en zone à risque d'exposition au plomb est annexé au P.L.U. et figure dans le document n°7.

## PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Sur le territoire de la commune de MONTAULIN, plusieurs sites archéologiques ont été recensés.

Ces zones sont localisées sur le plan inséré à la page suivante. Ce document ne représente que l'état actuel des connaissances et ne saurait en rien présager de découvertes futures sur d'autres secteurs de la commune.

En conséquence, conformément à la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi de finances rectificative pour 2001 n°2001-1276 du 28 décembre 2001 et par la loi 2003-707 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative à l'archéologie préventive, la Direction Régionale des Affaires Culturelles,

Service Régional de l'Archéologie  
3, Faubourg Saint-Antoine  
51022 - CHALONS-EN-CHAMPAGNE  
03.26.70.63.31

demande que lui soient communiqués pour instruction les dossiers suivants :

- Pour les terrains situés sur les sites archéologiques répertoriés sur plan, tous les dossiers de demande d'autorisation de lotir, de permis de construire, de permis de démolir et des installations et travaux divers affectant le sous-sol de la commune,
- Pour les secteurs situés dans un périmètre de 100 mètres autour des sites et pour les zones de sensibilité archéologique, les dossiers de demande affectant le sous-sol sur une surface de 2000 m<sup>2</sup> et plus,
- Pour le reste du territoire de la commune, les dossiers de demande affectant le sous-sol sur une surface de 10 000 m<sup>2</sup> et plus.

Par ailleurs, cette même Direction souhaite être saisie pour instruction préalable des dossiers soumis à étude d'impact et/ou à enquête publique (installations classées, voiries, réseaux, remembrements, etc.), afin de pouvoir effectuer les interventions nécessaires en amont de ces travaux.

Enfin, il est indispensable de rappeler les textes suivants qui constituent le Code Législatif et Réglementaire de Protection et de Conservation du Patrimoine Archéologique :

- Loi du 27 septembre 1941 (validée et modifiée par l'ordonnance du 13 septembre 1945), particulièrement les articles 1 (autorisation de fouilles) et 14 (découvertes fortuites).
- Loi du 15 juillet 1980 (articles 322.1 - 322.2 du nouveau Code Pénal) relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (dont destructions, détériorations de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques).
- Loi n°89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux et décret d'application n°91-787 du 19 août 1991.
- Articles R.111-3-2 et R.111-21 du Code de l'Urbanisme (permis de construire et prescriptions d'ordre archéologique).
- Loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.
- Décret n°2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

### III LES INCIDENCES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

## PRISE EN COMPTE DES NORMES SUPRA-COMMUNALES

### *PRINCIPES FONDAMENTAUX DES DOCUMENTS D'URBANISME*

Le Plan Local d'Urbanisme tel que présenté dans ce rapport détermine les conditions permettant d'assurer :

- Un **équilibre** entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels, en respectant les objectifs du **développement durable**. L'objectif de développement durable vise à satisfaire les besoins de développement et de santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.
- La **diversité des fonctions urbaines** et la **mixité sociale** dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour satisfaire les besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, sportives et d'intérêt général, d'équipements publics en tenant compte des moyens de transport et de la gestion des eaux.
- Le **respect de l'environnement** et des paysages, à travers une utilisation économe et équilibrée de l'ensemble des espaces.

## INCIDENCES DU P.L.U. ET MESURES D'ATTENUATION

### *- Renforcer la centralité du bourg*

Les orientations d'aménagement retenues par la commune et traduites dans le P.L.U. ne devraient pas induire d'incidences majeures sur le site, l'environnement et le paysage.

Ce projet devrait conduire à préserver et enrichir **le cadre de vie** des habitants. L'intégration urbaine de la population sera assurée par le renforcement des espaces et des équipements publics. Le projet de réalisation des équipements scolaires, administratifs, culturels, au cœur du village, à proximité des équipements déjà existants (mairie, école), confortera la centralité. Le projet vise aussi à étendre le terrain de sport actuel afin de pouvoir l'adapter ultérieurement aux besoins des habitants.

Le **cadre de vie** sera préservé également à travers la protection du **patrimoine** bâti traditionnel champenois. Les bâtiments, construction d'habitation ou granges, caractéristiques de l'identité villageoise, font l'objet d'une identification sur le règlement graphique et des prescriptions spécifiques sont édictées, notamment l'institution du permis de démolir. Cette protection devrait avoir un impact positif pour la commune, dont le patrimoine bâti est assez bien conservé.

#### - **Préserver l'identité villageoise**

L'urbanisation future constitue un **enjeu** pour le développement de la commune, ainsi que la politique retenue en matière de **gestion de l'espace**, qui vise à limiter l'étirement de la commune. L'urbanisation est privilégiée à l'intérieur du bourg et des hameaux, qui comprennent encore de nombreux espaces libres. Le projet maintient les limites actuelles du village et des hameaux. L'objectif est de donner de la **continuité** au tissu, afin de réduire le manque de lisibilité et de repérage. Une zone d'extension de l'urbanisation est située dans le prolongement immédiat du hameau de Daudes. Elle permettra d'étoffer le village en donnant de l'épaisseur au tissu. Le projet devrait avoir un impact positif en termes d'unité urbaine.

Dans cette optique, le projet vise à affirmer les coupures agricoles et naturelles existantes, comme le vallon du fossé du Ru, et de favoriser les continuités écologiques sur le finage. Afin de renforcer l'identité de la commune, l'entrée ouest de Daudes est affirmée au travers la protection des éléments naturels qui la composent : le parc du château, le boisement de rive de la Rance. De même, l'écart de Montabert, composé du château et de constructions dispersées le long d'une voie, présente une localisation quelque peu isolée et une ambiance particulière que le projet vise à préserver.

**L'intégration paysagère** des futures constructions a été conçue de façon à minimiser les incidences sur le site, au travers de la continuité de la trame viaire, de prescriptions particulières relative à l'implantation, à l'aspect extérieur, aux plantations, etc...La circulation sera facilitée à travers des aménagements de voirie envisagés sur les axes existants.

L'extension de l'urbanisation va cependant induire des **incidences négatives** au regard de l'augmentation de l'imperméabilisation des sols, de l'accroissement de la consommation d'eau ainsi que de la production de déchets et des rejets d'eaux usées. Des mesures sont prises en vue d'atténuer ces impacts : emprises de voies suffisantes pour recueillir les eaux pluviales, ...

La **circulation** dans le village et l'accessibilité aux différents espaces du territoire, des espaces bâtis et des espaces naturels, sera facilitée par l'aménagement des voies, la préservation des chemins. Le projet devrait avoir un impact positif en développant les circulations douces, en mettant en valeur les itinéraires de randonnée sur le finage, assurant les liaisons entre les secteurs d'habitat, les milieux naturels et les communes limitrophes.

De manière à permettre une certaine **mixité des fonctions**, les secteurs d'habitat permettent l'implantation d'activités compatibles avec leur caractère résidentiel. En outre, une zone d'activités est prévue afin de **développer et de diversifier l'activité économique** sur la commune. La taille de la zone et les activités admises, plutôt de type artisanal, sont adaptées aux besoins de la commune, et devraient réduire les risques de nuisances. Sa localisation, en sortie/entrée de village, permettra un accès facile par la route départementale. L'intégration paysagère de la zone sera assurée par des prescriptions particulières en matière de plantations.

En termes de **ressources**, le projet de P.L.U. vise à préserver les espaces cultivés, afin de pérenniser l'activité agricole qui occupe une place importante dans la commune. Les exploitations agricoles en activité et les espaces contigus ont bien été pris en compte dans le projet au travers du zonage en vue d'assurer leur développement. En outre, les bâtiments d'élevage sont repérés afin d'informer de la présence de périmètres de protection.

- **Protéger l'environnement et les paysages**

En termes de **patrimoine** paysager et environnemental, la commune s'inscrit dans le paysage de la Champagne Humide et présente des espaces naturels d'intérêt biologique élevé. Le projet vise à protéger l'ensemble des milieux boisés, et les éléments naturels spécifiques tels que des alignements d'arbres, des saules têtards qui sont identifiés. L'objectif est de **maintenir la diversité biologique** du territoire. Le projet contribuera à préserver l'identité et le potentiel environnemental de la commune, dont un site figure à l'inventaire des Z.N.I.E.F.F. et qui fait partie de la zone Ramsar des étangs de Champagne Humide. Les incidences sur l'environnement seront positives pour la commune.

Le P.L.U. vise à assurer la **santé publique** par la prise en compte des **risques naturels et technologiques**. En effet, les orientations du P.L.U. visent à réduire les impacts générés par les inondations locales au travers de la délimitation des zones à risques, et par la prescription de règles spécifiques en vue de protéger les personnes et les biens. Le périmètre de protection existant autour d'un stockage d'engrais a aussi été pris en compte et figure sur le règlement graphique.

## LES ACTIONS A ENTREPRENDRE

Le P.L.U. est un outil de gestion quotidienne de l'urbanisme et d'instruction des autorisations d'occuper le sol. Il définit les droits attachés à chaque parcelle.

Il organise l'évolution du tissu urbain et maîtrise le développement spatial de la commune.

La mise en œuvre du plan, tel qu'elle vient d'être définie, ne devrait pas poser de problème que la Municipalité ne puisse résoudre.

La commune désire conserver son caractère villageois, l'urbanisation doit donc se poursuivre de façon raisonnable et cohérente. La capacité des sites pouvant être urbanisés tient compte de ce parti d'aménagement.

Dans les années à venir, la Municipalité devra donc engager des actions pour :

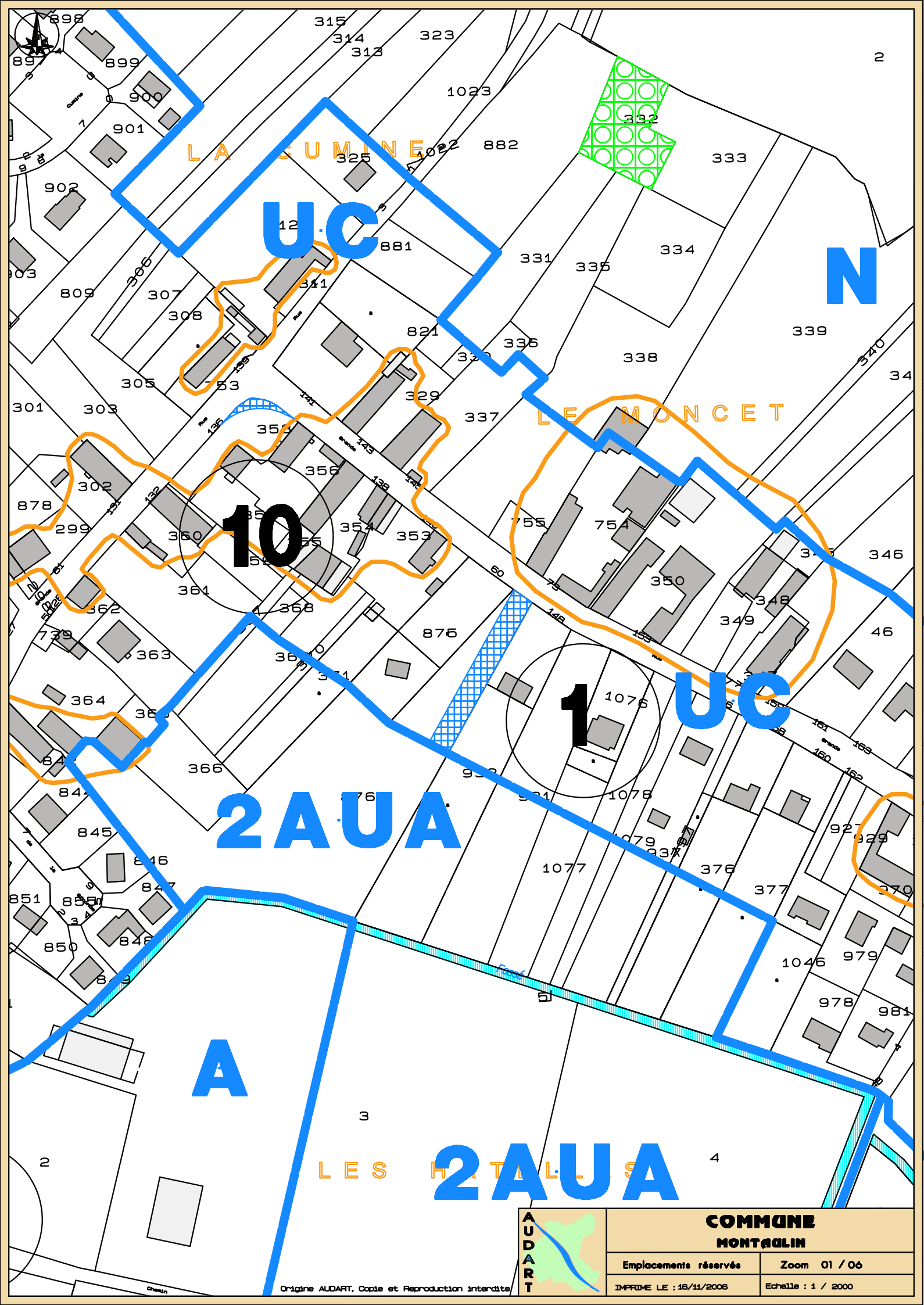
- Promouvoir un urbanisme de qualité et maintenir les spécificités communales.
- Préserver et valoriser le cadre de vie.
- Renforcer les services de proximité.
- Valoriser et optimiser les investissements déjà réalisés en matière d'équipement.
- Adapter les équipements publics aux besoins de la population.

- Promouvoir les espaces de loisirs et les espaces verts.
- Protéger le patrimoine culturel, historique et archéologique de la commune.
- Protéger les zones agricoles.
- Veiller au respect de l'environnement et notamment faire appliquer la réglementation des espaces boisés classés.

## **ANNEXES EMPLACEMENTS RESERVES**

*(Agrandissement des emplacements réservés figurant au règlement graphique)*





UC

N

10

1 UC

2AUA

A

2AUA

LES

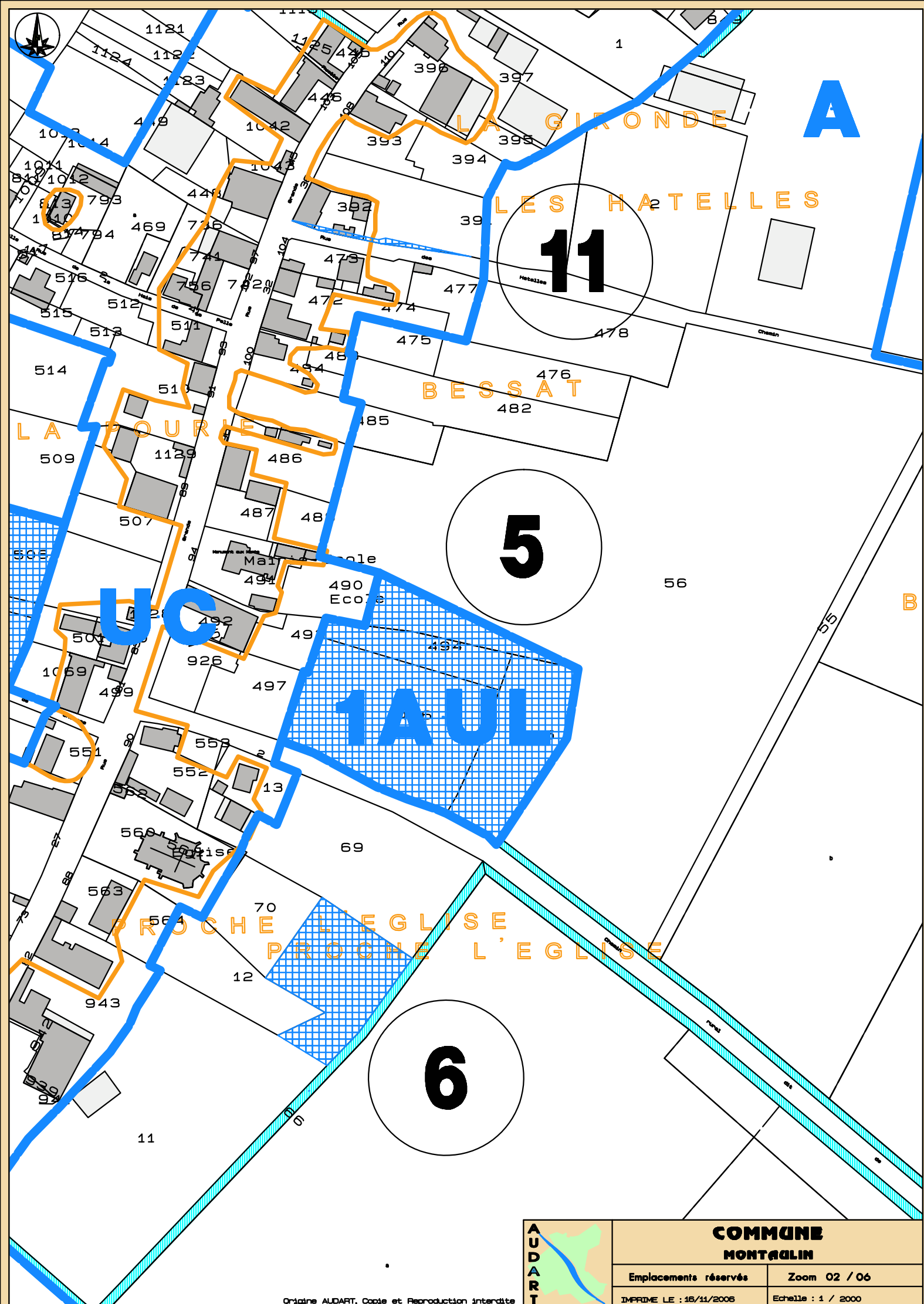
H

S

COMMUNE  
MONTAGNIN

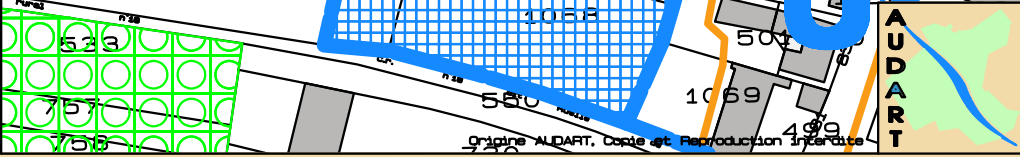
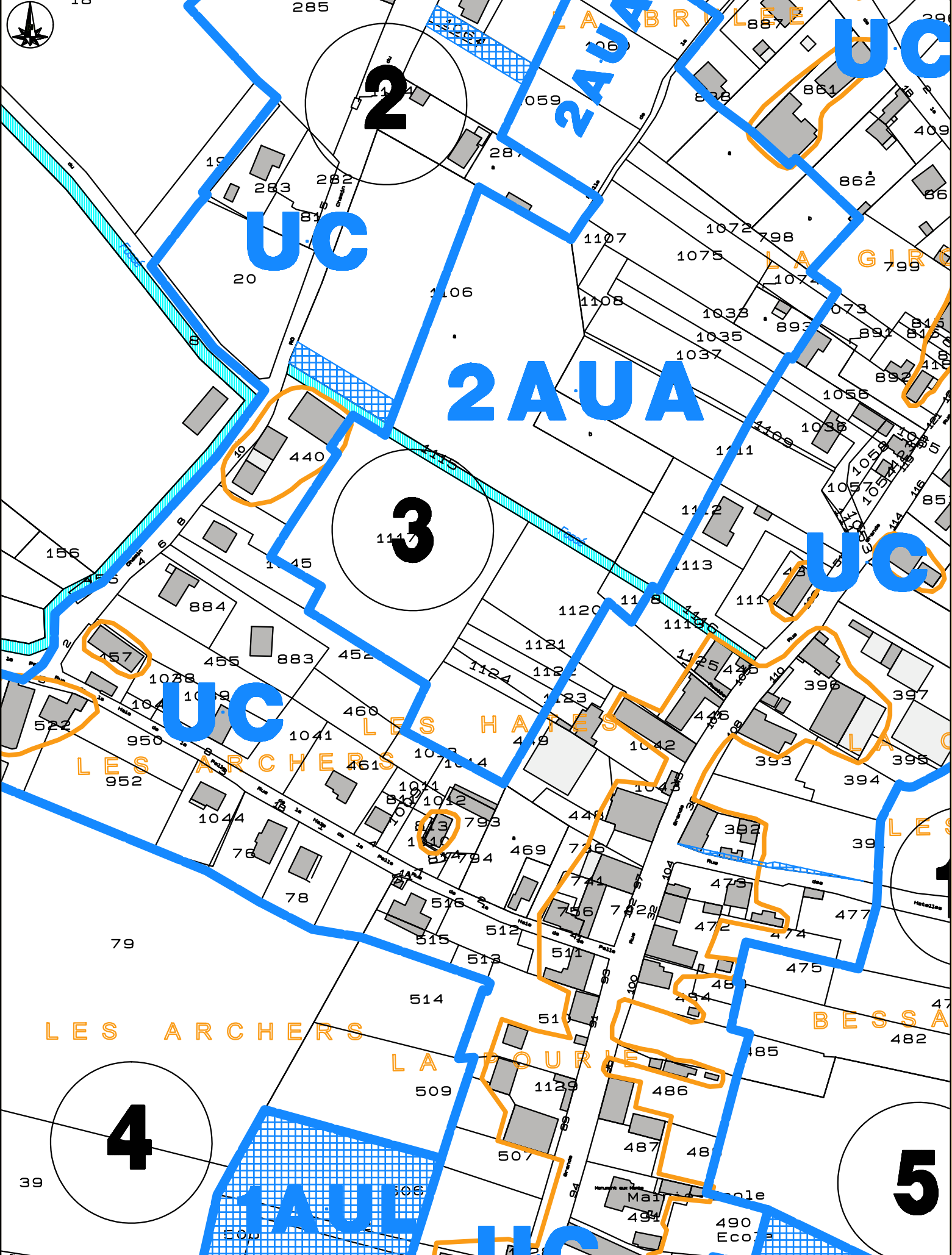
Emplacements réservés	Zoom 01 / 06
IMPRIME LE : 16/11/2006	Echelle : 1 / 2000

Origine AUDART, Copie et Reproduction interdite

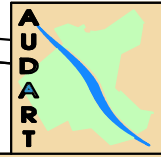
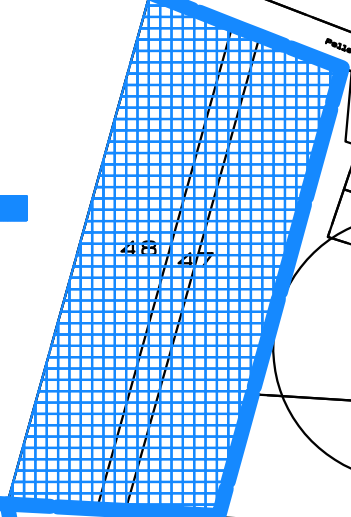
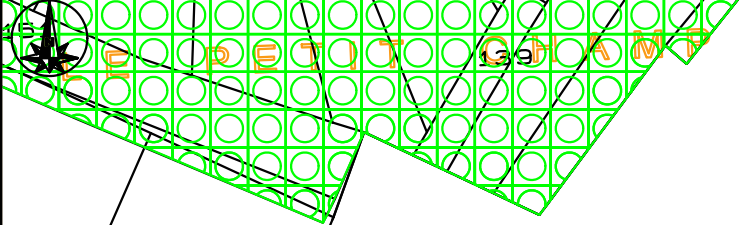
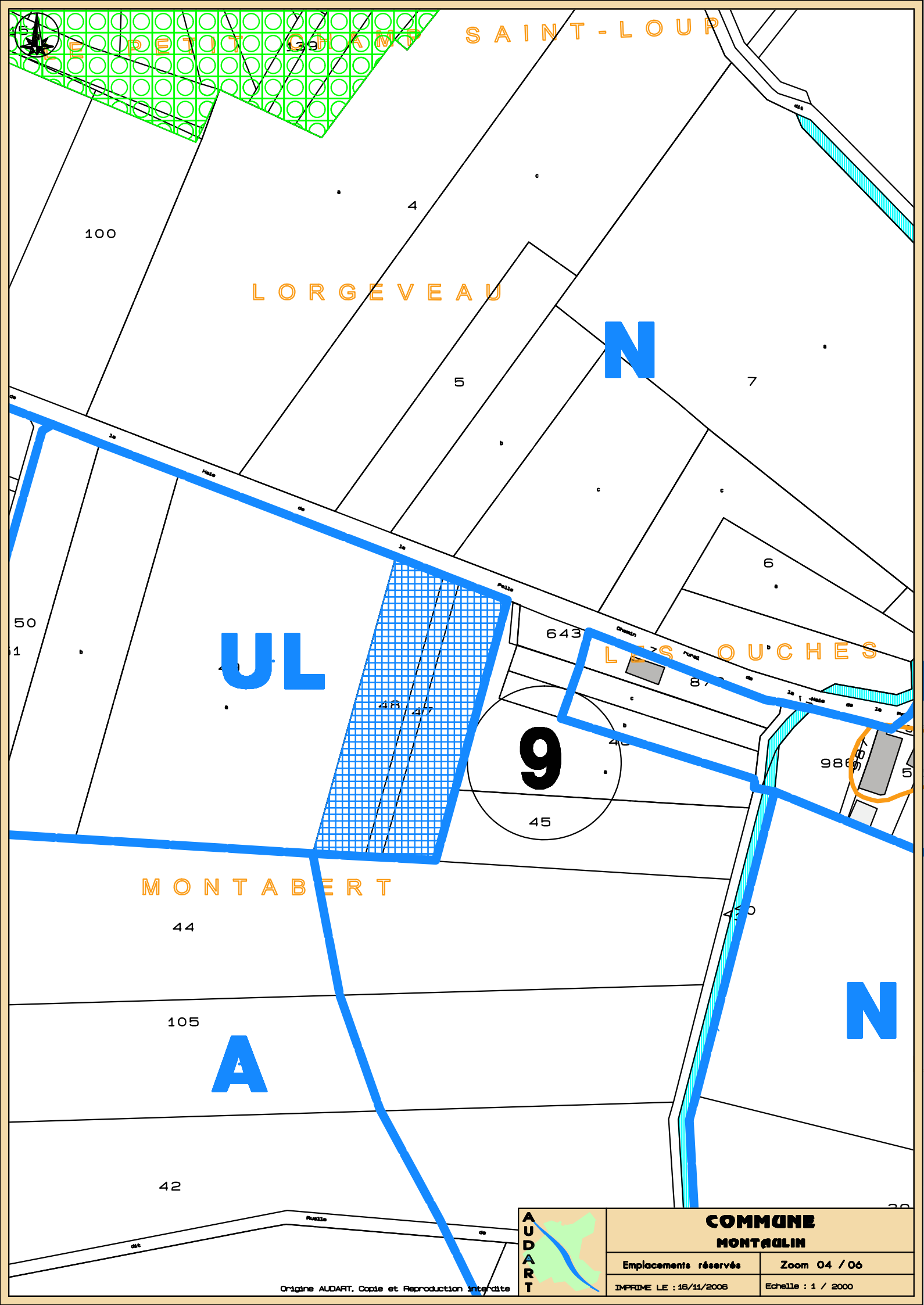


**COMMUNE  
MONTAGNIN**

Emplacements réservés	Zoom 02 / 06
IMPRIME LE : 16/11/2006	Echelle : 1 / 2000



COMMUNE MONTAGNIN	
Emplacements réservés	Zoom 03 / 06
IMPRIME LE : 16/11/2006	Echelle : 1 / 2000



COMMUNE MONTAGNIN	
Emplacements réservés	Zoom 04 / 06
IMPRIME LE : 16/11/2006	Echelle : 1 / 2000

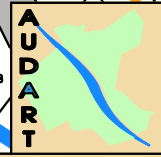
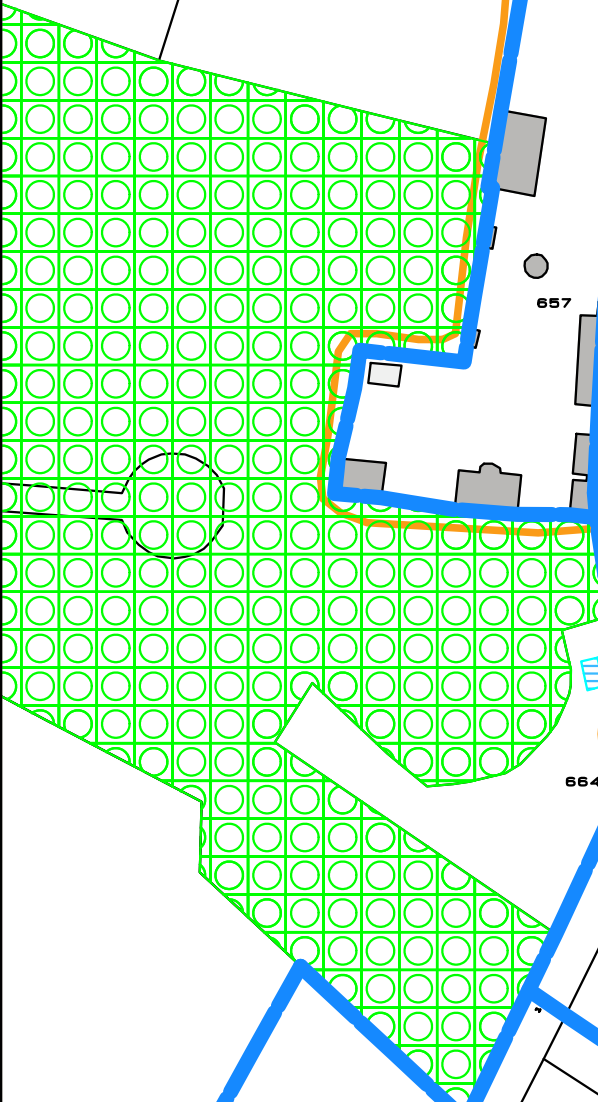
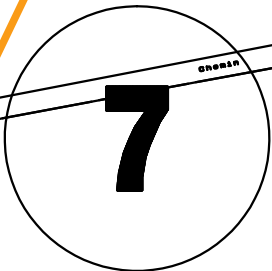




LES OUCHES-SUR-RANCE

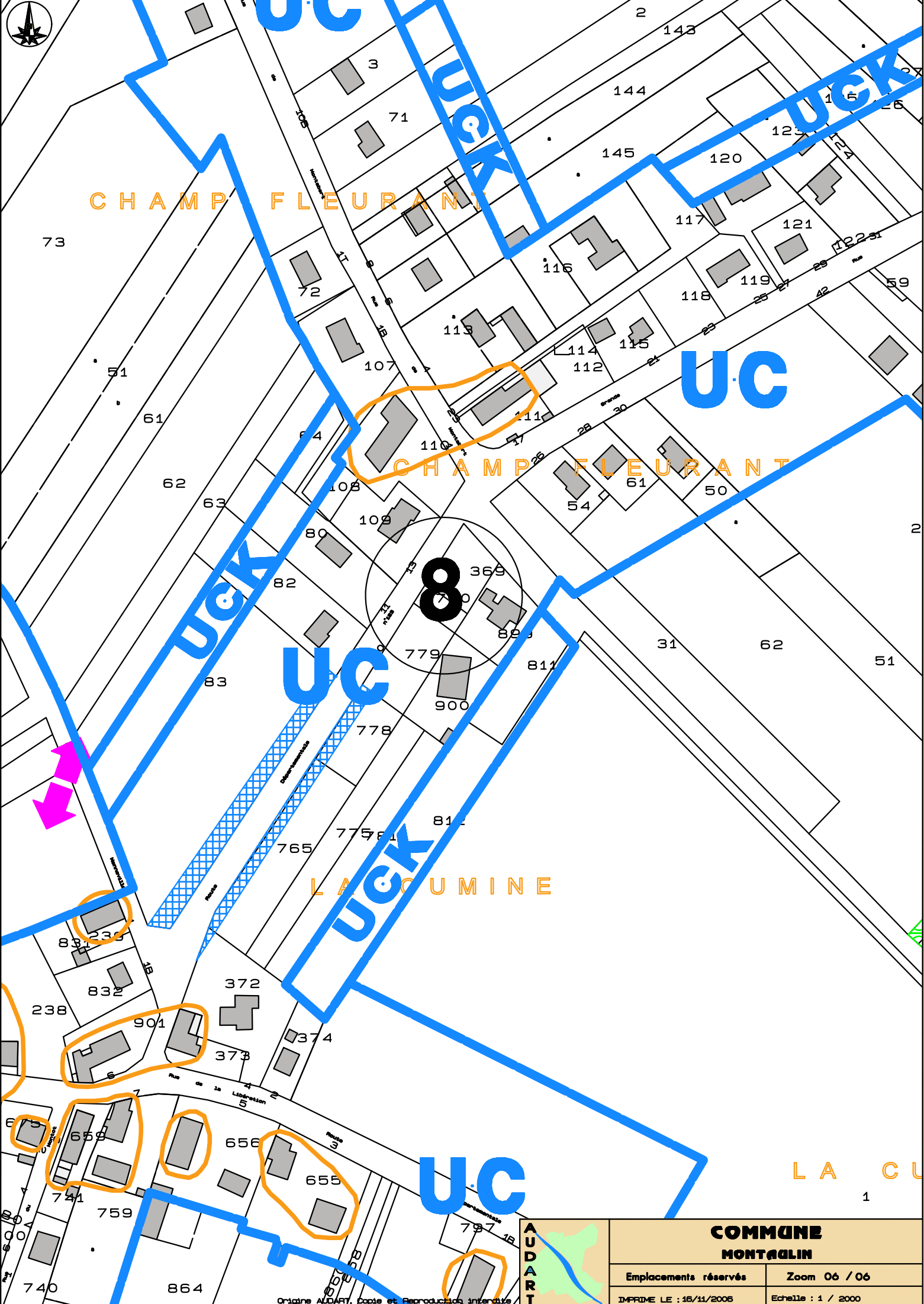
OUCHES

UD



**COMMUNE  
MARTAGLIN**

Emplacements réservés	Zoom 5 / 06
IMPRIME LE : 22/01/2007	Echelle : 1 / 2000



Origine AUDART, Copie et Reproduction interdite

AUDART

COMMUNE MONTAGNIN	
Emplacements réservés	Zoom 06 / 06
IMPRIME LE : 16/11/2006	Echelle : 1 / 2000

## **ANNEXE Z.N.I.E.F.F.**

(Fiche descriptive des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique).



# Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique



Région : CHAMPAGNE-ARDENNE

## PRAIRIES DE MONTAULIN

Direction Régionale de l'Environnement

CHAMPAGNE-ARDENNE

N° rég. : 00000238

N° SPN : 210008917

Type de zone : 1

Année de description : 1987

Superficie : 14,00 (ha)

Type de procédure : Evolution de zone

Année de mise à jour : 2001

Altitude : 115 - 122 (m)

***DIFFUSION PUBLIQUE - ZNIEFF évaluée par le SPN-MNHN le 31/07/2002***

Rédacteurs : MORGAN, G.R.E.F.F.E.

### Liste de communes :

10245 MONTAULIN 10110 COURTERANGES

### Typologie des milieux :

#### a) Milieux déterminants :

372	45	Prairies humides eutrophes
381	30	Pâturages mésophiles

#### b) Autres milieux :

41H	1	Autres bois décidus
83321	24	Peupleraies plantées

#### c) Périphérie :

81	Prairies fortement amendées ou ensemencées
82	Cultures
4	Forêts
862	Villages

Commentaires : Autres bois décidus = frênaie-chênaie.

### Compléments descriptifs :

#### a) Géomorphologie :

54	Vallée
----	--------

Commentaires :

#### b) Activités humaines :

02	Sylviculture
03	Elevage
01	Agriculture
05	Chasse

Commentaires :

#### c) Statuts de propriété :

00	Indéterminé
----	-------------

Commentaires :

#### d) Mesures de protection :

Commentaires :

N° rég. : 00000238 / N° SPN : 210008917

e) Autres inventaires :

☐ Directive habitats

☐ Directive Oiseaux

**Facteurs influençant l'évolution de la zone :**

- 310 Comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides
- 410 Mises en culture, travaux du sol
- 440 Traitements de fertilisation et pesticides
- 530 Plantations, semis et travaux connexes
- 620 Chasse
- 915 Fermeture du milieu
- 450 Pâturage

Commentaires :

**Critères d'intérêt**

a) Patrimoniaux :

- 10 Ecologique
- 36 Phanérogames
- 35 Ptéridophytes

b) Fonctionnels :

- 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

c) Complémentaires :

- 81 Paysager
- 90 Pédagogique ou autre (préciser).

**Bilan des connaissances concernant les espèces :**

	Mamm.	Oiseaux	Reptiles	Amphib	Poissons	Insectes	Autr. Inv.	Phanéro.	Ptéridop.	Bryophy.	Lichens	Champ.	Algues
Prospection	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
Nb. Espèces citées	0	3	0	0	0	0	0	90	1	0	0	0	0
Nb. Espèces protégées								2					
Nb. sp. rares ou menacées								7	1				
Nb. Espèces endémiques													
Nb. sp. à aire disjointe													
Nb. sp. en limite d'aire								1					
Nb. sp. margin. écologique													

**Critères de délimitation de la zone :**

- 02 Répartition et agencement des habitats
- 01 Répartition des espèces (faune, flore)
- 04 Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage
- 06 Contraintes du milieu physique

Commentaires : Les limites de la ZNIEFF suivent les limites des prairies naturelles encore intéressantes floristiquement.

**Commentaire général :**

La ZNIEFF des prairies de Montaulin était constituée à l'origine de deux parties séparées situées au nord-est et au sud-ouest du village : près de la N.19 et du canal de restitution de la Morge d'une part et au sud de l'agglomération de Daudes d'autre part. Suite au remembrement et aux travaux connexes, ce dernier secteur a régressé sensiblement

devant la culture du maïs et les plantations récentes de peupliers : il ne reste plus dans cette zone qu'un petit site conservé en ZNIEFF, le long du Montot. Néanmoins leur intérêt reste important. En liaison avec le type de sol et le degré d'hydromorphie, différents types de prairies constituent cette ZNIEFF ainsi modifiée (Bromion racemosi, Oenanthion fistulosae, Arrhenatherion et Cynosurion). Les graminées (vulpin des prés, pâturin trivial, crételle, houlque laineuse, fétuque des prés, fétuque rouge, etc.) dominent une flore prairiale qui recèle certaines espèces rares et /ou protégées : la gratiole officinale (protégée en France), l'oënanthe moyenne (protégée en Champagne-Ardenne, en très forte régression et très menacée), le trèfle de Paris (qui se situe ici à sa limite de répartition vers l'est), le vulpin utriculé, la laïche distante, l'oënanthe à feuilles de peucedan, la stellaire des marais et une petite fougère, l'ophioglosse. Les boisements, ponctuels, sont de type frênaie-chênaie. Cette ZNIEFF nouvellement délimitée est en assez bon état de conservation, mais est très menacée (de très profonds fossés de drainage ont été creusés localement et de nombreux peupliers ont été très récemment plantés).

#### **Liens avec d'autres ZNIEFF**

:

- 210008922 PRAIRIES DE COURTERANGES
- 210000141 PRAIRIES DE LA NOUE MARIOTTE A FRESNOY-LE-CHATEAU
- 210000159 PRAIRIES DE CHAMP-LAURENT
- 210000142 PRAIRIES DE LA BARSE
- 210000160 PRAIRIES DE LA BODERONNE ET DE LA BARSE
- 210008948 BOIS ET PRAIRIES ENTRE ROUILLY SAINT LOUP ET RUVIGNY

#### **Sources / Informateurs**

DIDIER Bernard - 2000  
EQUIPE SCIENTIFIQUE REGIONALE - 1987  
LANFANT Patrice - 2001

#### **Sources / Bibliographies**

Liste d'espèces 2a : Espèces déterminantes

Taxon	Milieu	Statut	Abond.	Effectif		Période d'obs.		Source
				min	max	début	fin	
Angiospermes								
Monocotylédones								
<i>Alopecurus rendlei</i>	372		A					
<i>Carex distans</i>	372		A					
Dicotylédones								
Dicotylédones G-P								
<i>Gratiola officinalis</i>	372		A					
<i>Oenanthe media</i>	372		A					
<i>Oenanthe peucedanifolia</i>	372		A					
Dicotylédones Q-Z								
<i>Stellaria palustris</i>	372		A					
<i>Trifolium patens</i>	372	L	A					
Ptéridophytes								
Filicinophytes (fougères)								
<i>Ophioglossum vulgatum</i>	372		A					